



جامعة بجاية  
Tasdawit n Bgayet  
Université de Béjaïa

Université Abderrahmane mira de Bejaia  
Faculté des Sciences Économiques, Commerciales et des Sciences de Gestion  
Département des Sciences Économiques

## MEMOIRE

En vue de l'obtention du diplôme de  
MASTER EN SCIENCES ECONOMIQUES

Option : Economie Monétaire et Bancaire

*Thème*

# Les enjeux de la coopération économique au sein des BRICS : Opportunité ou défis pour l'Algérie ?

**Préparé par**

- GUEDDOU Mahdi
- MOUSSI Tarik

**Dirigé par**

Dr. MOUFFOK. Nacer-Eddine

Date de soutenance : 14/06/2023

**Jury :**

Président : LALALI Rachid

Examinatrice : BELKACEMI Lynda

Rapporteur : MOUFFOK Nacer-Eddine

Année universitaire : 2022/2023

## **REMERCIEMENTS**

*Au terme de ce mémoire de fin d'études, nous tenons, de tout cœur, à exprimer toute notre reconnaissance à notre encadreur, Dr. MOUFFOK Nacer-Eddine. Nous le remercions de nous avoir encadrés, orientés, aidés et conseillés, et surtout pour le temps qu'il a consacré à nous apporter les outils méthodologiques indispensables à la conduite de cette recherche.*

*Nous adressons également nos sincères remerciements à tous les enseignants du département des Sciences Economiques, notamment ceux qui interviennent dans la spécialité EMB, pour la qualité de l'enseignement offert, ainsi que le dévouement de l'équipe administrative, pour leur professionnalisme et leur bienveillance.*

*En fin, nous tenons à remercier toutes les personnes qui par leurs paroles, leurs écrits, leurs conseils et leurs critiques ont guidé nos réflexions pour finalité de répondre à nos questions durant nos recherches, qu'elles sachent qu'on ne nous les a pas oubliées...*

*Merci à tous*

## **DÉDICACES**

**Je dédie ce travail en signe de reconnaissance.**  
A l'âme de mon père ;  
A ma mère, que DIEU bénisse sa vie ;  
A ma femme, mes enfants, sœurs, frères et amis.

**GUEDDOU Mahdi**

Je dédie ce travail de recherche à mes parents, que DIEU les protèges, ma femme, mes enfants, mes frères et sœurs, ainsi que mes amis qui m'ont encouragé et soutenu durant toutes mes études.  
Quoi que je fasse ou que je dise, je ne saurai point vous remercier comme il se doit.

**MOUSSI Tarik**

# Liste des abréviations

**BM** : Banque Mondiale

**BRICS** : Acronyme de Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud.

**COVID-19** : Coronavirus Disease 2019

**FMI** : Fonds Monétaire International

**INF** : Inflation

**IPC** : Indice des prix à la consommation

**NBD** : Nouvelle Banque de Développement.

**PIB** : Produit Intérieur Brut

**PME** : Petite et Moyenne Entreprises

**ZMO** : Zone Monétaire Optimale

## Résumé

---

La transformation rapide de la situation géopolitique et économique du monde s'accélère d'une situation unilatéraliste et hégémonique vers une gestion multipartiste de l'économie mondiale. Ainsi, ce mémoire de recherche a pour objectif d'analyser les enjeux de la coopération économique au sein des BRICS, et leur poids dans l'économie mondiale, afin d'expliquer les nombreuses demandes à son adhésion. Les résultats montrent que malgré la disparité des caractéristiques économiques de ses membres, cela n'a pas empêché certain pays de ce bloc de profiter des avantages et réaliser une croissance économique plus élevée.

**Mots clés :** BRICS, chômage, inflation, NBD, opportunité.

## Abstract

---

The rapid transformation of the geopolitical and economic situation of the world is accelerating from a unilateralist and hegemonic situation towards a multiparty management of the world economy. Thus, this research paper aims to analyze the challenges of economic cooperation within the BRICS, and their weight in the global economy, in order to explain the many demands for its membership. The results show that despite the disparity in the economic characteristics of its members, this did not prevent certain countries of this bloc from enjoying the advantages and achieving higher economic growth.

**Keywords:** BRICS, unemployment, inflation, NDB, opportunity.

# Sommaire

|   |    |
|---|----|
| <b>INTRODUCTION GENERALE</b> .....  | 1  |
| <b>CHAPITRE 1 : GENERALITES SUR LES SUR LES BRICS</b> .....   | 4  |
| SECTION1: L'émergence des BRICS (Origines et création).....   | 4  |
| SECTION 2 : Raisons d'union et objectifs des BRICS .....  | 16 |
| <b>CHAPITRE 2 : LES ENJEUX DE LA COOPERATION ECONOMIQUE AU SEIN DES BRICS</b> .....                           | 27 |
| SECTION 1 : Caractéristiques macroéconomiques des BRICS .....   | 27 |
| SECTION 2 : Défis de résistance et avenir des BRICS .....   | 36 |
| <b>CHAPITRE 3 : RELATIONS ALGERO-BRICS : VISION, OPPORTUNITES EN INTERNE ET DEFIS A L'INTERNATIONAL</b> ..... | 52 |
| SECTION1 : Perspectives d'adhésion de l'Algerie aux BRICS .....   | 54 |
| SECTION2 : Oportunités et defis d'adhésion de l'Algerie aux BRICS .....                                       | 63 |
| SECTION3 : Optimalité monétaire et projet de création d'une nouvelle monnaie.....                             | 70 |
| <b>CONCLUSION GENERALE</b> .....  | 82 |
| <b>BIBLIOGRAPHIQUE</b>  |    |
| <b>ANNEXES</b>  |    |
| <b>TABLES DES ILLUSTRATIONS</b>   |    |
| <b>TABLE DES MATIERES</b>   |    |

# **INTRODUCTION GÉNÉRALE**

## **Panorama général sur le problème à traiter**

Depuis le choc pétrolier de 1973, le Sud devient progressivement le moteur de la croissance économique mondiale, au détriment du Nord (Severino ; Ray, 2011, p4), et le monde est de plus en plus multipolaire. Ce dernier est donc modifié par de nouvelles dynamiques globales impliquant une croissance économique et démographique rapide au Sud, qui voit l'émergence de certains pays, avec une expansion d'une classe moyenne à l'échelle mondiale. Tout en reconnaissant l'hétérogénéité des pays le constituant, on observe une convergence des pays du Sud et Nord à certains égards. Cette tendance d'inversion des pôles modifie les dynamiques et remet progressivement en question l'hégémonie occidentale. Donc, il y a des changements dans la structure économique globale de sorte que le Nord ne peut plus dominer le Sud de la même manière qu'auparavant (Salama, 2012, p.43).

Parmi les pays contribuant à ces bouleversements, on trouve les BRICS, l'acronyme de Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud, qui semblent occuper une place particulière. En effet, ceux-ci pourraient représenter plus de la moitié du PIB mondial dès 2060. Il s'agit d'un regroupement plutôt récent (2009), découlant à l'origine d'un acronyme (BRIC au départ) utilisé en 2001 par Jim O'Neill, économiste de Goldman Sachs, pour décrire quatre grandes économies (celles du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la Chine), en émergence et représentant en quelque sorte le déplacement du poids économique mondial des pays développés vers les pays du Sud (Goldman Sachs, 2001, p13).

Ainsi, le nouvel ordre mondial ne se résume pas au succès de quelques multinationales et à la richesse d'une minorité, il se dessine aussi sous un autre aspect moins visible mais efficace. Il pourra donner lieu à un bouleversement de l'économie mondiale ouvrant la voie à une autre vision de la mondialisation, qui est incarnée par l'ascension des BRICS à grande puissance émergente hors occident, dont le poids économique et géopolitique n'a cessé de croître durant les années 2001, notamment depuis sa création officielle en 2009 à ce jour.

## **Opportunité du sujet : intérêt scientifique et pratique**

La scène socioéconomique ne cesse de changer en termes de composition de pays développés et l'émergence de ceux en développement. Dans la sphère macroéconomique, ces derniers deviennent les plus stables acteurs de l'économie mondiale. Certains de ces pays se sont unifiés pour former un bloc, ou une zone, qui pourrait les aider à faire face à une concurrence économique internationale de plus en plus déstabilisatrice. C'est ainsi qu'on assistait à l'apparition d'un nouveau bloc de pays constituant ce qu'on appelle les « BRICS ». Son poids dans l'économie mondiale devient de plus en plus alarmant pour les

pays développés (Daziano, 2014, p4). En effet, cette nouvelle organisation est devenue récemment un sujet très débattu et controversé et ce, du fait de leur performance économique sur divers secteurs et de leur taux de croissance élevé.

Selon certains observateurs et économistes, les BRICS peuvent devenir des acteurs économiques et politiques majeurs à l'avenir (Sannat, 2015, p13), d'une part, alors que d'autres insistent sur le fait que ces pays sont trop différents, du point de vue économique, développement politique et social, ce qui ne leur permet pas d'établir des relations mutuelles avantageuses (Toure, 2013, p9).

### **Annnonce de la problématique**

Les pays émergents, et en développement, deviennent de plus en plus un facteur d'influence de la sphère macroéconomique et se sont transformés en plus grands et plus stables acteurs de l'économie mondiale. Ainsi, la nécessité d'étudier et de rechercher de nouveaux processus de l'influence croissante de certains pays comme le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, dans l'intégration économique internationale, a conduit à l'urgence du sujet.

Le rétablissement des relations diplomatiques entre l'Arabie Saoudite et l'Iran, ainsi que le nombre croissant des demandes d'adhésion aux BRICS, qui seront traitées lors de la prochaine réunion qui aura lieu début du mois d'août 2023 en Afrique du Sud, préfigure l'importante mutation dans les relations internationales. Il est donc légitime de se poser la question quant à leur attribution dans la consolidation du poids régional des BRICS, sachant que la vision de ces pays, et autres qui aspirent à les rejoindre, dont l'Algérie, est de profiter de cette opportunité pour réaliser une croissance plus élevée, tout en coopérant avec les économies des pays développés.

C'est dans ce contexte que nous proposons la problématique suivante :

### **Quels sont les enjeux de la coopération économique au sein des BRICS ?**

#### **Est-ce une opportunité ou un défi à relever pour les nouveaux adhérents, notamment l'Algérie ?**

D'autres interrogations subsidiaires s'imposent :

- **Quelle est la place des BRICS dans l'économie mondiale ? Peuvent-ils accueillir de nouveaux membres ?**
- **Est-il possible de s'inscrire dans le respect de la règle « gagnant – gagnant » en intra BRICS, notamment pour les nouvelles candidates, en l'occurrence Algérie ?**

- Est-il possible que les BRICS deviennent un acteur de profond changement de l'économie mondiale ?
- Est-il possible que les BRICS atteignent leurs objectifs, en tenant compte des sensibilités des autres groupes, notamment le G7 ?

### **Annonce des hypothèses de travail**

Pour répondre à toutes ces interrogations, nous adoptons un point de départ basé sur les hypothèses suivantes :

- **H1:** Le poids des BRICS présente une telle opportunité que les candidatures d'adhésion se manifestent.
- **H2:** L'adhésion aux BRICS peut comporter des risques pour les candidats à faibles caractéristiques macro- économiques.

### **Annonce de la méthodologie de travail**

Pour vérifier ces hypothèses, nous nous sommes appuyés sur la méthodologie suivante:

- ✓ Une approche théorique, basée sur une recherche bibliographique et différentes études et indicateurs qui ont été réalisés par des institutions et organismes internationaux.
- ✓ Une analyse qualitative des statistiques tirées des différentes bases de données internationales, telles la banque mondiale et World Economie Outlook Database.

### **Annonce du plan de travail**

Afin de consolider notre travail, nous l'avons reparti en trois chapitres, tout en essayant de répondre à la problématique susmentionnée.

- Le premier chapitre, évoque un aperçu et un bref historique sur l'émergence du bloc BRICS et son évolution, à travers les différents sommets et leur résolution montrant les lignes directrices de la politique à suivre.
- Le deuxième chapitre, porte sur les caractéristiques macro-économiques, raisons d'être et objectifs des BRICS.
- Le dernier chapitre, traite les perspectives, opportunités et défis de l'adhésion de l'Algérie aux BRICS, ainsi que l'optimalité monétaire et projet de création d'une nouvelle monnaie au sein de cette zone.

# **Chapitre 1**

## **Généralités sur les BRICS**

## **Chapitre 1 : Généralités sur les BRICS**

### **Introduction**

On assiste, depuis les 50 dernières années, à un changement de l'image socio-économique mondiale, avec une modification de la composition des pays développés et en développement, ainsi que la désintégration du système socialiste mondial. Ces changements ont été exprimés dans l'alignement et la corrélation des principales forces économiques entre les États. Les pays en développement ont renforcé leur sphère macroéconomique et se sont transformés en plus grands et plus stables acteurs de l'économie mondiale.

En effet, la transformation rapide de la situation géopolitique et économique du monde s'accélère d'une situation unilatéraliste et hégémonique vers une gestion multipartiste de l'économie mondiale. C'est donc, une opportunité à saisir pour les pays émergents, à savoir le BRICS, de profiter de toutes les possibilités pour améliorer leurs relations économiques et financières avec les nouveaux acteurs qui se manifestent sur le marché mondial.

Cependant, la création des BRICS est passée par plusieurs étapes et sommets au cours de son histoire. Nous proposons ainsi, dans les deux sections de ce chapitre, de passer en revue l'histoire de cette création, en abordant son origine, ses étapes, ainsi que les raisons d'union et les objectifs en intra et inter BRICS.

### **Section 1 : L'émergence des BRICS (Origines et création)**

Cette section nous présentera un contexte global et un aperçu historique sur la création des BRICS, tout en analysant les différents sommets depuis 2009 à ce jour. .

#### **1. Contexte global changeant**

D'après (Severino et Ray, 2011, p18), dans leur ouvrage : « Le Grand Basculément », discutent des nouvelles dynamiques globales, façonnées par la mondialisation. Selon eux, le Sud, depuis le choc pétrolier de 1973, devient progressivement le moteur de la croissance économique mondiale, au détriment du Nord et le monde est de plus en plus multipolaire. D'importantes parties du Sud, durant le 20<sup>ème</sup> siècle, ont vu un recul de la pauvreté et du taux de mortalité infantile, ainsi qu'une progression de l'éducation.

L'indice de développement humain, dans plusieurs pays, s'y est accru. Tel qu'ils l'indiquent, la croissance économique ne peut pas être une fin en soi, mais elle est un facteur important de l'amélioration du niveau de vie. Le monde est donc modifié par une croissance économique et démographique rapide au Sud, qui voit l'émergence de certains pays et d'une classe moyenne à l'échelle mondiale. Tout en reconnaissant l'hétérogénéité des pays le constituant, on observe

## Chapitre 1 : Généralités sur les BRICS

une convergence des pays du Sud et Nord à certains égards; cette tendance d'inversion des pôles modifie les dynamiques et remet progressivement en question l'hégémonie occidentale. Il est vrai que lorsque l'on considère les statistiques économiques des dernières années, les pays avancés sont en perte de vitesse par rapport aux pays en développement. Entre 2000 et 2013, le taux de croissance des économies développées n'a été que de 1,6 % comparativement à 6,1% pour le reste du monde et les gains de productivité s'opèrent plutôt au Sud qu'au Nord. Depuis une dizaine d'années, la progression de la production industrielle mondiale est tirée par les pays émergents, l'Asie en tête.

De 1980 à 2001, on constate que la part des exportations mondiales de biens et service provenant des pays de « Sud global » est passée de 25,8% à 35,7% alors que celle des pays développés est stable à environ 20% (BEAUDET, 2009, p14). Les émergents accaparent la moitié des exportations industrielles mondiales en 2012, versus 30% seulement au début des années 1990 (HUSSON, 2013, p21). La croissance de l'investissement direct étranger (IDE) représente un autre exemple probant, de 4% de l'IDE mondial total en 1970, plus de 18% est dirigé vers les pays en développement en 2005 (BEAUDET, 2009, p14). Les pays développés dominant toujours, mais les tendances démontrent un certain rétrécissement des écarts.

Selon l'OCDE, les BRIC représenteraient plus de la moitié du PIB mondial en 2060, versus 30% en 2010, alors que la « Triade », composée de l'Amérique du Nord, de l'Europe occidentale, du Japon et de la Corée du Sud, verrait son poids réduit de 48% à 28% dans ce même laps de temps (HUSSON, 2013, p21).

Il faut par contre nuancer ce « grand basculement » s'opérant à l'ère de la mondialisation. Il est vrai que le poids économique des pays en développement s'accroît. Par contre, Beaudet (2009), dans son article « Development and Globalization », apporte certaines clarifications, allant au-delà des statistiques économiques. En fait, ni l'expansion du commerce extérieur, ni la croissance du PIB n'assurent une réduction significative de la pauvreté (BEAUDET, 2009, p13). Selon Beaudet, seuls quelques pays du Sud bénéficient réellement de la mondialisation telle qu'on la connaît aujourd'hui. Plusieurs pays et régions, quoi que bien intégrés à l'économie mondiale, ne voient pas de diminution marquée des taux de pauvreté, l'Afrique subsaharienne en est un bon exemple. Dans une mondialisation caractérisée par le néolibéralisme (CERNY, 2010, p24), les marchés émergents ayant réussi ont intégré, plutôt que remis en question, le capitalisme mondial en se positionnant stratégiquement dans les chaînes d'approvisionnement globales (ÜNAY, 2013, p31).

## Chapitre 1 : Généralités sur les BRICS

Bello (2006), abonde dans le même sens en décrivant ce qu'il appelle un « capitalisme mondial restructuré », où quelques pays du Sud émergent et où des pochettes de pauvreté se créent dans les pays du Nord (BELLO, 2006, p17).

On doit aussi mentionner que le dynamisme économique actuel des pays émergents dépend en grande partie de leurs exportations vers les pays développés, ce que Husson définit comme « une nouvelle forme de dépendance » (HUSSON, 2013, p12). L'auteur illustre son propos en prenant comme exemple le ralentissement économique du Nord en 2003. Cette baisse de croissance a fait diminuer les prix des matières premières, à la base de la croissance des pays en développement, affectant ainsi ces derniers, ce qui démontre la fragilité des économies du Sud.

HUSSON émet aussi l'hypothèse que les économies émergentes miseront de plus en plus sur leur demande intérieure « au profit de leur production nationale » et au détriment des exportations, ce qui créerait des déséquilibres à long terme et réduirait le rôle moteur de ces pays (HUSSON, 2013, p12). De plus, le rôle de l'État-nation a tendance à être transformé et réduit par l'émergence d'acteurs transnationaux, tels que les multinationales et les institutions financières (CERNY, 2010, p25).

Les gouvernements, spécialement au Sud, n'ont plus autant la capacité de contrôler leur taux de change ou de protéger leur monnaie face aux marchés mondiaux de capitaux. Les plus petits pays en développement sont en quelque sorte marginalisés et ignorés par la mondialisation que l'on connaît actuellement. Finalement, même si les émergents du Sud accroissent leur part de la croissance mondiale, le centre du pouvoir décisionnel demeure en Occident, la « Triade » occupant toujours le rôle de leader.

BEAUDET, 2009, p15), illustre cet argument en mentionnant que même la Chine et les « tigres asiatiques » dépendent toujours de l'Occident en ce qui a trait, entre autres, à la finance et à la haute technologie. Il y a certes des signes démontrant un éloignement du monde unipolaire vers un monde plus multipolaire, le G7 n'est plus aussi pertinent qu'auparavant, alors que le G20, qui regroupe 20 des plus grosses économies de la planète (développées et en développement), prend une importance plus grande, quoique les objectifs de ce dernier soient toujours mal définis à l'heure actuelle.

Des discussions concernant des réformes de l'ONU et des institutions de Bretton Woods sont actuellement tenues, sans grand succès, et seraient nécessaires afin de refléter les nouvelles dynamiques et le poids accru de certains pays du Sud (ESCOBAR, 2012, p28).

En somme, il y a des changements dans la structure économique globale, mais aussi des continuités (contrôle et prépondérance du Nord, pauvreté et inégalités persistantes au Sud), tel

## **Chapitre 1 : Généralités sur les BRICS**

que l'illustre (SALAMA, 2012, p31): « Le Nord ne peut plus dominer le Sud de la même manière qu'auparavant ».

### **2. Apparition des BRICS**

L'acronyme BRICS, désigne le rapprochement de quatre pays aux vastes territoires : le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine, auxquels s'est intégré l'Afrique du Sud en 2011. Depuis 2011, le groupe des BRICS a pris la forme d'une conférence diplomatique à part entière, donnant lieu à un sommet par an, se déroulant à tour de rôle dans chacun des cinq États. Le but de ces sommets est d'affirmer la place majeure de ces pays sur la scène internationale, et de mettre en scène leur poids économique et politique, en particulier au regard d'autres États ou groupes d'États comme les États-Unis ou l'Union européenne.

L'acronyme est apparu pour la première fois en 2001, sous la plume de l'économiste britannique Jim O'Neill, dans un rapport de la banque d'investissement Goldman Sachs intitulé : Building Better Global Economic BRICS. L'article établissait une projection de croissance montrant que ces pays, déjà importants dans l'économie mondiale en raison de leurs vastes marchés intérieurs, étaient appelés à peser de plus en plus, étant donné leur croissance économique annuelle rapide. On peut y voir un exemple de performativité du discours, dans la mesure où l'annonce, par une grande banque d'investissement, du fort potentiel économique de ces pays, a pu encourager les investisseurs et contribuer à leur croissance et à leur émergence rapide. L'acronyme inventé par un économiste est finalement devenu une réalité économique et politique.

C'est surtout qu'à partir de 2011, avec la tenue régulière de sommets et l'entrée de l'Afrique du Sud, que les BRICS sont devenus un groupe officiel. Sur le plan économique, ils se sont également dotés en 2014 d'une banque de développement, la Nouvelle banque de développement, basée à Shanghai. Parmi les thèmes qui ont pu être au centre de leurs préoccupations, on trouve la lutte contre le protectionnisme de certains de leurs partenaires du G20 (G8 élargi) ou la réforme de la gouvernance du Fonds monétaire international (FMI) et du Système monétaire international. Ils ont pu également faire front commun contre certaines contraintes environnementales internationales jugées pénalisantes pour leurs économies.

D'une manière générale, les BRICS sont l'une des instances promouvant une reconnaissance de la multipolarité des équilibres économiques et politiques mondiaux, en rupture avec les organisations héritées de l'après Seconde guerre mondiale.

### **3. Les sommets de BRICS**

Il est important d'examiner séparément l'histoire des sommets des BRICS, car les résultats de

## **Chapitre 1 : Généralités sur les BRICS**

ces réunions reflètent les cibles les plus privilégiées du groupe et déterminent l'orientation de ses développements. Historiquement, la première réunion des chefs d'État des BRIC s'est tenue en juillet 2008 au Hokkaido, île japonaise.

Il a été convenu que, dans le cadre des sommets, les principaux acteurs politiques examinent les questions de la démocratisation et des droits de l'homme, la non-prolifération des armes nucléaires, les conflits, le terrorisme, le trafic de drogue et la piraterie seront au programme. Les représentants des pays ont également convenu d'une coordination plus poussée des domaines d'intérêt primordial, tels que les problèmes économiques, coopération technologique, protection de l'environnement, amélioration des soins de santé, problèmes financiers et d'approvisionnement alimentaire.

### **3.1 Ekaterinbourg, Russie 2009**

Les questions débattues au cours du Sommet ont été largement renvoyées aux problèmes de l'alimentation mondiale la sécurité, les stratégies pour surmonter les effets de la crise économique mondiale, la crise financière mondiale et l'architecture économique, le commerce international, l'investissement mutuel, le paradigme moderne du développement économique, la menace du terrorisme mondial, la coopération dans les domaines de la science et de l'éducation. Les résultats du Sommet ont été résumés dans la « Déclaration conjointe des dirigeants des pays du BRIC » et « Déclaration conjointe sur la sécurité alimentaire mondiale ».

Le premier document résume les principaux points discutés. Le deuxième document portait sur les questions de sécurité alimentaire. Apparemment, l'attention était portée sur les problèmes de sécurité alimentaire provenaient du Brésil, car ce pays est le grand fournisseur de produits agricoles sur le marché mondial et, par conséquent, les questions de normalisation et de sécurité étaient les plus pertinentes pour le Brésil.

Les participants ont échangé leurs expériences sur les biocarburants technologie. Étant donné que les déclarations signées étaient les premiers documents politiques publiés par le BRIC, ils reflètent les approches communes des pays membres à un large éventail de questions clés de la politique mondiale et économie. Par conséquent, ces documents peuvent être considérés comme une plate-forme idéologique du BRIC en tant que nouvel acteur sur la scène internationale.

### **3.2 Brasilia, Brésil 2010**

Les principales questions débattues lors du deuxième sommet BRIC des pays BRIC sont devenues lessurmonter les conséquences de la crise financière mondiale, la création d'un nouvel

## **Chapitre 1 : Généralités sur les BRICS**

ordre financier, la préparation de la réunion des Big Twenty, ainsi que des questions de commerce international, d'agriculture, de climat changer et lutter contre la pauvreté et le terrorisme.

Plusieurs accords ont été signés lors du Sommet. À la suite de la signature du « Mémoire sur la coopération entre les banques de développement du BRIC pays », le mécanisme de coopération interbancaire visant à soutenir les relations à l'exportation entre les membres du groupe.

Le document souligne l'importance du commerce international dans le cadre de la condition de participation de l'OMC au processus. Les pays ont signé un certain nombre d'accords bilatéraux accords, alors que la Russie a lancé des négociations avec Embraer sur la possibilité de développement et production d'avions pour le transport régional et produits connexes.

### **3.3 Sanya, Chine 2011**

Au cours de ce sommet, l'inclusion officielle de la République sud-africaine a été annoncée et la Le président du pays, Jacob Zuma, a rejoint Summit156. En cours de réunion, les cinq présidents abordé divers aspects de la coopération mutuelle : les pays du BRICS ont de nouveau souligné la nécessité de l'adhésion à l'OMC pour la Fédération de Russie, nécessité d'une réforme globale du Nations Unies, y compris son Conseil de sécurité.

L'intérêt de la coopération en matière d'environnement, programmes de développement agricole et scientifique a été réaffirmé. La question du règlement pacifique en Libye s'est également soulevée. Les dirigeants des pays ont souligné la performance remarquable de pays en développement pendant et après la crise financière mondiale. Les principales orientations de la politique mondiale ont été déterminées et le plan d'action pour l'année à venir a été mis en.

L'un des résultats les plus importants du sommet a été les discussions concernant la réforme monétaire et réforme des institutions financières. Sur cette base, les dirigeants des pays ont signé un accord de coopération financière dans le cadre des relations inter-BRICS comprenant un accord de coopération économique avec utilisation des monnaies nationales.

L'accord suggéré d'exclure l'émission de crédit et les paiements en dollars américains dans un cadre intra-BRICS coopération. Cette étape visait à redresser les monnaies nationales des BRICS et à limiter l'influence des États-Unis dollar dans le cadre de la coopération économique des BRICS.

### **3.4 Delhi, Inde 2012**

Les dirigeants des pays BRICS ont concentré leur attention sur les problèmes de l'économie mondiale, le règlement de la situation en Syrie et en Iran, ainsi que sur les politiques anticrises.

## **Chapitre 1 : Généralités sur les BRICS**

Le dernier numéro a encouragé les parties prenantes pour discuter des méthodes de création et des mécanismes de la Banque de développement Sud-Sud dirigée par les BRICS de convergence pour les marchés boursiers intra-BRICS.

Le développement des facilités de crédit dans les devises était également à l'ordre du jour. Les ministres des finances de chaque pays ont été chargés d'étudier la faisabilité et la viabilité de l'initiative de création d'une banque de développement. De plus, l'Afrique du Sud exprimé son appréciation dès son entrée dans le groupe - incitations au développement, accompagnement des projets d'infrastructure et réformes institutionnelles.

La déclaration de Delhi et l'action de Delhi signées lors du sommet ont exprimé la préoccupation concernant la situation dans la zone euro liée à l'instabilité des marchés après la crise. Accord-cadre sur Extension de la facilité de crédit en monnaie locale et confirmation de la lettre de crédit multilatérale Des accords de facilité ont été signés entre les banques d'import-export de chaque pays. Cet accord facilite les paiements en devises nationales BRICS entre les pays. Le FMI a été appelé à mieux représentation des pays en développement et réformes des quotas. L'ONU, la Banque mondiale et le FMI ont été priés pour les réformes institutionnelles.

### **3.5 Durban, Afrique du Sud 2013**

L'Afrique du Sud est le dernier membre annexé du BRICS. Le cadre de discussion central du sommet est devenu le thème « Les BRICS et l'Afrique : Partenariat pour le développement, l'intégration et Industrialisation » avec la Déclaration eThekwinini et le Plan d'action eThekwinini comme résultat.

La déclaration présente une évaluation de la situation politique et économique mondiale actuelle. Le commun les approches des pays BRICS en matière de coopération multilatérale sont reflétées. Les accords sur coopération dans le domaine de « l'économie verte », sur le cofinancement de projets d'infrastructure en Afrique et la déclaration des dirigeants des BRICS sur la création de la Banque de développement dirigée par les BRICS, ont été signés. Aux fins de l'approfondissement de l'engagement économique, en particulier l'amélioration de l'intra Le commerce des BRICS axé sur l'amélioration de la composante à valeur ajoutée, la création des BRICS Conseil d'affaires a été annoncée.

### **3.6 Fortaleza, Brésil 2014**

Le 6<sup>ème</sup> sommet des BRICS a débattu d'un large éventail de questions internationales et intra-BRICS politiques de coopération, telles que les coopérations environnementales et anti-

## Chapitre 1 : Généralités sur les BRICS

corruption ou liées à la population les sujets.

Cependant, le principal résultat du sommet a été l'annonce d'un nouveau développement Établissement de la banque (NDB) avec un capital initial autorisé de 100 milliards de dollars américains et une souscription initiale capital de 50 milliards de dollars US, partagé à parts égales entre les membres fondateurs.

En outre, il a été signé un Traité pour la mise en place du BRICS Contingent Reserve Arrangement (CRA) avec une première taille de 100 milliards de dollars US160. Si nécessaire, NDA est en mesure de fournir une aide financière à l'un de Membre du BRICS ayant des difficultés de paiement du solde. Selon les experts : « Le développement de des institutions BRICS importantes et efficaces, comme la banque BRICS et la réserve contingente arrangement, peut fournir une plate-forme précieuse pour les BRICS faisant avancer les réformes dans le une architecture financière et de développement internationale favorable aux pays en développement et émergents en général ». L'autre document signé était le protocole d'accord sur la coopération, entre Agences de crédit et de garantie à l'exportation des BRICS, qui ont contribué à améliorer l'environnement de soutien aux accroître les opportunités commerciales entre les pays.

Sur la base des résultats des sommets, il est évident que les pays BRICS ont de nombreux points communs intérêts dans le domaine de la sécurité internationale, des processus économiques mondiaux, de l'environnement et du climat questions. Les pays BRICS sont également intéressés par l'amélioration du droit international, ce qui permet de résoudre les problèmes en tenant compte des intérêts réels de la communauté mondiale - et avant tout des BRICS pays - dans des conditions de changement de l'équilibre mondial des pouvoirs. Les cinq pays ont de nombreux problèmes sociaux spécifiques et complexes. Par conséquent, ils essaient de créer des relations extérieures favorables conditions pour les résoudre.

### 3.7 Oufa, Russie 2015

Oufa, la capitale de la Bachkirie, située entre la Volga et les monts Oural, accueillait ces deux derniers jours le sommet des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), auquel participaient également les Etats membres de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) et de l'Union économique eurasiatique (UEEA).

Le président russe, Vladimir Poutine, a ainsi envoyé aux Américains et aux Européens un double message : non seulement la Russie reste un pays qui compte, mais elle s'engage dans de nouvelles alliances, en tournant son regard à l'Est, la Chine et ses nouvelles routes de la soie, et vers les puissances émergentes du Sud. En témoignent l'accord sur la livraison de gaz à la Chine,

## Chapitre 1 : Généralités sur les BRICS

en mai 2014, pour 400 milliards de dollars et, plus récemment, la visite de Vladimir Poutine en Inde.

Le sommet d'Oufa constitue de ce point de vue l'acte III d'une gouvernance mondiale des pays émergents, qui entend directement concurrencer les Occidentaux. Le premier acte a été joué à Ekaterinbourg, en Russie, déjà en 2009, lors du premier sommet des BRICS. L'occasion, pour ces pays, d'indiquer que l'acronyme, inventé par Goldman Sachs en 2001, n'était pas qu'un agrégat de grands pays émergents, mais qu'ils entendaient désormais coordonner leurs positions internationales sur les dossiers mondiaux : climat, commerce, monnaie, investissements, etc.

A la même époque, les pays émergents faisaient également leur entrée dans le forum mondial à la faveur de la création du G20 par le président Nicolas Sarkozy, afin de coordonner les réponses à la crise économique. L'ancien chef de l'Etat français fut ainsi le premier à leur donner une représentation visible sur la scène internationale. L'acte II fut joué à Fortaleza, au Brésil, en juillet 2014, lorsque le sommet des BRICS déboucha sur la création de leurs propres instruments financiers multilatéraux, avec une Banque de développement concurrente de la Banque mondiale et un fonds de réserve monétaire concurrent du FMI.

Le lancement par la Chine, quelques mois plus tard, de la Banque Asiatique d'Investissement pour les Infrastructures (AIIB) - initiative combattue par les Etats-Unis, mais à laquelle se sont finalement ralliés les Européens - montre la volonté des pays émergents de mettre en place des institutions communes alternatives.

L'acte III se joue donc ces jours-ci à Oufa. Avec à la clef deux évolutions majeures. D'une part, la Russie, désormais exclue du G8, entend jouer sa partition à l'extérieur du club occidental. D'autre part, le sommet d'Oufa a été l'occasion de convier de nombreux pays émergents ou frontaliers de la Russie, comme le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan, la Mongolie, l'Inde, l'Iran, le Pakistan et l'Afghanistan... Les BRICS agglomèrent ainsi les émergents à leur forum de gouvernance.

### 3.8 Gao, Inde du 15 au 16 octobre 2016

En 2016, les dirigeants BRICS (Brazil, Russia, India, China, South Africa), Michel Temer, Vladimir Poutine, Narendra Modi, Xi Jinping, et Jacob Zuma qui représentent 40 % de la population mondiale et un taux de croissance proches des deux chiffres, se tient telle un conclave de second souffle pour soupeser le chemin parcouru.

- Accord de libre-échange entre BRICS ;
- Renforcement des accords commerciaux pour soutenir les échanges entre les cinq pays et

## Chapitre 1 : Généralités sur les BRICS

les principaux alliés ;

- Initier une alternative crédible de financement entre les BRICS pour financer les projets d'infrastructure dans leurs pays afin de dépendance des institutions financières internationales le FMI et la BM.

### 3.9 Xiamen, Chine 2017

Le 4 septembre 2017, Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud, tiennent leur sommet annuel des pays émergents BRICS à Xiamen, en Chine. Ces cinq BRICS sont rejoints par la Thaïlande, le Mexique, l'Égypte, la Guinée et le Tadjikistan en tant que pays observateurs, pour discuter d'un plan "BRICS Plus" prévoyant l'élargissement éventuel du groupe de 2009.

- Aborder les problèmes de sécurité régionale et les événements géopolitiques ;
- Le groupe représente 44 % de la population mondiale donc à renforcer son identité et devenir une plateforme de premier plan pour la coopération sud-sud ;
- Le renforcement des droits de vote de la Chine et de l'Inde au FMI et la BM ;
- Le projet BRICS plus (l'Égypte, la Guinée, le Mexique) est l'un des plus grands succès de cette rencontre.

### 3.10 Johannesburg, Afrique de Sud 2018

Du 25 au 27 juillet 2018, et à la suite du fiasco occidental marquant le dernier G7, les dirigeants des BRICS tiennent leur dixième sommet à Johannesburg pour mettre en place une coopération économique accrue dans un environnement économique international en pleine mutation. Et parmi les résultats de ce sommet sont comme suit :

- La guerre commerciale déclarée par le président américain Donald Trump ;
- La Chine a plaidé pour un renforcement de la coopération au sein de BRICS pour faire face aux décisions de politiques mondiale ;
- De son côté la Russie voit dans cette guerre commerciale une bonne raison de développer le commerce en devise nationale entre les pays de BRICS, il faut s'orienter activement vers des échanges hors dollars.

### 3.11 Brésil 2019

Pour le 11<sup>e</sup> sommet BRICS du 14 novembre 2019 au Brésil, le communiqué final annonce : « Nous restons attachés au multilatéralisme et à la coopération des États souverains afin de maintenir la paix et la sécurité ». Il laisse transparaître la volonté des BRICS de lutter pour un multilatéralisme « renforcé et réformé » et « plus ouvert ». Et pour le président

## **Chapitre 1 : Généralités sur les BRICS**

brésilien Bolsonaro, la Chine, qui est déjà premier partenaire commercial du Brésil, fait « de plus en plus partie de l'avenir » de son pays :

- Le BRICS s'unissent contre le protectionnisme américain lancé par Donald Trump ;
- Renforcer la coopération des BRICS suscite la confiance au niveau mondial ;
- Les pays des BRICS doivent se dresser fermement contre le protectionnisme, soutenir le système commercial multilatéral centré sur l'OMC.

### **3.12 Le 12<sup>ème</sup> sommet 2020**

Le soir du 17 novembre 2020, le sommet de BRICS s'est tenu sous forme de vision conférence présider par le président russe Vladimir Poutine sous le thème intitulé Travaillant main dans la main pour vaincre le covid19 et promouvoir la coopération :

- Poursuivre le multilatéralisme et à préserver la paix et la stabilité dans le monde ;
- Accorder la priorité au bien-être de la population et à promouvoir le développement durable dans le monde ;
- Faire face à la covid19 par le renforcement à la coopération sur les médicaments et vaccins, soutenir le rôle de coordination essentiel de l'OMS.

### **3.13 Le 13<sup>ème</sup> sommet 2021**

Le 9 septembre 2021, s'est tenue virtuellement les 5 pays de BRICS sont convenus que dans un univers interconnecté et mondialisé, personne ne sera en sécurité tant que tout le monde ne sera pas en sécurité :

- Les cinq économies émergentes ont reconnu que la production de vaccins anti- covid19 a fourni le plus grand espoir de vaincre la pandémie ;
- Nous regrettant l'inégalité flagrante dans l'accès au vaccin.

### **3.14 Le 14<sup>ème</sup> sommet 2022**

Dans la soirée de 23 juin, le président chinois a présidé le 14<sup>ème</sup> sommet des BRICS en vision conférence avec les résolutions ci-après :

- L'épidémie de covid19 continue à se propager ;
- L'ombre de la mentalité de la guerre froide et de la politique du plus fort plane encore sur le monde entier ;
- Le système monétaire et financier international devient plus fragile ;
- Soutenir la nouvelle banque de développement dans ses efforts visant à réaliser un développement plus important et engager un processus solide pour absorber de nouveaux

## Chapitre 1 : Généralités sur les BRICS

membres ;

- En 2022, l'Iran, l'Argentine et l'Algérie ont demandé à rejoindre les BRICS, un intérêt pour rejoindre ce groupe a également été exprimé par la Turquie, l'Égypte et l'Arabie saoudite.

### 3.15 Le 15<sup>ème</sup> sommet : Afrique de sud 2023

Le sommet de 2023, marquera la première réunion en personne des dirigeants des BRICS depuis 2019, en raison de la pandémie de COVID-19. Le lieu de sommet n'a pas encore été confirmé, mais il se tiendra dans l'une des quatre plus grandes villes sud-africaines - Johannesburg, Durban, le Cap ou Pretoria.

Le sommet de cette année se tiendra sous le thème : « Les BRICS et l'Afrique : un partenariat pour une croissance mutuellement accélérée, un développement durable et un multilatéralisme inclusif », selon le ministre.

Cependant, ce sommet revêt un caractère géopolitique et *économique*, dont plusieurs pays du monde ont affiché leur demande d'adhésion aux BRICS, où ce groupe économique a affiché sa volonté d'accueillir de nouveaux adhérents afin de faire face aux grandes puissances mondiales à l'image du G7.

Donc, sur le plan politique, les USA et les alliés du système unipolaire, ont mis un mandat d'arrêt international à l'encontre du président de la Russie pour qu'il ne puisse pas assister à ce sommet, pour motif que la guerre en Ukraine a bouleversé l'ordre mondial sur le plan économique, politique, et même financier, où la plupart des pays cherchent une alternative au dollar.

Sur le plan économique, il élargit l'assiette des BRICS+, avec l'étude des demandes d'adhésion de plusieurs pays du monde à l'image de l'Algérie, l'Iran, l'Égypte, la Tunisie, l'Argentine, la Turquie et l'Arabie Saoudite. Ainsi, avec les BRICS+, on pourrait assister à un changement de pouvoir économique à l'échelle mondiale.

## Chapitre 1 : Généralités sur les BRICS

### Section 2 : Raisons d'union et objectifs des BRICS

Cette section fera l'objet d'analyse des raisons et des objectifs des BRICS dans un monde où les pays développés veulent asseoir de plus en plus leur leadership économique et politique, notamment après l'invasion russe de l'Ukraine.

#### 1. Caractéristiques des économies émergentes

Bien qu'il n'existe pas de définition précise de l'émergence, on peut déceler, en analysant les pays émergents, quelques caractéristiques communes à ces derniers. Parmi ces caractéristiques, les changements structurels sont souvent cités : rénovation juridique et institutionnelle, passage d'un type de production agricole à un type industriel, ouverture au marché mondial des produits et services et aux flux internationaux de capitaux.

Dans un article intitulé : « Des économies émergentes aux puissances émergentes », François LAFARGUE propose les caractéristiques suivantes (LAFARGUE, 2011, p103) :

✓ **Des revenus intermédiaires** : les pays émergents ont un revenu par habitant en PPA compris entre 10 et 75% du revenu moyen de l'Union Européenne. Ainsi, les pays les moins avancés de la planète tels que la RDC, le Niger, et les pays développés comme la France, l'Allemagne, sont exclus du groupe. Cependant, on observe une hausse régulière du PIB et du revenu par habitant des pays émergents. Le Brésil par exemple, affiche un PIB par habitant de 8691 dollars USD, contre 37728 dollars USD pour la France et 531,2 dollars pour la RDC. En 1990, le Brésil, la Chine, l'Inde, la Russie et l'Afrique du Sud représentaient 8,4 % de la richesse mondiale. Cette part s'établit désormais à 22%. Avec un taux de croissance annuel de 8 %, le PIB de l'Inde devrait dépasser celui de la France dès la fin de la décennie 2010.

✓ **Une croissance et un rattrapage économiques** : durant ces dernières années, les pays émergents ont connu une croissance économique soutenue et rapide, supérieure à la croissance mondiale et à celle des pays développés. A titre d'exemple, le taux de croissance de la Chine s'est élevé à 6,9% en 2015 (le taux le plus faible depuis 25 ans), celui de l'Inde à 7,3% contre 3,3% de taux de croissance mondiale. Ce rattrapage du retard économique qu'ils ont subi notamment à cause de la colonisation, permettent à ces pays de peser aujourd'hui dans la balance mondiale.

✓ **Une progression du commerce extérieur supérieure à celle des échanges internationaux** : par exemple, la part de la Chine dans le commerce international qui est passée de 3,65 % en 2000 à 9,6 % en 2009, ce qui représente en valeur une augmentation de 380 %. Pendant cette même

## Chapitre 1 : Généralités sur les BRICS

période, les échanges internationaux ont été multipliés par deux. Ce dynamisme commercial permet à ces États d'accumuler des réserves de change indispensables à l'acquisition de technologies et de biens de consommation à l'étranger. La Chine a ainsi accumulé 3.330 milliards USD de réserves de change en 2015.

✓ **Des transformations institutionnelles et une ouverture économique** : durant les 20 dernières années, ces économies ont connu une série de transformations institutionnelles qui les ont davantage intégrées aux échanges mondiaux. En effet, ces pays ont mis en place des stratégies d'import-substitution (substitution des importations par les productions nationales), et de facilitation des investissements nationaux et étrangers. Il s'agit surtout d'investissements productifs dans les secteurs de l'industrie manufacturière et la haute technologie (Embraer au Brésil, Samsung, Daewoo en Corée du Sud, International SOS à Singapour), de l'industrie des Bâtiments et Travaux Publics, etc.

✓ **Des entreprises de taille mondiale** implantées dans plusieurs pays (multinationales) et dont le capital est en majorité ou en partie détenu par des actionnaires privés. Il existe ainsi de nombreuses sociétés chinoises (comme Petrochina et la China National Petroleum Corporation), indiennes (Reliance, Oil and Natural Gas Corporation) et brésiliennes (Petrobras, Vale), qui développent leurs activités à l'étranger. Ainsi, pour la première fois, les capitaux brésiliens placés à l'étranger ont été en 2008 d'un montant supérieur à ceux venus de l'étranger et accueillis dans le pays. La Chine a été en 2009 le cinquième investisseur mondial, ses investissements se concentrant pour les deux tiers en Asie.

Entre 2000 et 2009, le montant du stock des investissements directs à l'étranger du Brésil, de la Chine, de l'Inde et de la Russie a été multiplié par sept. Ces investissements concernent tous les secteurs d'activité économique : la construction automobile, avec les achats des constructeurs automobiles Jaguar par l'indien Tata et Volvo par le chinois Geely ; l'agroalimentaire, le brésilien JBS, qui est le premier producteur et transformateur au monde de viande de boeuf, a notamment pris le contrôle de plusieurs de ses concurrents en Europe et aux États-Unis ; les hydrocarbures , le rachat par des entreprises chinoises du canadien Addax Petroleum et de l'argentin Bridas.

Il s'agit également de prises de participation par le biais de fonds d'investissements privés ou publics. L'État chinois à travers l'agence publique State Administration of Foreign Exchange, gestionnaire de ses réserves de change, détient 1,6 % du capital de Total et 1,1% de celui de British Petroleum. Le russe Digital Sky Technologies a pris des participations dans de nombreuses sociétés informatiques comme la messagerie ICQ ou le réseau social Facebook.

## Chapitre 1 : Généralités sur les BRICS

✓ **Diversification de l'économie** qui ne repose pas seulement sur l'exportation de matières premières. Cette diversification permet à ces pays d'éviter de subir les effets négatifs dus à la volatilité des prix de ces produits. Ceci dans le but de préserver la stabilité des recettes d'exportation. Le Brésil, pays bien doté en ressources naturelles a su diversifier son économie, exportant à la fois des matières premières, des produits semi-manufacturés et des produits manufacturés.

✓ **Un dynamisme démographique** et un nombre croissant de consommateurs qui permettent au pays d'offrir de bonnes perspectives économiques, surtout avec la naissance d'une classe moyenne assez large (100 millions de personnes au Brésil). En effet, ces économies émergentes sont de véritables locomotives locales dans leurs régions avec une forte population, des ressources naturelles substantielles, de grands marchés de consommateurs avec un certain pouvoir d'achat. Ce qui leur confère un certain leadership régional. (Le Brésil en Amérique latine, la Chine en Asie). Dans ces pays, une très grande proportion de la demande potentielle est transformée en demande effective donc solvable.

Mamadou KOULIBALY, président d'Audace Institut Afrique, dans un ouvrage intitulé « Pourquoi certains pays sont émergents et d'autres pas ? », ajoute :

- ✚ Des politiques macroéconomiques ouvertes et responsables : avec ces dotations naturelles en hommes motivés et en ressources, ces pays ont adopté de bonnes politiques macro-économiques qui ont stimulé l'émergence des marchés. Ces politiques créent des marchés financiers où les capitaux peuvent découvrir des opportunités de placement qui rassurent les investisseurs. Ces politiques macroéconomiques portent sur l'ouverture de leur système bancaire aux marchés mondiaux et la libéralisation des marchés financiers locaux pour les rendre susceptibles de recevoir les IDE et les capitaux privés (Cas du Brésil). Elles portent aussi sur des politiques monétaires prudentes et responsables agencées à des politiques fiscales qui maîtrisent les déficits publics et assurent le remboursement de la dette publique intérieure et extérieure. Elles s'engagent dans des opérations de privatisation des entreprises du secteur public et du patrimoine foncier de l'Etat.
- ✚ Une rupture avec les structures traditionnelles inefficaces : dans ces économies, le choix a été fait clairement de rompre avec les structures traditionnelles politiques et économiques archaïques pour en adopter de plus modernes et de plus simplifiées. Elles sont donc en transition avec des réformes structurelles de fond aussi bien dans le domaine économique que dans les domaines politique et

## Chapitre 1 : Généralités sur les BRICS

social. Les anciennes structures fondées sur l'action de l'Etat, puissance publique, ont été jugées inefficaces ou inutiles.

Les réformes ouvrent et libèrent des marchés qui apportent la croissance économique au pays, l'emploi aux populations et la stabilité politique aux citoyens. La tradition, dans ces pays, était, par exemple, en matière de commerce international, d'exporter des produits bruts sans y apporter de valeur ajoutée. Mais, très rapidement, avec les capitaux privés et les IDE qui sont arrivés, les exportations ont été diversifiées et se sont intégrées correctement dans l'économie mondiale non pas par le protectionnisme ou par l'assistance d'autres Etats, mais par le commerce libre et la finance privée.

Ces nouveaux marchés en retour créent des opportunités profitables à tous et permettent à ces économies qui traditionnellement souffraient du moindre choc exogène, de devenir plus résistantes aux chocs, ce qui rassure les investisseurs et stabilise encore plus les pays. La valeur ajoutée dans les activités exportatrices est devenue de plus en plus forte et les recettes fiscales des Etats se sont aussi élevées, ce qui leur a permis de réduire leurs dettes et les déficits publics tout en réalisant d'ambitieux programmes sociaux en direction des populations les plus vulnérables.

A ces caractéristiques, on peut ajouter :

- Une inégale distribution des revenus : l'indice de Gini au Brésil par exemple est de 51 ;
- La forte prédominance de l'informel : le secteur informel représente à peu près 60% des activités économiques ;
- Des écarts de productivité du travail entre entreprises particulièrement prononcés ;
- La corruption y est très répandue, et une opacité dans les décisions gouvernementales est également observée, malgré les efforts pour l'instauration de l'Etat de droit : on peut citer ici le scandale de corruption Petrobras au Brésil, ou encore le maquillage des comptes publics par l'ex-présidente brésilienne Dilma Rouseff.

L'engagement moral, étique et déontologique pris par les leaders BRIC qui est devenu BRICS en 2011, s'inscrit dans le cadre d'une coopération continue pour faire face aux défis existants tels que le terrorisme, l'économie verte, etc., et d'autres éventuellement apparaitront en fonction de nouvelles conjonctures économiques, telle la Dé-dollarisation du commerce des pays BRICS, et autres.

## Chapitre 1 : Généralités sur les BRICS

### 2 . Raisons et objectifs intra BRICS : complémentarité et autosuffisance

La raison d'être du groupe BRICS est motivée par la caractéristique du tissu économique des pays membres marquée par la diversité (industrielle, énergétique, agricole et services), ainsi que leur potentiel humain. Donc, le produit Intérieur Brut peut être rehaussé davantage grâce à l'accroissement des échanges intra BRICS. Un rôle important est joué par le facteur de complémentarité des économies en citant, à titre d'exemple, la Russie, l'Inde, et la Chine, qui ont des frontières communes. Étant donné que la Russie, l'Inde et la Chine sont situées sur le même continent, au stade initial le processus d'intégration entre ces pays est des plus évidents. Cela veut dire, saisir de tels potentiels de développement mène à penser à renforcer le système inter bancaire des BRICS, qui a donné lieu à l'apparition de « la Nouvelle Banque de Développement (NBD) ».

L'amélioration du système financier et le rôle de NBD, en termes de financement, motivent davantage l'union BRICS et rassure les pays demandeurs d'adhésion au groupe tels que le renforcement de collaboration « Sud-Sud ».

La NBD est déclarée officiellement le 15 juillet 2014, à l'occasion du 6<sup>ème</sup> sommet des BRICS qui s'est tenu à Fortaleza, au Brésil, pour favoriser la coopération financière et le développement entre les pays BRICS et émergents. Elle a son siège à Shanghai, en Chine. Depuis le 24 mars 2023, l'ex présidente du Brésil, Dilma Rousseff a été élue présidente de la Nouvelle Banque de Développement (NBD) des BRICS.

Parmi les objectifs de cette Banque, est de financer des projets d'infrastructure et de créer une « réserve d'arrangement de devises » de l'ordre d'un capital de 100 milliards de dollars répartis comme suit :

- Le Brésil, la Russie et l'Inde actionnent un capital de 18 milliards de dollars chacun ;
- La Chine actionne un capital de 41 milliards, et l'Afrique du Sud devrait donner une contribution de 5 milliards de dollars.

Cependant, dans le cadre de la 2<sup>ème</sup> réunion annuelle de la NBD, tenue à New Delhi du 31 mars au 2 avril 2017, des organisations de défense des droits humains, environnementales et sociales autour du monde ont exigé que la nouvelle stratégie employée par la Banque présente des critères et des engagements concrets pour le développement durable. Elles ont également exhorté la Banque à consulter la société civile avant d'adopter un document de stratégie.

## Chapitre 1 : Généralités sur les BRICS

Des groupes se sont réunis pour examiner les différentes tendances en matière de financement du développement, les mécanismes de supervision du commerce et des finances dans les pays BRICS, et les divers intérêts impliqués dans l'émergence de la Nouvelle Banque de Développement des BRICS. D'autres, ont soumis leurs recommandations pour renforcer le cadre de politique environnementale et sociale de la Banque.

Par ailleurs, comme prévu lors du sixième sommet, le but est d'aider les pays membres à contrer les chocs financiers futurs. L'alliance des pays BRICS reflète leur influence grandissante dans le monde, et le déclin proportionnel du poids des pays développés dans l'économie mondiale. On conclue que le déterminisme économique est devenu la base de l'unification des BRICS.

Au-delà de la coopération dans le cadre d'échanges des biens et services, il est primordial de financiariser la complémentarité en ce qui concerne la mobilité des capitaux. Il est évident que les pays BRICS ont un grand potentiel pour accroître les flux d'investissements mutuels. L'augmentation de l'activité d'investissement mutuel parmi les pays BRICS, y compris peut-être en raison de fusions et acquisitions croisées, qui, comme indiqué, sont efficaces, c'est-à-dire créent de la valeur pour les actionnaires de la société acheteuse, et qui sont en même temps plus rentables par rapport aux opérations de fusions et acquisitions nationales dans pays du groupe.

Intensifier les IDE mutuels entre les pays BRICS sous la forme de fusions et acquisitions, il est nécessaire de mettre en place un plan d'action commun qui vise à réduire les craintes des investisseurs quant aux conditions de faire des affaires et à la protection de leurs intérêts.

Une telle feuille de route pour la coopération en matière d'investissement pour la décennie 2020-2030, a été proposée par l'économiste, chercheur associé en chef de l'Institut d'économie de l'Académie russe des sciences B. Heifetz. Les mesures présentées dans cette feuille de route visent à renforcer la coopération en matière d'investissement des pays BRICS. Parmi les principales mesures, l'auteur a inclue les initiatives suivantes :

- ❖ Constituer une liste des domaines d'investissement les plus attractifs pour la coopération;
- ❖ La définition d'un système de priorités mutuelles et d'incitations pour la mise en œuvre d'investissements mutuels et l'élimination des barrières existantes dans ce domaine;
- ❖ La coordination des actions et des efforts conjoints dans la coopération mutuelle en matière d'investissement, l'augmentation du nombre de projets bilatéraux conjoints et le lancement de projets multilatéraux projets d'investissement;

## Chapitre 1 : Généralités sur les BRICS

- ❖ Compléter la coopération en matière d'investissement avec des partenaires industriels, scientifiques, coopération technologique et autres formes, et domaines de coopération;
- ❖ Ouvrir des "fenêtres d'opportunités" pour l'investissement inter-étatique aux petites entreprises de taille moyenne, qui doivent être activement impliquées dans la mise en œuvre de grands projets mutualistes ;
- ❖ Une coordination accrue des efforts dans la mise en œuvre des projets d'investissement des pays tiers;
- ❖ Création de conditions institutionnelles préalables à la coopération en matière d'investissement. Les industries prioritaires devraient inclure à la fois les domaines traditionnels et les nouvelles connaissances des sphères intensives qui contribuent à la modernisation des économies des pays BRICS. Ainsi, ces industries peuvent être :

- Extraction, traitement et transport des ressources minérales (pétrole, gaz, charbon, etc.);
- Développement de l'industrie de l'énergie électrique, tant traditionnelle qu'alternative ;
- Automobile, ingénierie ferroviaire, construction navale, industrie aéronautique, agricole machinerie;
- Industrie pharmaceutique, production de matériel médical ;
- L'industrie de la défense et les industries liées à l'espace ;
- L'agriculture et l'industrie alimentaire;
- Infrastructures de transport de marchandises et de passagers ;
- L'industrie touristique et récréative et quelques autres.

Cette liste n'est pas exhaustive et peut être élargie, mais le critère clé pour la mise en œuvre de projets d'investissement dans ces industries, devrait être ses spécificités. L'existence d'un business plan clair avec le calcul d'indicateurs clés d'investissement, les principaux qui sont le taux de rendement interne et la période de récupération actualisée (PRAVIN, 2015, p12).

### 3. Inter BRICS, leaders régionaux et parts de marché

Des raisons historiques ont, également, sérieusement affecté le rôle croissant des pays BRICS, sachant que tous les pays membres sont de grandes puissances. La Chine et l'Inde ont acquis ce statut après le XVIIIe siècle. La Russie a suivi le même chemin à la fin de X, au moment où le Brésil entre dans le club des grandes puissances, alors que l'Afrique du Sud est considérée comme étant leader africain par excellence. Les pays ont le même objectif de devenir des leaders dans leurs régions, en tenant en considération leur taille géographique, la densité de leur population, leur part dans le PIB et le commerce mondial.

## Chapitre 1 : Généralités sur les BRICS

Cependant, les pays « BRIC » avaient des positions de départ similaires. Tous les États BRIC, avant la crise de début des années 2000, ont affiché des taux de croissance élevés de leur économie. A titre d'exemple, en 2007, le taux de croissance économique des « BRIC » s'élevait à : 5,4% pour le Brésil, 8,1% pour la Russie, 13% pour l'Inde et la Chine, et 5,6 %. Pour l'Afrique du Sud. Ceci a été réalisé grâce à l'intégration active des pays dans l'économie mondiale. Notons que le taux de croissance économique des pays « BRIC », qui est supérieur aux pays du G7, ne signifie pas la faiblesse des économies de ces derniers (G7), car leur PIB en valeur dépasse largement celui réalisé par les pays « BRIC ».

### 4. Création d'une Nouvelle Banque de Développement (NBD) au sein des BRICS

La nouvelle banque de développement est créée en 2014, connu sous le nom de BRICS ont annoncé la création de nouvelle banque de développement (NBD) et d'un fond de réserve d'urgence comme des alternatives à la banque mondiale (BM) et au fond monétaire internationale (FMI), deux organismes traditionnels contrôlés par les États-Unis, l'Europe et le Japon. La mission de la NBD est de financer les infrastructures et le développement durable dans les marchés émergents et les pays en développement.

Avec un capital initial de 100 milliards de dollars, la NBD est un acteur clé en finance mondiale. Elle est basée à Shanghai, avec un bureau régional à l'Afrique du Sud, a récemment annoncé la création d'un bureau régional en Inde. Les membres de BRICS partagent sa gouvernance en matière de gestion et financement.

En somme, on peut dire que :

- La nouvelle banque de développement des BRICS, représente un outil économique et politique sur la scène internationale;
- L'émergence de BRICS conduit vers la création de NBD, avec pour objectif de concurrencer l'Occident (FMI et BM) ;
- Le BRICS, avec cette nouvelle banque, estime un monde en voie de multi-polarisation.

A l'avenir, c'est la raison pour laquelle les BRICS ont décidé de créer la nouvelle banque de développement, qui représente une sorte de banque mondiale au service des pays émergents dont les BRICS se voient les portes-paroles.

#### 4.1 Les avantages de la nouvelle banque de développement (NBD)

Les BRICS ont décidé de créer une nouvelle banque de développement à travers la contribution des banques centrales des BRICS, une partie de devise étrangère pourrait être concentrée de même par les missions d'emprunt sur le marché financier international pour servir à la

## Chapitre 1 : Généralités sur les BRICS

construction de l'infrastructure dans les BRICS.

Les avantages de la NBD tourneraient autour de trois axes directeurs :

- Premièrement, de mieux utiliser leur devise étrangère afin de réduire le risque d'inflation et pour servir leurs économies réelles.
- Deuxièmement, les bénéfices tirés des investissements dans l'économie réelles dépasseraient largement ce que les banques centrales pourraient tirer du bons de trésors de pays développés et l'investissement dans les infrastructures pourrait stimuler la demande intérieure dans ces pays entraînant la croissance économique.
- Troisièmement, la nouvelle banque de développement ferait la promotion de l'usage de monnaie national de pays membres ce qui pourrait promouvoir le commerce intérieure et l'investissement réciproque de ces pays réduisant ainsi la dépendance au dollar.

## **Chapitre 1 : Généralités sur les BRICS**

### **Conclusion**

Les pays BRICS sont l'abréviation d'un concept de cluster qui réunit les économies de cinq pays qui, selon les prévisions de Goldman Sachs, d'ici le milieu du XXI<sup>e</sup> siècle figurera parmi les leaders mondiaux avec les Etats-Unis et le Japon.

Plusieurs années se sont écoulées depuis la création des BRICS, qui désignait alors la croissance des marchés particulièrement attractifs pour les investisseurs. Ce groupe de pays est devenu un objet d'étude indispensable pour tous ceux qui s'efforcent de comprendre les tendances contemporaines de la scène internationale. Pourtant, il est souvent difficile de comprendre le sens propre du terme, et il existe une grande diversité de perceptions et d'interprétations de ce phénomène.

Cependant, depuis sa création, plusieurs études se sont intéressées à identifier, sur la base d'une analyse exhaustive, les tendances et perspectives de développement des pays BRICS, le commerce et l'économie, les liens des membres de l'association et d'examiner les orientations possibles pour étendre la coopération, notamment les demandes d'adhésion, en l'occurrence l'Algérie.

# **Chapitre II**

## **Les enjeux de la coopération économique au sein des BRICS**

## **Chapitre II : Les enjeux de la coopération économique au sein des BRICS**

### **Introduction**

Avant d'expliquer les indices macroéconomiques des BRICS, il est nécessaire de souligner que la force du groupe réside au potentiel humain. En effet, la population du BRICS dépasse 3,1 milliards d'habitants, soit environ plus de 42 % de la population mondiale (UNDESA, 2019, p29 ; INED, 2022, p7).

Sachant que les BRICS est l'acronyme de cinq pays ayant la caractéristique des économies émergentes, le terme émergent est la signification du dynamisme et de la rapidité des changements au sein d'un pays dont les critères utilisés généralement dans les recherches économiques sont :

- La croissance du PIB, le PIB par habitant, les conditions de l'environnement macroéconomique en termes d'attractivité des IDE, la capitalisation boursière, le niveau de corruption, etc. ;
- Le Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations internationales (CÉPII), définit l'économie émergente en deux temps (GABAS & LOSCH, 2008, p16) :
  - ✓ La croissance des agrégats macroéconomiques et l'ouverture économique ;
  - ✓ La diversification de la production nationale pouvant trouver ses débouchés vers les pays développés moyennant des exportations.

Les deux sections de ce chapitre nous présenteront un aperçu sur les caractéristiques économiques des pays BRICS avant 2009, entre 2009-2011 (date de leur création effective), et après 2011. Autrement dit, notre étude va s'appuyer, dans ce chapitre, sur l'analyse de certains indices macroéconomiques à travers trois temps forts, en l'occurrence : le début en BRIC, le passage des BRIC aux BRICS, et après les BRICS.

### **Section 1 : Caractéristiques macroéconomiques des BRICS**

Avant d'expliquer les indices macroéconomiques des BRICS, il est nécessaire de souligner que la force du groupe réside au potentiel humain. En effet, la population du BRICS dépasse 3,1 milliards d'habitants, soit environ plus de 42 % de la population mondiale UNDESA, 2019, p29 ; INED, 2022, p7). Ce chiffre nous donne le poids de ce groupe de pays dans la scène internationale, ce qui nous a poussés à analyser ses caractéristiques macroéconomiques à travers certaines variables, avant et après sa création.

## Chapitre II : Les enjeux de la coopération économique au sein des BRICS

### 1. Avant 2009 : BRIC

L'acronyme BRIC a été apparue, pour la première fois, en novembre 2001, par l'analyste Jim O'NEILLDE, via une note analytique de la banque Goldman (O'NEILL, 2001, p4) à l'une des plus grandes sociétés de gestion de placements au monde. Aussi, en 2003, le dit terme «BRIC», est réapparu dans un rapport préparé par les économistes de cette Banque d'investissement américaine Goldman Sachs, en l'occurrence D. WILSON et R. PURUSHOTAMAN "Dreaming Avec Vass : The Path but 2050" (Rêver avec les BRIC : la route en 2050) (WILSON ; PURUSHOTAMAN, 2003, p9).

Ainsi, le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine ont souhaité fusionner dans cette "économie syndicat" (O'NEILL ; STUPNYTSKA, 2009, p3), du fait du potentiel considérable les caractérisant, tels que : la superficie totale des terres, la population, le potentiel des marchés de consommation, et l'influence au sein de leur région respective.

Cependant, voici, dans ce qui suit, quelques caractéristiques macroéconomiques des pays du bloc « BRIC », avant sa mise en œuvre.

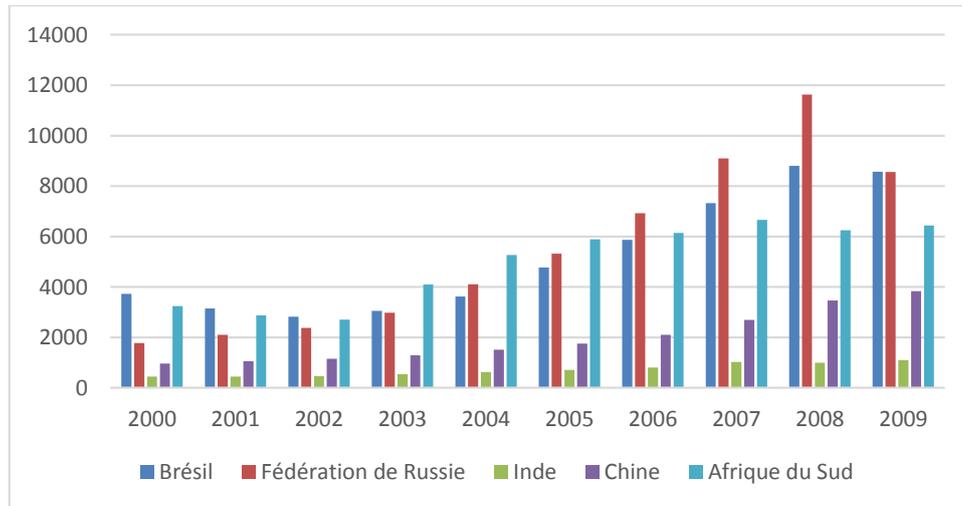
#### 1.1 Le PIB par habitant

La figure ci-dessous montre clairement une nette progression du PIB par habitant entre 2000 et 2009. Cependant, on constate une évolution plus importante de cet indice, avec une cadence plus rapide, pour les pays de la rente tels : le Brésil, la Fédération de la Russie, et l'Algérie exceptionnellement en tant que candidate, par rapport autres pays émergents spécialisés beaucoup plus dans l'industrie.

Cet écart n'a pas empêché ces pays (en dehors de l'Algérie) de s'unifier et de former ce bloc de « BRIC », ce qui témoigne de leur volonté à surpasser leurs divergences pour constituer une force avec laquelle ils pourront développer leur économie nationale, et donc régionale ce qui pèsera sur l'économie mondiale.

## Chapitre II : Les enjeux de la coopération économique au sein des BRICS

Figure N° 1. PIB par habitant des BRIC



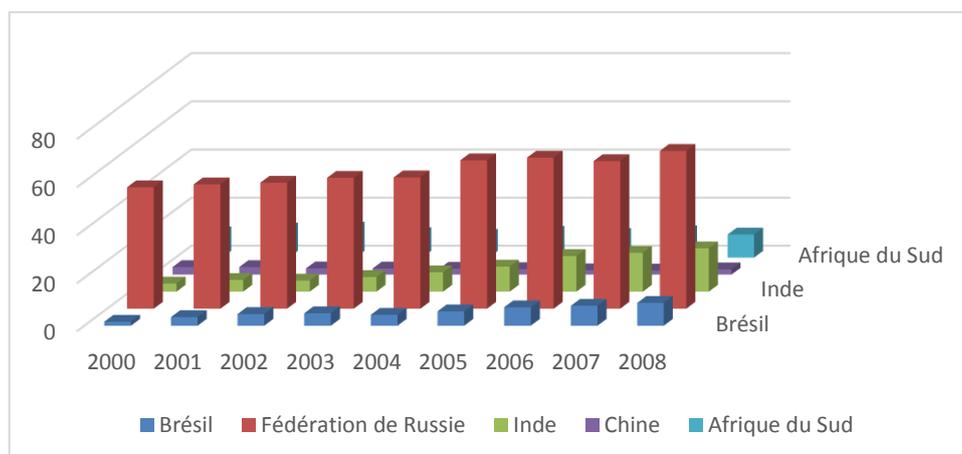
Source : établie par les auteurs, à partir des données de la banque mondiale.

### 1.2 Les exportations

A travers les recherches effectuées, une différenciation nette a été dégagée, en termes de structure économique entre les pays « BRIC ». Ainsi, nous distinguons deux catégories d'économie :

- La Russie, en tant que exportatrice d'énergie, et le Brésil, en tant que leader dans les exportations de produits agricoles en premier, et d'énergie, même si ça reste relativement faible dans la structure totale des exportations (voir la figure n°2).

Figure N° 2. Exportation du carburant (%) et des Marchandises

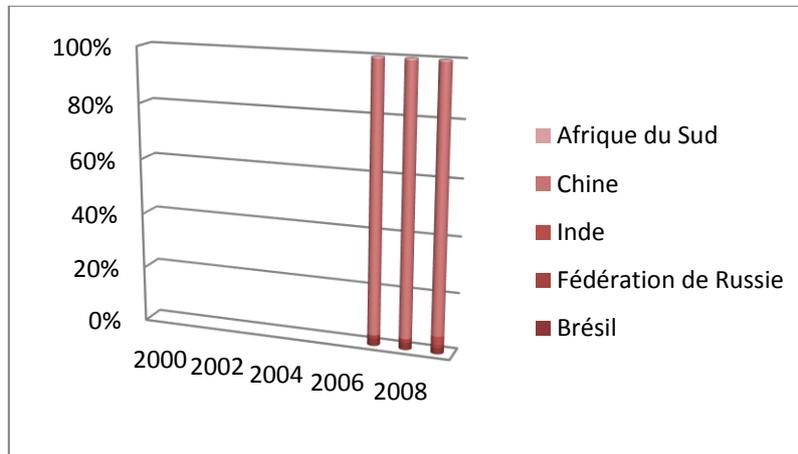


Source : établie par les auteurs, à partir des données de la Banque Mondiale.

## Chapitre II : Les enjeux de la coopération économique au sein des BRICS

- La deuxième catégorie d'économie est représentée par la Chine et l'Inde, qui sont positionnés en tant qu'exportateurs d'industrie et de technologie. En effet, ces deux pays se sont rapidement spécialisés dans la production et l'exportation de haute technologie dès le début des années 2000.

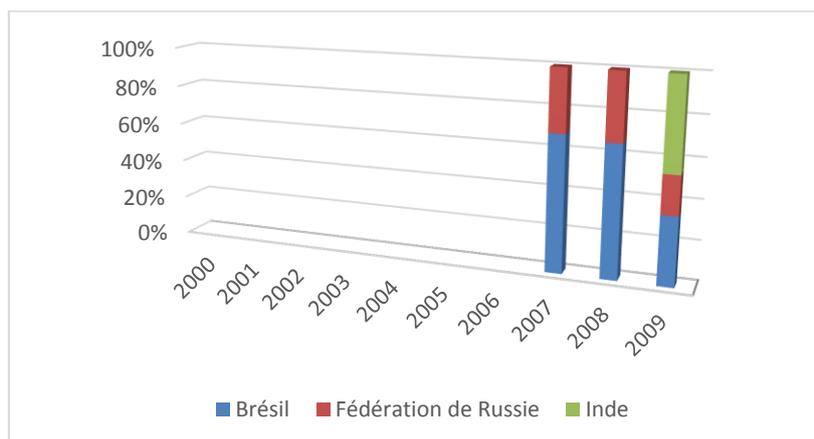
**Figure N° 3. Exportation de haute technologie**



**Source :** établie par les auteurs, à partir des données de la Banque Mondiale.

Il est utile également de mentionner que l'économie Brésilienne a pris de l'ampleur en termes de l'industrie technologique, notamment en API, comme le montre la figure ci-dessous.

**Figure N° 4. Exportation de haute technologie API**



**Source :** établie par les auteurs, à partir des données de la Banque Mondiale.

Ainsi, on peut se poser la question sur le fait que les divergences des structures économiques des pays BRIC, BRICS, et l'Algérie en tant que candidate, montrent une diversification économique du groupe qui pourrait donner lieu à une possibilité de complémentarité dans le but d'assurer

## Chapitre II : Les enjeux de la coopération économique au sein des BRICS

l'autosuffisance, notamment en ce qui concerne la sécurité alimentaire d'une part, et la compétitivité d'autre part ?

La réponse pourrait se trouver dans le passage des BRIC aux BRICS ; après BRICS l'avenir espéré ?

### 2. Des BRIC aux BRICS (2009-2011)

Avant l'officialisation du groupe « BRIC » en 2009, une réunion de préparation a été initiée par des chefs d'État des BRIC en juillet 2008 à Hokkaido, île japonaise. Il a été convenu d'entamer les questions :

- ✓ Des droits de l'homme ;
- ✓ De la non-prolifération des armes nucléaires ;
- ✓ Les conflits, le terrorisme,
- ✓ Le trafic de drogue.

Aussi, il a été convenu d'encourager la coordination des domaines d'intérêt primordial, tels que les défis économiques, notamment la coopération technologique, la protection de l'environnement et l'amélioration des soins de santé. En effet, le premier sommet en 2009, tenu à Ekaterinbourg en Russie, était la naissance du groupe des pays émergents « BRIC » et ce, suite à la Déclaration conjointe des dirigeants des pays des « BRIC ».

Dans la continuité des travaux du premier sommet, une attention particulière a été accordée à la sécurité alimentaire, sachant que le Brésil est le plus grand fournisseur de produits agricoles sur le marché mondial. Aussi, il a été question de mettre en place des stratégies pour surmonter les effets de la crise économique mondiale, la crise financière mondiale et l'architecture économique, le commerce international, l'investissement mutuel, le paradigme moderne du développement économique, la coopération dans les domaines de la science et de l'éducation.

Au-delà de ce qui a été cité supra, le sommet a aussi résolu pour échanger leurs expériences sur les biocarburants et la technologie. Ainsi, le bloc « BRIC », implique la réorganisation de la politique mondiale à cause des réformes économiques sur scène internationale.

Par conséquent, les documents dudit sommet peuvent être considérés en tant que Plate-forme idéologique des BRIC, le nouvel acteur sur la scène internationale. Quant au sommet du Brasilia, Brésil 2010, au-delà des sujets évoqués lors du premier sommet en 2009, C'est la création d'un

## Chapitre II : Les enjeux de la coopération économique au sein des BRICS

nouvel ordre financier, suivi par la signature du « Mémoire » sur la coopération entre les banques de développement des pays BRIC.

Egalement, il a été convenu de relancer la coopération interbancaire pour finalité d'encourager les relations à l'exportation intra BRIC et ce, dans le cadre des conditions de participation de l'OMC.

### ➤ Le passage des BRIC aux BRICS

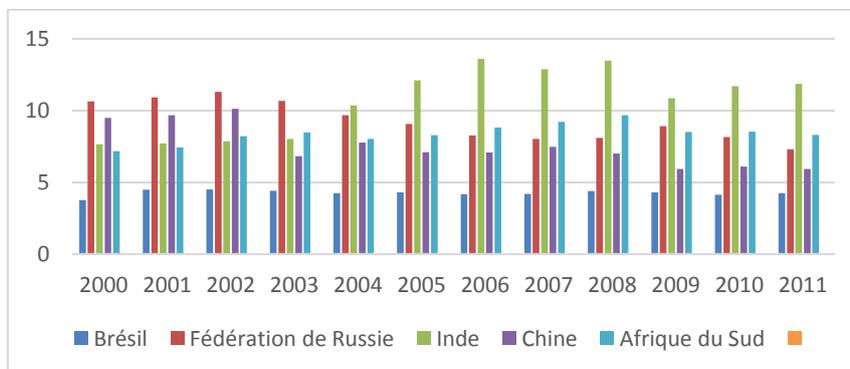
L'acronyme BRICS s'est complété lors du troisième sommet du Sanya, Hainan, Chine, le 14 avril 2011. En décembre 2019, une invitation officielle des membres des BRIC a été confiée au cinquième membre, en l'occurrence SOUTH AFRICA. L'article n°2 de la déclaration relative audit sommet, mentionne clairement l'adhésion de l'Afrique du Sud dont les termes sont :

*« Les chefs d'État et de gouvernement du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la Chine se félicitent de l'adhésion de l'Afrique du Sud aux BRICS et se réjouissent à la perspective de renforcer le dialogue et la coopération avec l'Afrique du Sud au sein du forum. »*

S'agissant du seul représentant du continent Africain, il est nécessaire, à cet effet, d'évoquer un petit aperçu sur l'économie de ce cinquième membre.

Même si la République d'Afrique du Sud est le plus petit et le plus récent membre des BRICS, elle est considérée comme étant, la plus grande économie du continent africain. Son PIB s'élevait à US\$ 350,630 milliards en 2010, occupant ainsi la 33e place du classement mondial du PIB. En termes de population, elle est classée au 25ème rang des plus grands pays du monde et le 5ème en Afrique. Sa structure du PIB par secteur en pourcentage est de : 2,6% pour l'agriculture ; 29% pour industries ; et 68,4% pour les services.

**Figure N° 5. Commerce de services par rapport au PIB**

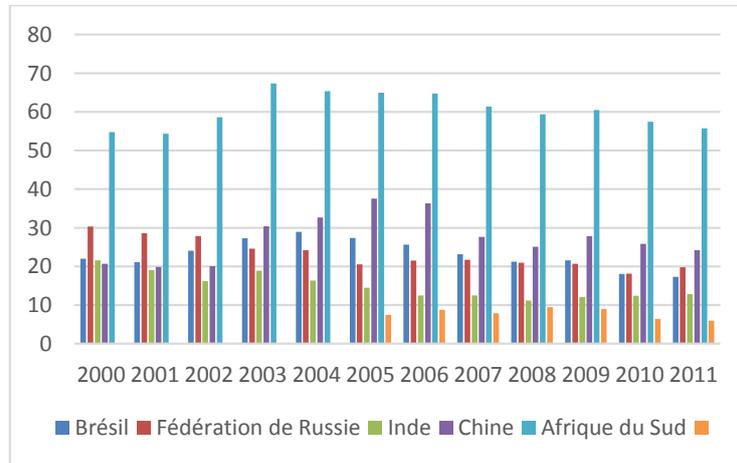


Source : établie par les auteurs, à partir des données de la Banque Mondiale.

## Chapitre II : Les enjeux de la coopération économique au sein des BRICS

En outre, l'Afrique du Sud est l'un des principaux exportateurs de services du continent africain. Les voyages représentent la plus grande part des exportations de services du pays.

**Figure N° 6. Services de voyage par rapport aux services commerciaux**



**Source :** établie par les auteurs, à partir des données de la Banque Mondiale.

Dans le même contexte, à noter que les meilleurs destinations « pays » abritant les exportateurs de l'unique pays africain aux BRICS sont :

- Les exportations de marchandises étaient la Chine et les États-Unis, représentant respectivement 12,6% et 8,3% des exportations totales. Le pétrole et les huiles étaient le principal produit d'importation, avec 21,5 % de marchandises importées, alors que les transports représentaient la plus grande part des services importés avec 34,2 %.
- Quant à l'importation, les principaux partenaires de marchandises étaient la Chine, l'Allemagne et les États-Unis, représentant respectivement 14,7%, 10,4%, et 7,2% des importations totales.

Par ailleurs, l'Afrique du Sud est membre de l'OMC, de l'IBSA (Inde, Brésil, *Afrique du Sud*), de l'UA (Union Africaine), et elle est le seul pays africain représenté au G20.

Donc, compte tenu des caractéristiques économiques, citées supra des pays BRICS, ils auront certainement une énorme influence sur les affaires économiques, politiques, sociales et environnementales du monde.

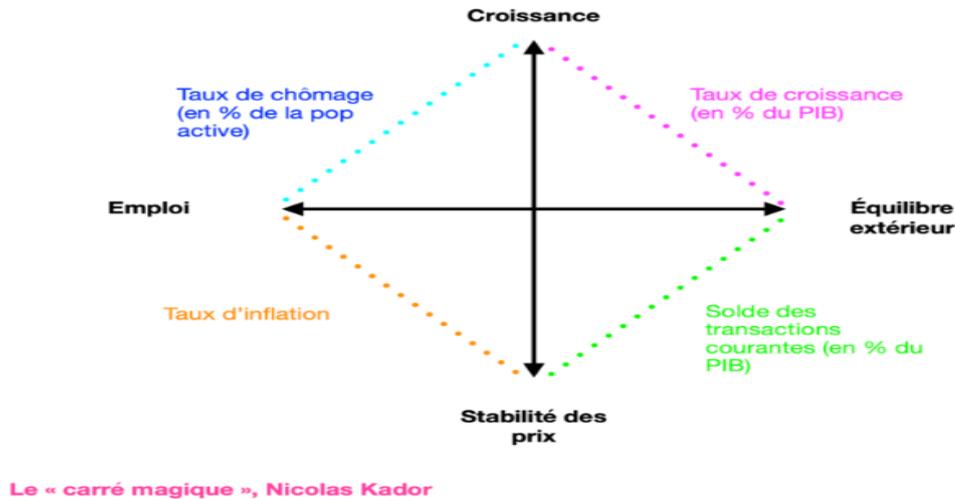
### 3. Après BRICS

Dans la continuité de l'analyse des indices macro-économiques des pays membres, on a jugé important d'analyser les quatre grandes variables de la politique économique conjoncturelle pour un pays (représentant les quatre objectifs), et qui sont résumés par le carré magique de

## Chapitre II : Les enjeux de la coopération économique au sein des BRICS

Nicolas Kaldor, à savoir : la croissance économique, l'emploi, l'équilibre extérieur, ainsi que la stabilité des prix.

Figure N°7 : Le carré magique de Kaldor



Source : disponible sur : <https://www.glossaire-international.com/pages/tous-les-termes/carre-magique-kaldor.html>

### 3.1 La croissance économique des BRICS

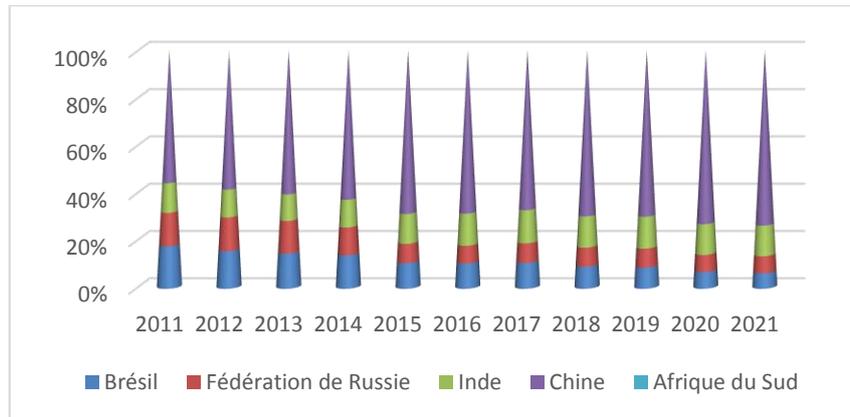
La croissance économique est mesurée par la performance du PIB. La lecture des figures ci-dessous nous renseigne sur le fait que le géant du groupe, par excellence, est la Chine. D'ailleurs, depuis le fondement du groupe, la Chine dominait sa part en Produit Intérieur Brute d'au moins 50% en 2011, en passant à environ plus de 60% en 2021.

La lecture révèle également, mis à part la Chine, l'émergence de l'économie Indienne qui commence à prendre de l'ampleur. Or que, les pays de la rente BRICS ont subi des pertes non négligeables se caractérisant par une courbe linéaire entre 2001 et 2011.

Ainsi, en dehors de la Chine et l'Inde, les autres économies BRICS, restent très sensibles aux fluctuations des prix sur le marché international, contrôlé par les pays industriels. Donc, on conclut l'importance de la diversification du tissu économique d'un pays.

## Chapitre II : Les enjeux de la coopération économique au sein des BRICS

Figure N°8. Le PIB (USD courant en%)

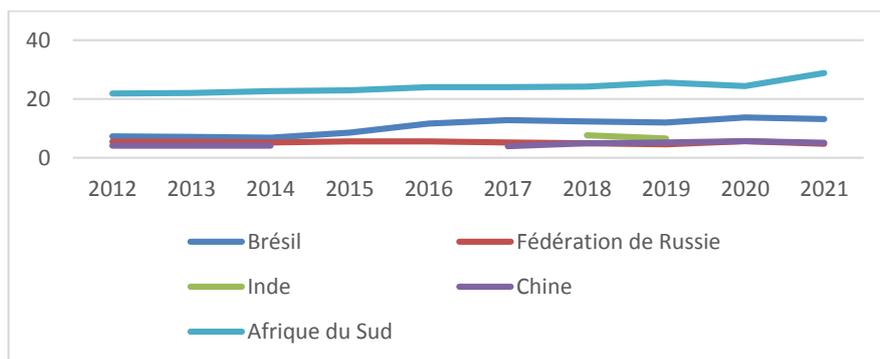


Source : établie par les auteurs, à partir des données de la Banque Mondiale.

### 3.2 Le chômage de la population active des BRICS

La Chine maintient toujours le niveau plus bas du groupe, suivi par la Russie et puis l'Inde (à noter le manque d'informations de ce paramètre pour l'Inde). Par contre, le Brésil et l'Afrique du Sud affichent des taux relativement importants, plus particulièrement l'Afrique du Sud qui dépasse le seuil de 20%. Ceci s'explique par la concentration de ces économies sur un seul secteur le rendant vulnérable à supporter les chocs exogènes du pays. On conclut qu'avoir une structure économique diversifiée permet de maîtriser le chômage à des niveaux bas.

Figure N°9. Le chômage (USD courant en%)



Source : établie par les auteurs, à partir des données de la Banque Mondiale.

### 3.3 La stabilité des prix (l'inflation) des BRICS

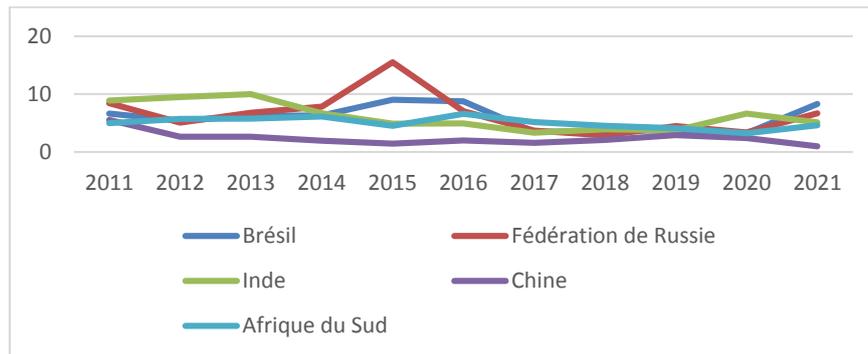
Entre 2011 et 2021, le Brésil affichait une aggravation de l'inflation, contrairement aux autres pays BRICS qui ont manifesté une maîtrise plus au moins acceptable. A signaler que la Chine n'a pas

## Chapitre II : Les enjeux de la coopération économique au sein des BRICS

dépassé le seuil de 1% en 2021, chose que nous considérons exceptionnel, sachant que la mission primordiale de la BCE est de maintenir la valeur de l'euro à la limite de moins de 2%.

Il y a lieu d'attirer l'attention que dans le cadre de l'encouragement des IDE, l'Algérie rassure les investisseurs étrangers via l'article 136 du code des marchés publics de 2015, en leur assurant la stabilité des prix, ainsi que la fluctuation du taux de change.

**Figure N°10. L'inflation (USD courant en%)**



Source : établie par les auteurs, à partir des données de la Banque Mondiale.

## Section 2 : Défis de résistance et avenir des BRICS

Dans cette section, nous allons essayer de présenter un état des lieux du poids et de la place des BRICS sur la scène internationale, avant et après 2011.

### 1. La place des BRICS dans l'économie mondiale

#### 1.1 Avant BRICS

Depuis le nouveau millénaire, les BRICS ont émergé davantage, d'une façon continue en devenant un acteur formel dans l'économie mondiale ; ce sont les moteurs de la croissance mondiale. En exploitant les données publiées par le Fonds Monétaire International pour la période avant BRICS, allant du 2001 à 2011, une nette amélioration s'est affichée en termes de la croissance économique, indiquant ainsi une nette performance en passant de 8,7% en 2001 à 19,7% en 2011 du PIB mondial. Alors que le groupe du G7 s'est affiché en contre-performance, en passant de 65,4% en 2001 à 48,6 % en 2011 du PIB mondial.

A noter que, malgré la hausse du Produit Intérieur Brut du G 7, qui est passé de 20 980 Milliards de Dollars à 33 670 Milliards de Dollars, sa part par rapport au PIB mondial est en diminution du

## Chapitre II : Les enjeux de la coopération économique au sein des BRICS

fait d'une évolution plus rapide du PIB mondial et ce, grâce aux pays émergents où les BRICS représentent une partie prenante.

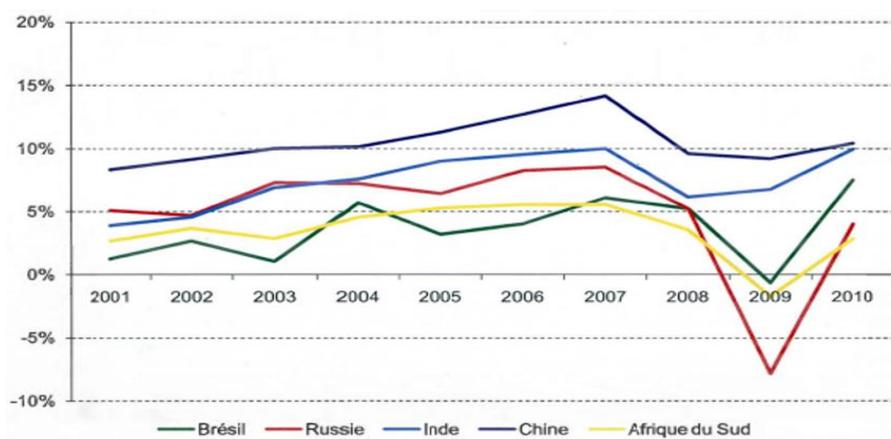
**Table N°1. Poids des BRICS dans l'économie mondiale (2001-2011)**

| en milliards de dollars et en pourcentage |                |                 |               |      |                |                 |                |
|---|----------------|-----------------|---------------|------|----------------|-----------------|----------------|
| 2001                                      |                |                 |               | 2011 |                |                 |                |
| Rang                                      | Pays           | PIB             | % monde       | Rang | Pays           | PIB             | % monde        |
| 11  | Brésil         | 554,4           | 1,7%          | 6    | Brésil         | 2 492,9         | 3,5 %          |
| 16  | Russie         | 306,6           | 0,9%          | 9    | Russie         | 1 850,4         | 2,6%           |
| 13  | Inde           | 487,8           | 1,5%          | 11   | Inde           | 1 676, 1        | 2,4%           |
| 6   | Chine          | 1 324,8         | 4,1 %         | 2    | Chine          | 7 298, 1        | 10,4 %         |
| 35  | Afrique du Sud | 11 8,6          | 0,3%          | 29   | Afrique du Sud | 408, 1          | 0,5%           |
|   | <b>BRICS</b>   | <b>2 792,2</b>  | <b>8,7%</b>   |      | <b>BRICS</b>   | <b>13 725,7</b> | <b>19,7%</b>   |
|   | <b>G7</b>      | <b>20</b>       | <b>65,4 %</b> |      | <b>G7</b>      | <b>33 670,0</b> | <b>48,3%</b>   |
|   | <b>Monde</b>   | <b>980,0</b>    | <b>100,0%</b> |      | <b>Monde</b>   | <b>69 659,6</b> | <b>100,0 %</b> |
|   |                | <b>32 090,9</b> |               |      |                |                 |                |

**Source:** Calcul des auteurs, d'après les données du FMI (2012b), et World Economic Outlook Database 2012.

Pour une meilleure illustration des données, la figure ci-dessous, portant sur l'évolution du PIB des pays BRICS pour la période allant du 2001 à 2011, fait ressortir que les pays de la rente, en l'occurrence le Brésil, la Russie et l'Afrique de Sud, ont subi des contre performances plus marquantes par rapport aux pays industriels tels que l'Inde et la Chine, ayant affiché des légères fluctuations.

**Figure N° 11. La croissance annuelle du PIB réel des BRICS, 2001 – 2010 (en%)**



**Source:** Calculs des auteurs d'après les données du FMI (2012b), et World Economic Outlook Database 2012.

## **Chapitre II : Les enjeux de la coopération économique au sein des BRICS**

La contre-performance des pays de la rente « BRICS », peut s'expliquer par la crise des « subprimes » de 2007/2008 aux USA, qui a impacté négativement la demande mondiale en termes d'énergies et de matières premières naturelles, ce qui impliquait la chute des prix. Donc, la diversification des sources de richesse est primordiale pour une économie.

En résumé, et d'après ce qui précède, nous avons présenté le volume de la richesse créée par les BRICS, tout en le comparant avec le G7, ainsi que l'évolution de la croissance économique de chaque pays membre, faisant ressortir deux groupes. Au-delà,

Nous avons jugé utile d'approfondir notre recherche à travers un aperçu sur les principaux partenaires en termes des échanges commerciaux (import / export). Pour cela, une lecture des figures ci-dessous, fait ressortir l'absence quasi-total des échanges intra BRICS en 2010, mis à part l'Afrique du Sud qui est présente dans les pays membre des BRIC.

De ce fait, aboutir à lancer et à accroître les échanges commerciaux en intra-BRICS comme gisement dans le but d'assurer des débouchés, permet l'accroissement du PIB. Donc, la complémentarité donne de nouvelles relances aux BRICS, où le sommet de 2010 s'est résolu par la signature du « Mémoire » sur la coopération entre les banques de développement des pays des BRIC, qui se sont développés depuis, par la création de la Nouvelle Banque de Développement « NBD ».

En somme, l'impact produit par les BRICS varie selon la taille et la structure économique des pays africains, lesquels peuvent être très divers. Il est probable que les BRICS exercent leur impact le plus fort sur les économies richement dotées en ressources qui profitent de la demande des BRICS de matières premières, et probablement l'impact le plus modeste sur les autres économies africaines.

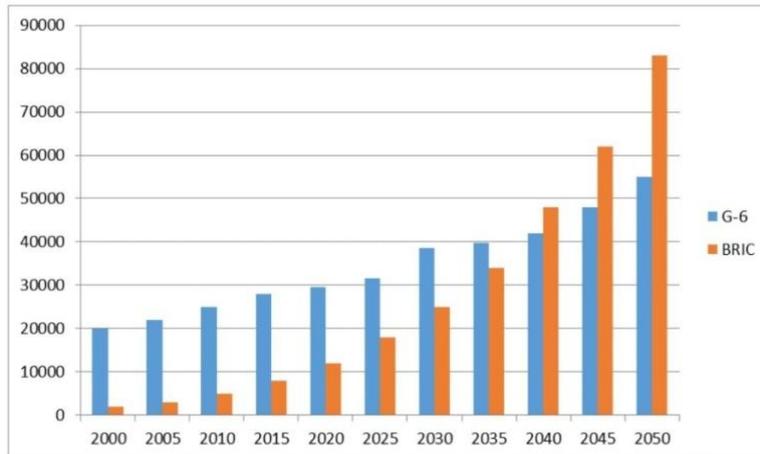
### **1.2 Défis après BRICS**

Selon les prévisions des économistes de l'agence Goldman Sachs, le PIB de la Chine, d'ici 2050, sera de 44,45 milliards de dollars (ci-après, tous les chiffres sont donnés en milliards de dollars), les Etats-Unis de 35,1 milliards, l'Inde de 27,8, le Japon de 6,67, le Brésil de 6,07, la Russie de 5,87, la Grande-Bretagne de 3,87, l'Allemagne de 3,6, la France de 3,15, et l'Italie de 2.06. Ainsi, seuls les Etats-Unis et le Japon conserveront leur position dans les six plus grandes économies du monde d'ici 2050, ce qui impliquera que les cinq premières économies ressembleront seront la Chine, les Etats-Unis, l'Inde, la zone euro (sans la Grande-Bretagne), et le Japon.

## Chapitre II : Les enjeux de la coopération économique au sein des BRICS

Selon les prévisions de Goldman, au cours des 50 prochaines années, le PIB du G-6 augmenteront annuellement de 2 % au maximum. Cela permettra à l'Inde de devancer le Japon en termes de PIB d'ici 2032, et la Chine devant les Etats-Unis d'ici 2041.

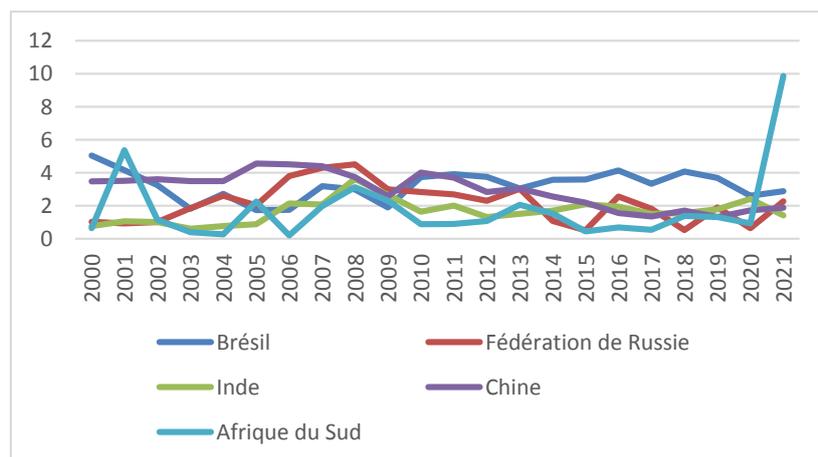
**Figure N°12 Dynamique de croissance économique des BRICS et du G6.**



Source : établie par les auteurs, à partir des données de la Banque Mondiale.

Compte tenu des résultats de différentes études, telle celle de la banque GOLDMAN, qui préconise que le développement économique des BRICS dépassera celui du G6, il est nécessaire que les relations Algéro-BRICS s'inscrivent dans le groupe, car il répond à la règle « Gagnant/ Gagnant ».

**Figure N°13. IDE entrés aux BRICS**

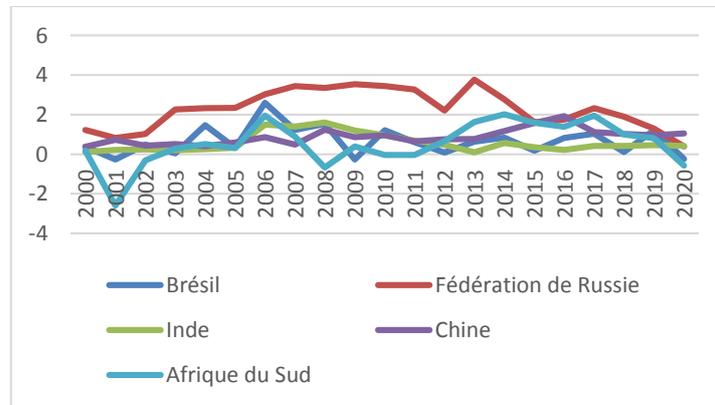


Source : établie par les auteurs, à partir des données de la Banque Mondiale.

## Chapitre II : Les enjeux de la coopération économique au sein des BRICS

Egalement, la figure ci-après, illustre la part des IDE sortis des BRICS, comme suit :

**Figure N°14. IDE sortis des BRICS**



**Source :** établie par les auteurs, à partir des données de la Banque Mondiale.

Les deux figures ci-dessus, montrent clairement l'absence de l'Algérie sur la scène internationale en termes d'IDE. D'une part, des mesures restrictives quant à la sortie des capitaux à l'étranger (protectionnisme) ont été prises par les pouvoirs politiques du pays, et d'autre part, la non attraction des capitaux étrangers, notamment la loi sur investissement et la règle 49% / 51%.

De ce qui précède, on conclue que l'avenir du BRICS et ses attentes se concrétisent simultanément à deux niveaux en intra et inter BRICS.

*En intra*, la finalité peut être atteinte si la volonté politique adhère au renforcement de l'union du groupe et ce, en encourageant la consommation interne. C'est un gisement qui permettra de se rapprocher du volume de richesse des pays du G6. Egalement, cela permettra de se protéger les uns des autres.

Quant à *l'inter BRICS*, cela veut dire de s'ouvrir sur l'extérieur, surtout pour ceux des pays développés où la compétitivité s'impose.

Par ailleurs, parmi les caractéristiques novatrices de la BND, est que le défi réel en matière de remboursement des prêts pour les pays en développement concerne en outre celui de la fluctuation monétaire qui augmente les conditions de remboursement des prêts, généralement en USD, plutôt que les taux d'intérêt convenus pour ces prêts. Donc, il est important de lever des prêts en monnaies locales pour alléger un tel fardeau.

Concernant l'élargissement du groupe BRICS, via de nouveaux adhérents, et d'après BENSABA Abdelrahmi, économiste algérien, Expert international en macroéconomie et

## **Chapitre II : Les enjeux de la coopération économique au sein des BRICS**

conseiller auprès du FMI, déclare au quotidien EL-WATTAN, en date du 29/08/2022, pouvoir résumer les défis entravant le projet de renforcement des BRICS dans les points suivants:

- L'absence de points communs des futurs membres. Ces derniers se distinguent par des divergences politiques (démocraties et des autocraties théoriques), des différences en termes de structure économique (importateurs et exportateurs de produits de base) et des visions économiques et politiques fondamentalement différentes.
- Les relations tendues entre les grands pays fondateurs des BRICS, à savoir l'Inde et la Chine du fait des conflits dans le sous-continent indien et autour de la frontière du Ladakh et de la méfiance de l'Inde vis-à-vis de la technologie chinoise.
- L'absence de consensus sur des critères d'adhésion au nouveau du groupe. La Chine n'a pas encore offert de détails sur ces derniers. La Russie insiste pour que les pays rejoignant le groupe ne soient pas des satellites de la Chine. Le Brésil et l'Afrique du Sud n'ont pas donné un avis à ce jour. Si ces deux pays adoptent une position similaire, la situation sera encore plus complexe. Suivons cette question qui pourrait se décanter au cours des prochains mois.
- Le financement des institutions nouvelles devant porter l'action du nouveau groupe. Les 5 pays membres font face à des difficultés financières qui pourraient affaiblir leurs ambitions. Evaluation : En raison des contraintes ci-dessus, tous les observateurs avertis sont d'avis que l'émergence d'un BRICS élargi ne sera pas possible dans le court et le moyen terme. Dans l'intervalle, le groupe pourrait admettre certains nouveaux membres. Mais la question se pose si ces derniers disposeront des mêmes droits que les pays fondateurs qui veulent driver le processus sans céder de l'influence.

En définitive, les BRICS n'auront pas de sitôt les moyens économiques et politiques pour remettre en cause la gouvernance mondiale actuelle.

Dans ce contexte, ce groupe pourrait avoir des ambitions plus modestes et demander d'être consulté sur la façon dont la gouvernance mondiale est conduite.

### **2. Le poids économique des BRICS dans le monde**

#### **2.1 Le PIB pèse sur l'économie mondiale**

L'annonce du risque d'une récession de l'économie mondiale par le FMI, le poids croissant des BRICS et les tensions actuelles entre la Russie/Ukraine/Occident et les USA/ Chine concernant Taiwan en Asie risquent de bouleverser toute la carte géopolitique du monde. Le poids de l'Asie

## Chapitre II : Les enjeux de la coopération économique au sein des BRICS

avec la dominance de la Chine ne cesse de croître au niveau de l'économie mondiale concentrant la majorité de la population mondiale estimée en 2021 à 7,83 milliard d'habitants avec 4,717 milliards d'habitants.

La Chine, n'ayant jamais été une puissance coloniale, considérant selon plusieurs études stratégiques de hauts niveaux les USA comme un partenaire économique, le rêve chinois étant le volet surtout économique, en 2021, 70% de ses exportations l'étant avec les USA et l'Europe, le militaire ayant suivi, afin de défendre sa souveraineté nationale, comme l'atteste sa stratégie de la route de la Soie et son action en faveur du renforcement du BRICS où il entend jouer le rôle de leader.

La nouvelle route de la soie est un projet stratégique chinois afin de ressusciter la mythique route caravanière qui reliait, il y a près de 2 000 ans, Xi'an en Chine à Antioche en Syrie médiévale (aujourd'hui en Turquie). visant à relier économiquement la Chine à l'Europe et l'Afrique en intégrant les espaces d'Asie Centrale par un vaste réseau de corridors routiers et ferroviaires, concernant plus de 68 pays regroupant 4,4 milliards d'habitants et représentant près de 40 % du produit intérieur brut (PIB) .

Par ce projet, la stratégie vise à ancrer l'Europe orientale et l'Asie occidentale par un vaste réseau d'infrastructures, routes, chemin de fer, pipelines, câbles de fibres optiques et terminaux portuaires qui relieront les trois continents par terre et par mer, où toutes les routes conduiront à Pékin. Ce qui explique la récente contre-offensive américaine et accessoirement de l'Europe en direction de l'Afrique, enjeu économique du XXIème, importantes richesses et un quart de la population mondiale entre 2035/2040. Siècle.

La crise ukrainienne et récemment en Asie avec les tensions Chine/USA concernant l'avenir de Taiwan, la crise énergétique et alimentaire, l'impact de l'épidémie du coronavirus et du réchauffement climatique, posent la problématique d'une nouvelle architecture des relations internationales et sur le plan politique et sur le plan économique de la nécessaire transition numérique et énergétique qui devrait modifier considérablement tant les politiques sécuritaires, économiques, et sociales des Nations.

Nous assistons à un profond bouleversement de l'ordre économique et géopolitique mondial où le commerce de l'énergie se modifie, l'inflation est de retour, la crise alimentaire guette bon nombre de pays, les chaînes d'approvisionnement se reconfigurent et les réseaux de paiement se fragmentent.

C'est ainsi que le monde devrait connaître un grand bouleversement à travers le poids croissant des BRICS, composés de cinq pays – Brésil,(1608 milliards de dollars de PIB) Russie (175

## Chapitre II : Les enjeux de la coopération économique au sein des BRICS

milliards de dollars de PIB) , Inde (3250 milliards de dollars de PIB) , Chine(,18460 milliards de dollars de PIB etdes réserves change de plus de 3000 milliards de dollars) Afrique du Sud, (420 milliards de dollars de PIB) L'acronyme BRICSAM (en anglais, a été également utilisé pour y adjoindre le Mexique, sans qu'il soit membre de ce groupe, rejoints en tant qu'observateurs par la Thaïlande, l'Égypte, la Guinée et, le Tadjikistan. Ensemble.

Les BRICS pèsent 45 % de la population de la planète, près du quart de sa richesse et les deux tiers de sa croissance et les estimations, les BRICS seraient à l'origine de plus de 50 % de la croissance économique mondiale au cours des dix dernières années. Ce bloc selon le quotidien allemand « Die Welt » pourrait être l'amorce : d'une alliance anti-occidentale. N'oublions pas d'autres pays asiatiques , le Japon 5383 de PIB pour une population de 126 millions , la Corée du Sud 1907 de PIB pour une population de 52 millions, l'Indonésie 1180 milliards de dollars de PIB pour une population de 274 millions, le Pakistan 264 milliards de dollars de PIB pour une population 221 millions , la Thaïlande un PIB de 540 milliards de dollars pour 70 millions d'habitants et le Vietnam du Nord 310 milliards de dollars de PIB pour une population de 122 millions d'habitants.

Selon le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères que si la population totale des pays composant le G7 est d'un peu plus que 770 millions de personnes, que l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) et les BRICS – représentant à eux seuls de-facto la moitié de la population terrestre et plus d'un quart du PIB mondial abritent 4 des 10 principales économies mondiales en termes de PIB à parité du pouvoir d'achat (Chine – 1ère, Inde – 3ème, Russie – 6ème, Brésil – 9ème) et quatre puissances nucléaires par la même occasion (Russie, Chine, Inde, Pakistan).

Toutes ces tensions auront un impact négatif sur l'économie mondiale où le fonds monétaire international (FMI) a réduit le 12 juillet 2022, ses prévisions de croissance économique pour les Etats-Unis en 2022 et en 2023, pour la deuxième fois en moins d'un mois, avertissant qu'une poussée généralisée de l'inflation présente des « risques systémiques » pour ce pays et l'économie mondiale.

Dans son rapport relatif à l'évaluation annuelle de l'économie américaine, le FMI s'attend désormais à une augmentation de 2,3% du PIB de la première puissance économique mondiale en 2022, ayant réduit ses prévisions de croissance du PIB réel américain en 2023, les ramenant à 1% contre un taux de 1,7% annoncé le 24 juin 2022.

En Europe, les fortes révisions à la baisse s'expliquent par les retombées de la guerre en Ukraine et le resserrement de la politique monétaire, où 'inflation mondiale a été revue à la hausse du

## Chapitre II : Les enjeux de la coopération économique au sein des BRICS

fait de l'augmentation des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, ainsi que des déséquilibres persistants de l'offre et de la demande. Elle devrait atteindre 6,6 % dans les pays avancés et 9,5 % dans les pays émergents et les pays en développement en 2022, soit une révision à la hausse de 0,9 et 0,8 point de pourcentage, respectivement et toujours selon le FMI, en 2023, la politique monétaire désinflationniste devrait faire sentir ses effets, et la production mondiale augmenter de seulement 2,9 %.

Les dernières données de l'agence Fitch prévoient une révision à la baisse des prévisions de croissance du PIB de la Chine pour 2022, à 4,3 % contre 4,8 %. Baisse du taux de croissance des USA et de la Chine locomotive de l'économie mondiale, explique d'ailleurs le fléchissement conjoncturel du cours du pétrole coté le 16 août 2022 à 94,17 dollars le Brent et à 88,88 le WTI encore que le cours du gaz le TTF néerlandais, la référence du gaz naturel en Europe, renoue avec ses niveaux du début de l'invasion russe de l'Ukraine (Dutch TTF Naturel Gas à 1220,110 dollars le 15 août 2022)

En attendant un changement de tendance, où le poids croissant entre 2022/2030 des BRICS aura pour conséquence un profond changement du système économique et politique mondial, selon les données internationales, Europe/USA pour une population de moins d'un milliard d'habitants accaparent 40% du PIB mondial en 2021.

L'Europe bien que déclinante, excepté l'Allemagne, reste une grande puissance économique avec une population de 440 millions d'habitants, non inclus la Grande Bretagne, et avec un PIB de 14 476 milliards d'euros de 2021. En incluant la Grande Bretagne, qui a un PIB de 2695 pour une population de 69 millions d'habitants, nous aurons un total de PIB de 17171 milliards de dollars ; les Etats Unis d'Amérique ayant un PIB, selon les prévisions pour 2022, de 24793 milliards de dollars pour 332 millions d'habitants.

L'Algérie qui dépend de ses recettes en devises à plus de 50% de l'Europe, et à 80% si l'on inclut les autres membres de l'OCDE et la Turquie, avec 98% de devises provenant des hydrocarbures brut et semi brut. Son espace d'avenir étant l'Afrique, où les échanges sont marginaux, devant tenir compte des coûts de transport pour aller en Asie, devant contourner toute la corniche d'Afrique, pour aspirer à être membre du BRICS ; elle doit avoir une économie diversifiée.

Elle peut à terme intégrer cet espace, sous réserve de profondes réformes qui dépendent des algériens eux-mêmes, en s'adaptant aux évolutions géostratégiques, par une nouvelle gouvernance et la maîtrise des nouvelles technologies, où par exemple les cyber attaques peuvent déstabiliser tout un pays et Facebook qui contribuent à refaçonner les relations sociales

## **Chapitre II : Les enjeux de la coopération économique au sein des BRICS**

par la manipulation des foules, pouvant être positif ou négatif lorsqu'elle tend à vouloir faire des sociétés un tout homogène, alors qu'existent des spécificités sociales des Nations à travers leur histoire. Tenant compte des expériences historiques, pour faire face au réchauffement climatique, l'eau fondement de l'alimentation, étant un enjeu majeur de la sécurité mondiale, s'impose une nouvelle architecture des relations internationales par une lutte contre les inégalités et la pauvreté locales et mondiales, avec de nouvelles règles des fonctions complémentaires des Etats stratèges et des marchés des biens, services et des capitaux.

Le groupe de BRICS représentait en 2021, 42% de la population mondiale (environ 3 milliards de personnes), 24% de PIB mondial et 18% de commerce mondial. Les cinq pays totalisent 24% du PIB mondial. Sa contribution dans l'économie mondiale est de 25% en ce qui concerne la production, 18% d'échanges économiques et 25% d'IDE, c.-à-d. investissement direct à l'étranger.

En plus, la coopération entre les pays qui composent ce groupe, engagé dans une rivalité économique avec les occidentaux réunis autour de G7 (Allemand, Canada, Etats Unis, France, Italie, Japon et Royaume Uni) est favorable à élargissement vers les BRICS, plus notamment avec les demande exprimée par l'Argentine, l'Arabie Saoudite, l'Iran, et tout récemment l'Algérie, pour former un bloc économique puissant.

Selon (MEBTOUL, 2018, p2), dans « American Herald Tribune », face aux enjeux géostratégiques mondiaux, l'Algérie sera un acteur majeur de la stabilité de la région méditerranéenne et africaine.

### **2.2 IDE par rapport aux IDE internationaux**

Les économies des pays émergents BRICS ont connu une attractivité des IDE et une croissance exceptionnelle dans les années 2000 au point que certains économistes ont cru qu'elles échapperaient à la crise financière et à la récession mondiale. En pointe parmi les pays émergents figurent le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine (BRICS).

Bien qu'il soit en pleine expansion, l'investissement direct à l'étranger (IDE) de ces pays a moins attiré l'attention et les commentaires que leur croissance économique, tandis que la crise a fait chuter l'IDE total dans le monde. C'est l'une des manifestations de la résilience face à la crise des pays émergents.

Les Firmes Multinationales (FMN), qui aujourd'hui croissent le plus vite, ne sont plus celles basées dans les pays développés, en particulier depuis le début de la crise financière ouverte en 2008. Ce sont celles des pays émergents, tout spécialement les FMN originaires des quatre

## Chapitre II : Les enjeux de la coopération économique au sein des BRICS

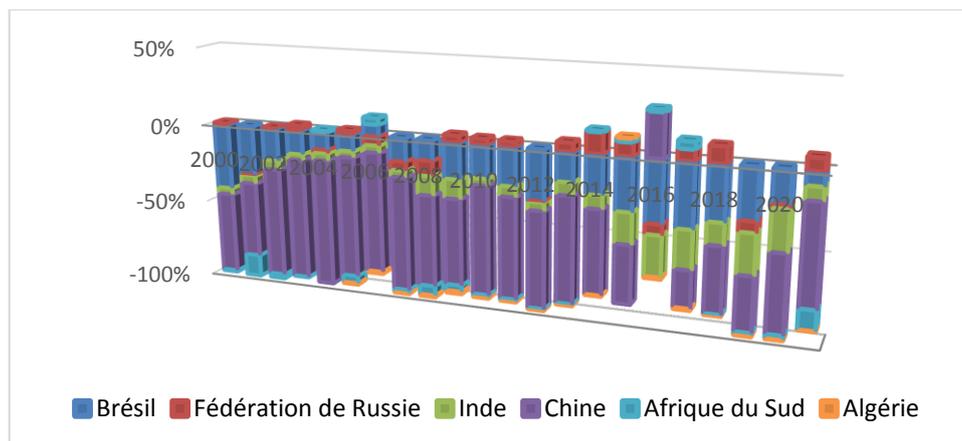
BRICS. En effet, une célèbre théorie économique de l'IDE, due à John Dunning, explique que celui-ci évolue en fonction du niveau de développement économique de chaque pays. Dans une première étape, quand un pays est sous développé, il reçoit peu d'investissements directs en provenance de l'étranger (IDE entrant) et lui-même n'investit pas à l'étranger (pas d'IDE sortant).

C'est ce que l'on constate actuellement pour les pays émergents et les BRICS, ils atteignent ce troisième stade de développement économique, y compris du point de vue de leurs IDE. Cet aspect de la théorie de Dunning a déjà été vérifié à l'aide de tests économétriques.

Dans une quatrième étape, un pays développé tend à investir beaucoup plus à l'étranger qu'il ne reçoit d'investissements de firmes étrangères (il devient alors exportateur net d'IDE). Un stade final est atteint, celui de la société post-industrielle, quand un pays, alors parmi les plus développés du monde, équilibre à peu de choses près son IDE sortant et son IDE entrant, comme c'est le cas des Etats-Unis par exemple.

L'expansion des FMN originaires des pays émergents n'est pas seulement un indice de la relative résistance de ces pays pendant la crise, après une phase de forte croissance économique dans la décennie 2000, c'est aussi un phénomène plus qualitatif signifiant leur passage à un stade de développement plus élevé et une certaine convergence avec les pays développés. On peut donc s'attendre à constater certaines similarités entre les FMN des pays émergents et leurs stratégies d'investissement à l'étranger, surtout sur un échantillon réduit aux quatre BRICS.

**Figure N°15: IDE, nets (BDP, \$ US courants).**



Source : établie par les auteurs, à partir des données de la Banque Mondiale.

Le clivage entre d'un côté, les firmes multinationales russes et chinoises, issues de transitions postcommunistes, et de l'autre les firmes multinationales brésiliennes et indiennes, issues d'économies de marché, n'explique pas tout. Ainsi comme les firmes multinationales russes et

## Chapitre II : Les enjeux de la coopération économique au sein des BRICS

chinoises, les firmes multinationales indiennes sont à la recherche d'actifs technologiques à l'étranger, les firmes multinationales brésiliennes beaucoup moins. Les firmes brésiliennes et russes investissent peu dans les autres BRICS, les firmes chinoises et indiennes y sont très présentes. La répartition géographique de l'IDE sortant chinois est plus diversifiée que pour les autres BRICS, cause probable de sa résilience plus forte dans la crise. La récente chute des prix du pétrole et des matières premières accentue davantage encore la différenciation entre les pays émergents, y compris au sein des BRICS.

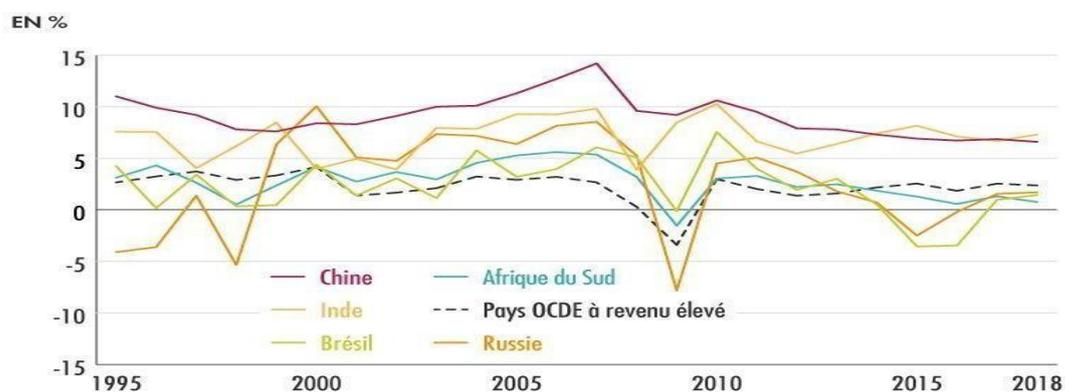
### 3. Poids des BRICS sur le plan de gouvernance économique mondiale

En 2014, le monde se demandait si l'émergence d'un nouvel acteur dans le paysage de prés internationaux et de développement allait devenir un véhicule de promotion des valeurs non- occidentales et offrir une alternative aux institutions de Bretton Woods longtemps dominé par les Etats-Unis.

Entre 2000 et 2008, la croissance des BRICS est nettement supérieure à celles des pays développés. La croissance de ces pays a connu un fléchissement et atteint en 2009 son plus bas niveau : - 7,8 % de croissance pour la Russie et la Chine passe de 14, 2 % de croissance en 2007 à 9,6 % en 2009. Parmi les BRICS, la Chine affiche depuis une vingtaine d'années des taux de croissance les plus élevés.

Depuis 2014, notamment du fait de la baisse du prix des matières premières, la situation économique de la Russie, du Brésil et de l'Afrique du Sud s'est sensiblement dégradée.

**Figure N°16. Croissance comparée entre les pays développés et les BRICS.**



Source : établie par les auteurs, à partir des données de la Banque Mondiale.

La place des BRICS dans l'économie globale ne cesse de croître. En 1990, leur poids dans le PIB mondial atteignait à peine 10 % contre 25,5 % en 2018. Aujourd'hui, elles totalisent un PIB de près de 20 000 milliards d'euros et comptent près de 3,1 milliards d'habitants, soit 42,1

## Chapitre II : Les enjeux de la coopération économique au sein des BRICS

% de la population mondiale.

Une ascension confirmée par la place désormais occupée par les BRICS dans le classement des pays les plus puissants au monde réalisé tous les ans par le Fonds Monétaire International (FMI) sur la base de leur PIB. En 2018, la Chine y occupe la deuxième place, suivie de près par l'Inde (7<sup>e</sup> place), le Brésil (9<sup>e</sup> place) et la Russie (12<sup>ème</sup> place). L'Afrique du Sud occupe quant à elle la 32<sup>e</sup> place. Dans ce classement, la France se situe à la 6<sup>e</sup> place derrière les États-Unis, la Chine, le Japon, l'Allemagne et le Royaume-Uni. En s'appuyant sur un large ensemble d'indicateurs, certains économistes projettent que d'ici à 2050 ces pays auront atteint un niveau de développement semblable à celui des nations occidentales.

Jusqu'à 2007, les indices synthétisant l'évolution des actions issues des marchés émergents – dont font partie les BRICS – ont surperformé les indices traditionnels. Cependant, au cours de ces trois dernières années, l'indice « MSCI marchés émergents » dans lequel les BRICS pèsent à eux seuls plus de 40 % (sur 24 pays) a stagné là où l'indice S&P 500, reflétant l'évolution des 500 plus grosses capitalisations américaines, gagnait près de 20 %. Les indices émergents sont aussi plus volatils.

La crise financière de 2007/2008, par ses répercussions mondiales, a eu pour effet d'amortir les performances des pays émergents rendant ainsi l'évolution de leurs indices boursiers plus ou moins semblable à celle des marchés financiers des pays développés, voire moins favorable durant la période de crise.

### *Comment expliquer le dynamisme économique des BRICS ?*

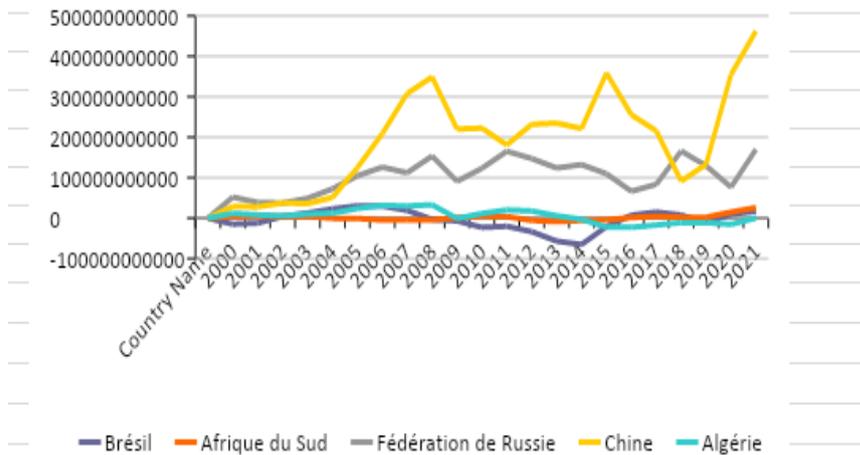
Là où les pays occidentaux s'orientent désormais vers un modèle économique tourné vers les services, les BRICS, surtout la Chine, ont nourri leur croissance grâce à leur force industrielle. Cette force fut encouragée dans les premiers temps de leur essor économique par des politiques publiques interventionnistes (investissements dans l'éducation, la formation, les infrastructures, etc.), notamment en Chine.

Ces politiques se sont matérialisées par une réallocation des facteurs de production vers les secteurs les plus productifs de l'économie, et notamment l'industrie manufacturière, se traduisant dans ces secteurs par un accroissement de la productivité du capital et du travail (phénomène de rattrapage technologique vis à vis des économies les plus avancées).

Dans ce contexte, la croissance des BRICS a été stimulée par un formidable essor des exportations. Ainsi, entre 1997 et 2018, le volume d'exportations de la Chine a été multiplié par 13, celui de l'Inde par 7 et celui du Brésil par 3.

## Chapitre II : Les enjeux de la coopération économique au sein des BRICS

Figure N°17 : Evolution du volume des exportations.



Source : établie par les auteurs, à partir des données de la Banque Mondiale.

En 2010, la Chine est ainsi devenue le premier exportateur de marchandises du monde devant les États-Unis. La Russie, l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud, figurent quant à eux constamment dans la liste des 30 premiers exportateurs mondiaux de marchandises. D'un poids croissant dans les échanges économiques internationaux, les BRICS présentent néanmoins des spécialisations à l'exportation différente.

Pour la Chine, il s'agit de produits industriels manufacturés, pour l'Inde de services, pour la Russie de produits énergétiques, pour le Brésil de matières premières agricoles et pour l'Afrique du Sud de minerais.

Par ailleurs, la faiblesse des coûts de production de la Chine, de l'Inde et du Brésil a exercé une véritable force d'attraction pour les investissements directs étrangers (IDE) en provenance des autres pays du monde. Par exemple, les capitaux mondiaux reçus par la Chine ont été multipliés par quatre depuis les années 2000 (implantation d'entreprises étrangères ou rachat d'entreprises locales). L'importance de ce phénomène a amené plusieurs nations occidentales à dénoncer une concurrence déloyale entraînant des délocalisations massives d'activités.

Autre facteur de dynamisme, une population jeune et dynamique qui elle-même constitue une base non négligeable de soutien de la demande intérieure, en particulier pour la Chine (où la population va néanmoins vieillir rapidement), l'Inde et le Brésil. Au terme de leur processus de rattrapage des économies développées, ces caractéristiques démographiques pourraient leur permettre de maintenir un niveau de croissance stable à long terme. La consommation domestique agit déjà comme un relais de croissance en Chine. Depuis la crise de 2007, la demande mondiale a augmenté moins rapidement et les exportations chinoises ont marqué le

## Chapitre II : Les enjeux de la coopération économique au sein des BRICS

pas. L'excédent du compte courant chinois, de 9.9 % du PIB en 2007, s'établit à 0,8 % du PIB en 2018.

La croissance s'est maintenue en Chine aux alentours de 6,5 % en 2018. La consommation intérieure joue aujourd'hui un rôle croissant dans le processus de rattrapage économique chinois.

### 4. BRICS : un essor plus économique que social

Globalement l'essor économique des émergents a contribué à réduire la pauvreté observée sur leur territoire. Néanmoins, de nombreux progrès restent encore à faire en matière de réduction des inégalités, de justice sociale, d'éducation ...

#### ➤ La pauvreté s'est réduite

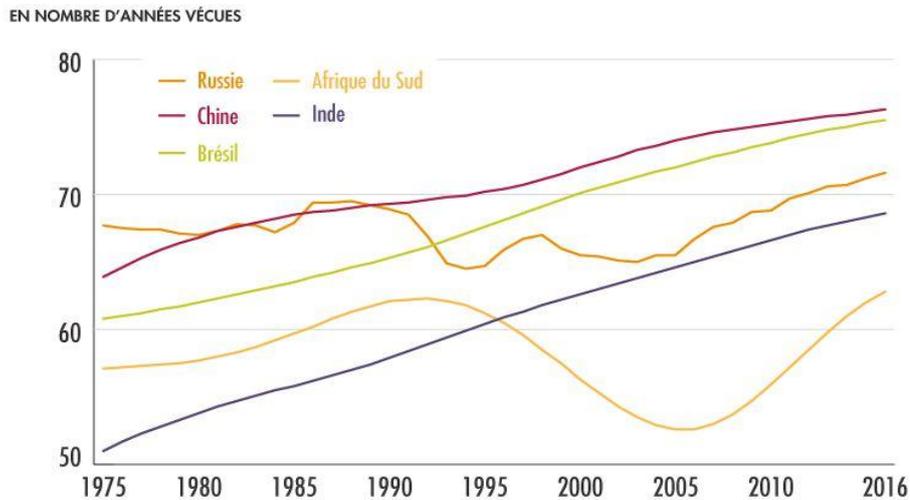
De 1990 à 2018, le nombre de personnes vivant avec moins de deux dollars par jour a reculé dans toutes les zones du globe. Ce recul est nettement marqué en Asie de l'Est, en Amérique latine et en Asie du Sud. La Chine, l'Inde et le Brésil y ont fortement contribué de sorte que le ratio de la population vivant sous le seuil mondial de pauvreté (deux dollars par jour) a significativement diminué chez ces émergents.

La réduction de la pauvreté se retrouve dans l'évolution de l'indice de développement humain (IDH) qui est passé en Chine de 0,5 en 1990 à 0,75 en 2018 (la Norvège, pays le mieux classé au monde, présente un IDH de 0,95).

Cette diminution globale de la pauvreté se retrouve dans l'évolution de l'espérance de vie moyenne. La Chine, le Brésil et l'Inde connaissent une augmentation continue de cette dernière. La Russie stagne cependant, et l'Afrique du Sud connaît des turbulences liées à la situation politique particulière.

## Chapitre II : Les enjeux de la coopération économique au sein des BRICS

Figure N°18: Esperance de vie moyenne par pays.



Source : établie par les auteurs, à partir des données de la Banque Mondiale.

Si on peut qualifier les émergents de nations économiquement dynamiques, on ne peut pas en dire autant sur le plan social. Le niveau de vie qui y est observé reste encore largement inférieur à celui des pays développés. Le PIB par habitant mesuré en parité de pouvoir d'achat (PPA), c'est-à-dire correction faite des différences de prix et de l'influence des taux de change, s'établit ainsi en 2018 en Chine à 16 096 dollars, à 6 925 dollars en Inde contre 55 534 dollars aux Etats-Unis ou 40 507 dollars en France.

De fortes inégalités s'y sont également développées. En Chine, de 2 000 à 2016, les 20 % les plus riches ont vu leur revenu croître de 16 % par an, alors que pour les 20 % les plus pauvres la croissance des revenus n'a été que de 8,5 %.

On constate la même tendance en Inde, en Russie et en Afrique du Sud. L'indice de Gini, mesure courante des inégalités de revenus et dont le coefficient est compris entre 0 (égalité parfaite : tout le monde a la même richesse) et 1 (inégalité absolue : une seule personne possède la totalité des richesses du pays), a des valeurs encore bien hautes.

En Inde, il est de 0,368 en 2012 ; en Russie de 0,412 en 2015 ; en Chine de 0,465 en 2016 ; au Brésil de 0,49 en 2014, et il est très haut en Afrique du Sud : 0,625 en 2013. L'aspect inquiétant de ces chiffres se révèle surtout dans leur stagnation depuis les années 2000 : à part au Brésil (ou le coefficient était alors de 0,59), les inégalités n'ont pas baissé significativement.

Le groupe des BRICS a donc encore des progrès à faire. Sans surprise, aucun d'entre eux n'apparaît dans le haut du classement de l'indice de développement humain (IDH). Le premier d'entre eux en 2018 ne se situe qu'à la 49<sup>e</sup> place. Il s'agit de la Russie, avec un indice de 0,816.

## Chapitre II : Les enjeux de la coopération économique au sein des BRICS

### Conclusion

L'étude et l'analyse des caractéristiques macroéconomiques des BRICS, montrent que par-delà des similarités dues au fait d'être basés dans des pays émergents, les IDE sortant des BRICS présentent aussi des spécificités. Ce groupe n'est pas homogène du point de vue des économies qui le composent ; il ne l'est pas non plus pour l'IDE sortants.

En effet, le clivage entre d'un côté les firmes multinationales russes et chinoises, issues de transitions postcommunistes, et de l'autre les firmes multinationales brésiliennes et indiennes, issues d'économies de marché, n'explique pas tout. Ainsi, comme les firmes multinationales russes et chinoises, les firmes multinationales indiennes sont à la recherche d'actifs technologiques à l'étranger, les firmes multinationales brésiliennes beaucoup moins. Les firmes brésiliennes et russes investissent peu dans les autres pas des BRICS, alors que les firmes chinoises et indiennes y sont très présentes.

La répartition géographique des exportations chinoises est plus diversifiée que pour les autres BRICS. La récente chute des prix du pétrole et des matières premières accentue davantage encore la différenciation entre les pays émergents, y compris au sein des BRICS.

En résumé, ce chapitre nous a permis d'arriver aux conclusions suivantes:

- Les caractéristiques macro-économiques des pays BRICS ne sont pas homogènes, ce qui implique la discordance de la vision économique à long terme.
- Le clivage de politiques et d'objectifs entre les firmes multinationales des BRICS, pèse lourdement sur l'implantation des IDE à l'extérieur « G7 ».
- Au delà des pays noyaux des BRICS, l'adhésion de nouveaux pays, notamment l'Algérie, mettent en péril leurs intérêts géostratégiques

## **Chapitre III**

# **Relations Algéro-BRICS : Vision, opportunités en interne et défis à l'international.**

## **Introduction**

Les BRICS représentent près de 40% de la population mondiale actuelle, 24.8% de son PIB et 25% des flux d'investissements directs étrangers. Ce sont des statistiques qui montrent que ce bloc est solide économiquement et puissant individuellement, avec un développement singulier de la Chine, et son PIB de 17730 milliards de dollars, de l'Inde dont le PIB est de 3170 milliards de dollars, et de la Russie qui enregistre un PIB de 17080 milliards de dollars. Les échanges commerciaux entre les BRICS ont beaucoup évolué ces dernières années et représentent une menace pour d'autres pays, notamment les pays développés, qui ne cessent de polariser la scène politique et économique mondiale.

Dans ce chapitre, nous allons analyser les perspectives et les défis d'adhésion de l'Algérie aux BRICS, ainsi que l'aptimalité monétaire et projet de création d'une nouvelle monnaie au sein de ce bloc.

### **Section 1 : Perspectives d'adhésion de l'Algérie aux BRICS**

Nous allons, dans cette section, aborder la question de l'éventuelle adhésion de l'Algérie aux BRICS, en évoquant les caractéristiques macroéconomiques de l'Algérie,

#### **1. Caractéristiques macroéconomiques de l'Algérie**

Pour le cas de l'Algérie, nous avons résumé les caractéristiques macroéconomiques dans le tableau suivant, suivant le carré magique, à savoir : évolution du PIB en milliards de dollars, évolution de l'inflation en (%), indice du prix à la consommation en (%), évolution du taux de chômage en (%) et l'évolution de la balance commerciale en Mds USD.

**Table N°2. Les indicateurs macroéconomiques de L'Algérie**

| <b>Année</b> | <b>TINF (%)</b> | <b>TCHO (%)</b> | <b>PIB (Md USD)</b> | <b>TC (%)</b> | <b>BC (Md USD)</b> |
|--------------|-----------------|-----------------|---------------------|---------------|--------------------|
| 2011         | 4.524           | 9.96            | 165.882             | 2.9           | 20.205             |
| 2012         | 8.891           | 11              | 171.522             | 3.4           | 17.511             |
| 2013         | 3.254           | 9.83            | 176.325             | 2.8           | 5.892              |
| 2014         | 2.917           | 10.6            | 183.025             | 3.8           | -3.077             |
| 2015         | 4.784           | 11.21           | 189.797             | 3.7           | -22.161            |
| 2016         | 6.398           | 10.5            | 195.871             | 3.2           | -22.694            |
| 2017         | 5.591           | 11.66           | 198.417             | 1.3           | -17.107            |
| 2018         | 4.27            | 13.15           | 200.798             | 1.2           | -11.095            |
| 2019         | 1.952           | 11.38           | 202.404             | 0.8           | -11.019            |
| 2020         | 2.415           | 14.24           | 191.311             | -5.481        | -16.04             |
| 2021         | 7.219           | 14.50           | 163.289             | -14.647       | 01.80              |
| 2022         | 9.371           | 14.89           | 187.245             | 14.620        | 18.10              |

### Chapitre III : relations algero-brics : vision, opportunités en interne et défis à l'international.

Source : Etabli à partir de la base de données de la Banque Mondiale  
(World Bank, 2023)

Selon les données du tableau, on constate que les prix ont enregistré une hausse de 8,8 % en 2012, avant de chuter en 2013, pour atteindre un taux élevé de 9,37 % en 2022. Ces pressions inflationnistes sont causées par plusieurs facteurs telle la hausse mondiale des produits alimentaires, des matières premières et des prix d'hydrocarbures, aggravées par la guerre de l'Ukraine contre la Russie. Le taux de chômage en Algérie suit une tendance haussière. En effet, il est passé de 9,96% en 2011 à 14,89% en 2022, ce qui est considérable. Il touche beaucoup plus les jeunes dont l'âge varie entre 16 à 24 ans. Cette hausse peut être due à l'insuffisance des opportunités d'emplois offertes par rapport à la demande, ou encore l'incompatibilité qui existe entre les opportunités offertes et le profil des demandeurs en termes de compétences et d'expériences exigées. De même, le PIB algérien suit une tendance haussière. Il est passé ainsi de 165,882 milliards en 2011 à 202.404 milliards en 2019, pour atteindre les 187.245 milliards en 2022, après une période de pandémie de la Covid 19. Cependant, l'Algérie disposait du quatrième PIB du continent africain en 2022, les hydrocarbures représentent en moyenne 21% du PIB et 96% des exportations du pays (notamment durant la période 2004-2018).

Le taux de croissance du PIB a été stable durant la période allant de 2011 à 2015, puis commence à chuter à partir de 2016, passant de 3,7% à 0,8% en 2019. Il passe à un taux négatif en 2020 et 2021, Etant donné que les hydrocarbures occupent une place importante dans l'économie algérienne, cette chute remarquable est due à la baisse du cours du baril Sahara Blend à partir de mi 2014, et surtout durant la période de la dernière crise sanitaire et la baisse de l'économie mondiale, ce qui met en exergue les vulnérabilités de ce modèle économique. Cependant, la dernière crise politique entre la Russie et l'Ukraine a fait rebondir les prix des hydrocarbures, ce qui a beaucoup profité à l'Algérie au niveau que le taux de croissance est passé à + 14.620 %.

Pour la balance commerciale de l'Algérie, nous constatons que cette dernière a été excédentaire sur la période (2011-2013), avant d'enregistrer un déficit en 2014. Ces résultats peuvent être expliqués par la chute du baril, dont le cours est passé de 99 à 52 dollars, ce qui a gravement impacté la balance commerciale. Il est important de préciser que les hydrocarbures constituent la principale ressource en devises du pays, ce qui a engendré une hausse très importante en 2022 en atteignant 18.10 Md USD. En somme, de ce qui précède,

### Chapitre III : relations algero-brics : vision, opportunités en interne et défis à l'international.

l'analyse quantitative des économies membres ne suffit pas pour statuer sur le principe gagnant – gagnant, dont la partie suivante traitera la raison d'être et les objectifs des BRICS.

#### 2. Relations économiques Algero-BRICS et autres zones d'échange

Nous analyserons, dans ce qui suit, les échanges commerciaux entre l'Algérie et ses différents fournisseurs et clients.

##### 2.1 Les principaux pays fournisseurs de l'Algérie

En ce qui concerne la répartition des importations par partenaire commercial, les cinq premiers fournisseurs de l'Algérie représentent 47,94% des importations globales et ce, pour le premier trimestre de l'année 2020. Bien que les importations des biens originaires de la Chine aient connu un repli de l'ordre de 32,33 %, cette dernière est érigée en principal fournisseur durant le premier trimestre de cette année. Elle a contribué à hauteur de 16,99% des importations de l'Algérie, suivie par la France, l'Italie, l'Espagne et l'Allemagne, avec les parts respectives de 10,44 %, de 8,13%, de 6,25%, et de 6,13%. Le tableau suivant nous renseigne sur les principaux pays fournisseurs de l'Algérie :

**Tableau N°3 : Principaux pays fournisseurs de l'Algérie. Unité : million USD**

| Principaux Fournisseurs   | Valeur             | Structure (%) | Taux Cumulé (%) | Evolution (%) |        |
|---|--------------------|---------------|-----------------|---------------|--------|
|  | CHINE              | 1<br>549,79   | 16,99           | 16,99         | -32,33 |
|  | FRANCE             | 951,99        | 10,44           | 27,43         | -10,62 |
|  | ITALIE             | 741,71        | 8,13            | 35,56         | -11,04 |
|  | ESPAGNE            | 570,36        | 6,25            | 41,81         | -28,38 |
|  | ALLEMAGNE          | 558,78        | 6,13            | 47,94         | -36,11 |
|  | ETASUNISD'AMERIQUE | 488,35        | 5,35            | 53,29         | 75,82  |
|  | TURQUIE            | 421,45        | 4,62            | 57,91         | -33,56 |
|  | ARGENTINE          | 326,62        | 3,58            | 61,49         | -30,09 |
|  | BRESIL             | 277,37        | 3,04            | 64,53         | -9,12  |

### Chapitre III : relations algero-brics : vision, opportunités en interne et défis à l'international.

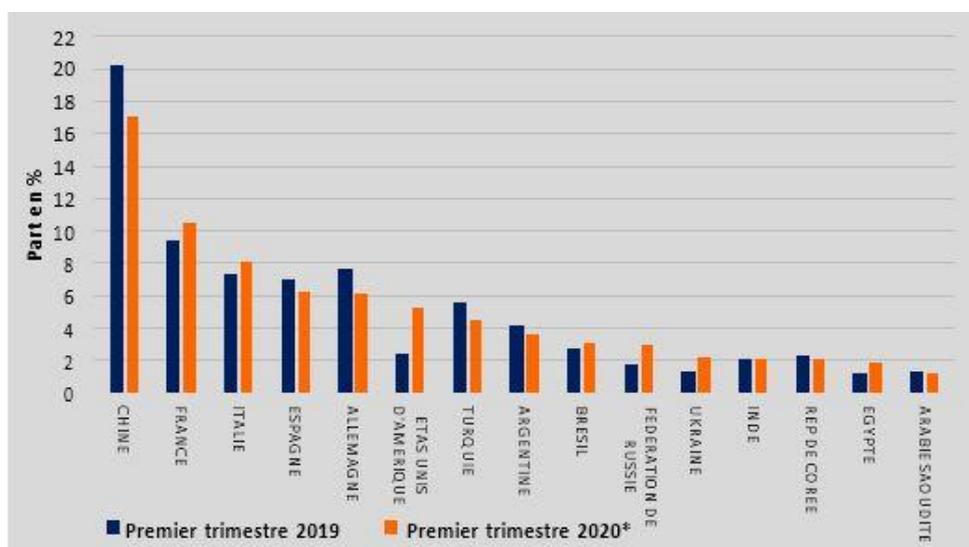
|   |                    |              |             |       |               |
|---|--------------------|--------------|-------------|-------|---------------|
|  | FEDERATIONDERUSSIE | 271,17       | 2,97        | 67,50 | <b>32,06</b>  |
|  | UKRAINE            | 204,80       | 2,25        | 69,75 | <b>33,19</b>  |
|  | INDE               | 194,57       | 2,13        | 71,88 | <b>-17,90</b> |
|  | REPDECOREE         | 189,72       | 2,08        | 73,96 | <b>-27,40</b> |
|  | EGYPTE             | 167,50       | 1,84        | 75,80 | <b>22,07</b>  |
|  | ARABIESAUDITE      | 118,29       | 1,30        | 77,10 | <b>-20,69</b> |
| <b>Sous Total</b>   | <b>7032,45</b>     | <b>77,10</b> |             |       | <b>-19,06</b> |
| <b>Reste du monde*(143pays)</b>   | <b>2089,32</b>     | <b>22,90</b> | <b>100%</b> |       | <b>-21,02</b> |
| <b>Total</b>  | <b>9121,76</b>     | <b>100%</b>  |             |       | <b>-19,52</b> |

Source : établi par es auteurs, d'après la base de données de la Banque Mondiale (World ank, 2023)

D'après la figure ci-dessous, nous constatons que les importations de l'Algérie auprès des pays BRICS a connu un décroissement durant le premier trimestre de l'année 2020 par rapport à l'année 2019. Par contre, nous constatons une hausse des importations auprès des USA au premier trimestre 2020 par rapport à 2019.

Pour mieux illustrer la part des principaux pays fournisseurs de l'Algérie entre 2019 et 2020, nous proposons la figure suivante :

Figure N°19: Part des principaux fournisseurs durant le premier trimestre des années 2019-2020 (en % du total des importations)



Source : établi par es auteurs, d'après la base de données de la Banque Mondiale (World Bank, 2023)

## 2.2 Les principaux pays clients de l'Algérie

Les cinq premiers clients de l'Algérie ont atteint durant le premier trimestre de l'année 2020, une part près de 52,32% des exportations algériennes (voir le tableau ci-contre).

A ce titre, l'Italie est le principal client de l'Algérie avec une part de 15,44 %, suivie par la France, la Turquie, l'Espagne et la Chine avec des parts respectives de 13,20 %, 9,26%, 8,24% et de 6,19%.

Tableau N°4 : Principaux pays clients de l'Algérie. Unité : million USD/par rapport à l'année 2020.

| Principaux Clients  | Valeur   | Structure (%) | Taux cumulé % | Evolution (%) |
|---|----------|---------------|---------------|---------------|
|  Italie  | 1 175,90 | 15,44         | 15,44         | -33,04        |
|  France  | 1 005,35 | 13,20         | 28,64         | -31,22        |
|  TURQUIE | 705,03   | 9,26          | 37,89         | 20,52         |
|  Espagne | 627,85   | 8,24          | 46,13         | -52,83        |
|  CHINE   | 471,27   | 6,19          | 52,32         | 21,14         |

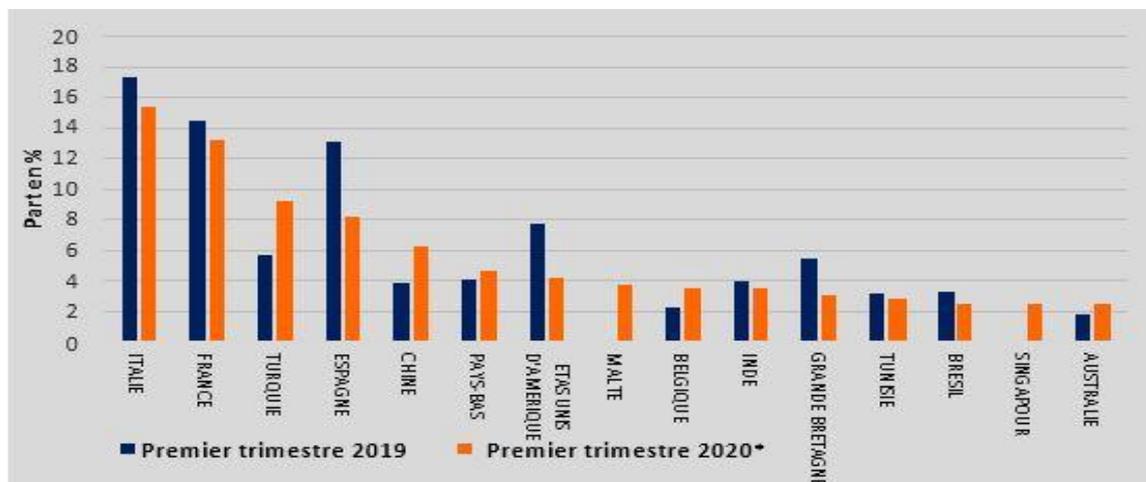
### Chapitre III : relations algero-brics : vision, opportunités en interne et défis à l'international.

|   |                      |                 |              |             |               |
|---|----------------------|-----------------|--------------|-------------|---------------|
|  | PAYS-BAS             | 351,61          | 4,62         | 56,94       | -14,55        |
|  | ETAS UNIS D'AMERIQUE | 322,18          | 4,23         | 61,17       | -58,86        |
|  | MALTE                | 283,47          | 3,72         | 64,89       | 188 161,49    |
|  | Belgique             | 271,33          | 3,56         | 68,45       | 18,73         |
|  | INDE                 | 268,58          | 3,53         | 71,98       | -32,82        |
|  | GRANDEBRETAGNE       | 235,01          | 3,09         | 75,06       | -57,40        |
|  | TUNISIE              | 220,20          | 2,89         | 77,95       | -30,49        |
|  | BRESIL               | 197,24          | 2,59         | 80,54       | -39,52        |
|  | SINGAPOUR            | 193,67          | 2,54         | 83,09       | 1 007,52      |
|  | AUSTRALIE            | 191,36          | 2,51         | 85,60       | 3,78          |
| <b>SousTotal</b>  |                      | <b>6 520,03</b> | <b>85,60</b> |             | <b>-25,42</b> |
| <b>Reste dumonde (92pays)</b>   |                      | <b>1 097,06</b> | <b>14,40</b> | <b>100%</b> | <b>-21,59</b> |
| <b>Total</b>  |                      | <b>7 617,09</b> | <b>100%</b>  |             | <b>-24,89</b> |

Source : établi par es auteurs, d'après la base de données de la Banque Mondiale (World Bank, 2023)

Et pour mieux illustrer la part des principaux pays fournisseurs de l'Algérie entre 2019 et 2020, nous proposons la figure suivante :

Figure N°20: Part des principaux clients durant le premier trimestre des années 2019-2020 (en % du total des exportations)



Source : établi par es auteurs, d'après la base de données de la Banque Mondiale (World Bank, 2023)

Cette figure nous renseigne sur l'évolution des exportations de l'Algérie durant le premier trimestre 2020 par rapport au premier trimestre 2019. Nous constatons que les exportations de l'Algérie est plus dominante vers les pays EU, que les pays des BRICS durant cette période.

### 2.3 Echanges commerciaux de l'Algérie par zone géographique

En termes de répartition des échanges commerciaux (import et export) de l'Algérie par zone géographique, au cours du premier trimestre de l'année 2020, l'exploitation du tableau N°5 montre clairement que l'essentiel de ces échanges reste toujours polarisé sur les partenaires traditionnels.

En effet, les pays de l'Europe enregistrent une part de 58,89 % de la valeur globale des échanges commerciaux au cours du premier trimestre de l'année 2020, soit un montant de 9,86 milliards USD contre 12,77 milliards USD enregistrés durant la même période de l'année 2019. Les pays de l'Asie viennent en seconde position des flux commerciaux avec une part de 23,66 %, en passant de 4,94 milliards USD à près de 3,96 milliards USD pour les périodes considérées.

**Chapitre III : relations algero-brics : vision, opportunités en interne et défis à l'international.**

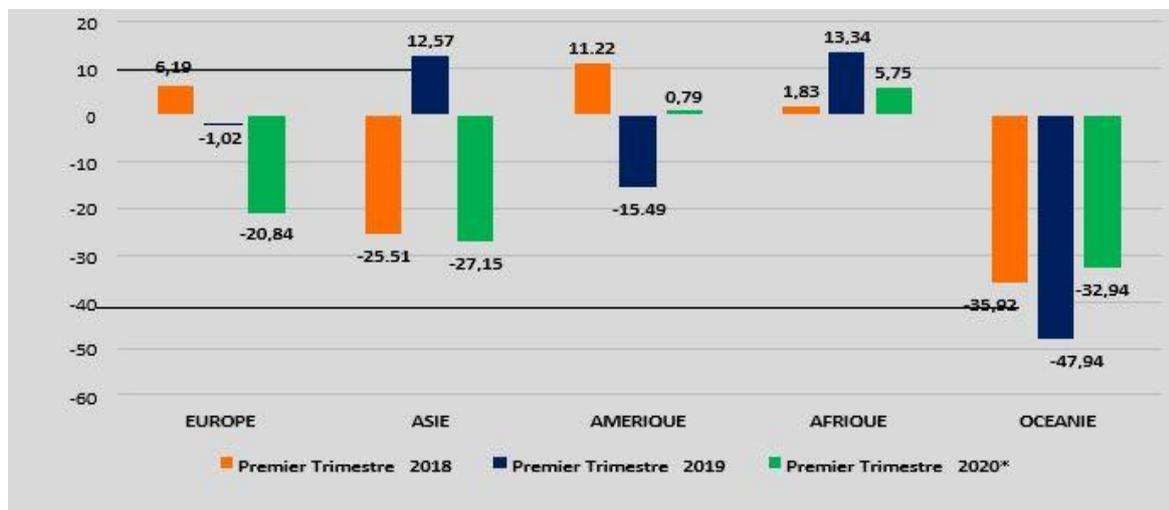
**Tableau N°5 : Echanges commerciaux de l'Algérie (import-export) | Période : Premier trimestre 2019-2020. Unité : million USD.**

| ZONE GEOGRAPHIQUE  | Premier trimestre 2019 |              | Premier trimestre 2020 |              | Evolution (%) |
|--|------------------------|--------------|------------------------|--------------|---------------|
|  | Valeur                 | Structure(%) | Valeur                 | Structure(%) |               |
| <b>EUROPE</b>  | <b>12 774,46</b>       | <b>59,48</b> | <b>9857,38</b>         | <b>58,89</b> | <b>-22,84</b> |
| Dont:  UNION EUROPEENNE | 11013,29               | 51,28        | 8069,62                | 48,21        | -26,73        |
| <b>ASIE</b>  | <b>4 944,25</b>        | <b>23,02</b> | <b>3959,79</b>         | <b>23,66</b> | <b>-19,91</b> |
| CHINE  | 2679,20                | 12,48        | 2021,06                | 12,07        | -24,56        |
| D<br>o<br>n<br>t<br>:<br>I<br>N<br>D<br>E  | 636,81                 |              |                        |              |               |
|  |                        | 2,97         | 463,15                 | 2,77         | -27,27        |
| REP COREE  | 594,27                 | 2,77         | 351,52                 | 2,10         | -40,85        |
| <b>AUTRES</b>  | <b>3756,62</b>         | <b>17,49</b> | <b>2921,68</b>         | <b>17,45</b> | <b>-22,23</b> |
| <b>Total</b>   | <b>21475,33</b>        | <b>100%</b>  | <b>16738,85</b>        | <b>100%</b>  | <b>-22,06</b> |

Source : établi par es auteurs, d'après la base de données de la Banque Mondiale (World Bank, 2023)

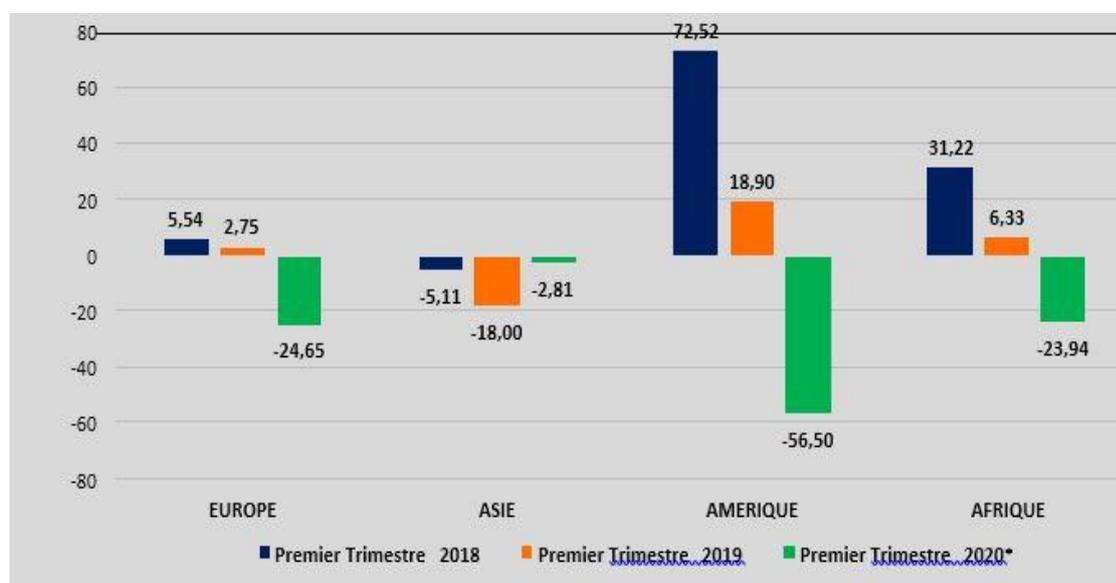
El pour plus de détails sur la nature des échanges, les deux figures ci-après nous illustrent l'évolution des taux de croissance des importations et exportations par zone géographique entre 2018 et 2020, comme suit :

**Figure N°21 : Evolution des taux de croissance des importations par zone géographique durant le premier trimestre des années 2018, 2019 et 2020.**



Source : établi par es auteurs, d'après la base de données de la Banque Mondiale (World Bank, 2023)

**Figure N°22: Evolution des taux de croissance des exportations par zone géographique durant le premier trimestre des années 2018, 2019 et 2020.**



Source : établi par es auteurs, d'après la base de données de la Banque Mondiale (World Bank, 2023)

**a) Les pays de l'Europe**

Les pays de l'Europe sont toujours les principaux partenaires de l'Algérie, avec les proportions respectives de 52,87 % au titre des importations et de 66,10 % au titre des exportations au cours du premier trimestre de l'année 2020.

### **Chapitre III : relations algero-brics : vision, opportunités en interne et défis à l'international.**

Par rapport au premier trimestre de l'année 2019, les importations originaires de l'Europe ont enregistré une baisse de l'ordre de 20,85%. Il en est de même pour les exportations de l'Algérie vers ces pays, ayant enregistré une baisse de plus de 1,65 milliards USD, soit un taux de 24,65 %.

#### **b) Les pays de l'Asie**

Les pays de la région d'Asie viennent en seconde position à hauteur de 27,75 % des importations de l'Algérie et de 18,75% des exportations. Par rapport au premier trimestre de l'année 2019, les exportations vers les pays d'Asie ont enregistré une légère diminution de plus de 2,80 %, en passant de 1,47 milliard USD à 1,43 milliards USD durant la période considérée. Par contre, les importations originaires de l'Asie ont enregistré une diminution non négligeable, estimée à près de 943,08 millions USD, soit un taux de l'ordre de 27,14%. A noter aussi que l'essentiel des échanges commerciaux de l'Algérie avec cette région sont réalisés avec la Chine (principal fournisseur de l'Algérie), suivie par l'Inde et la République de Corée, avec les parts respectives de 12,07 %, 2,77% et de 2,10%.

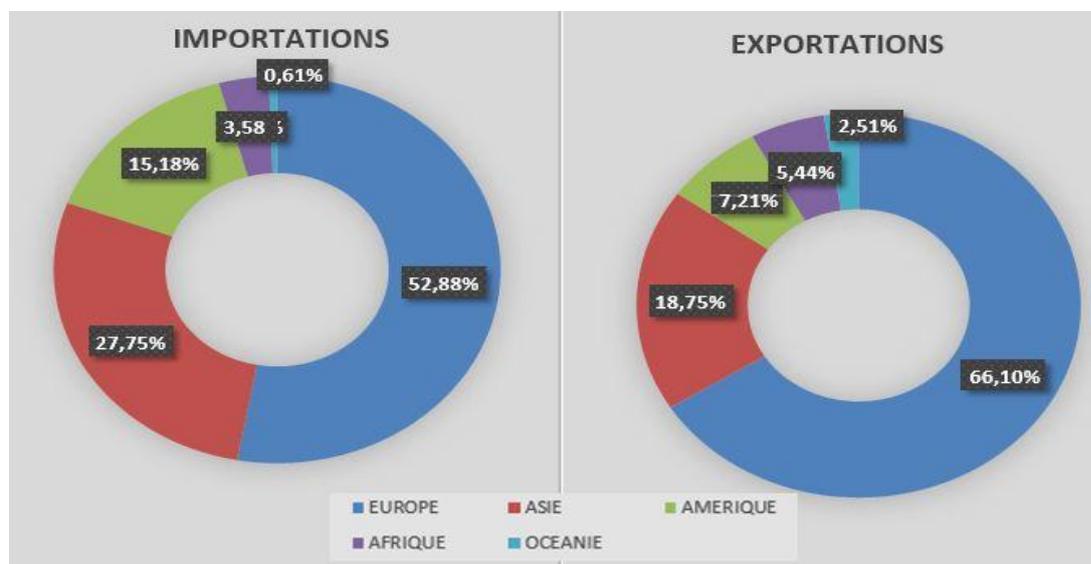
#### **c) Les autres régions**

Les échanges commerciaux entre l'Algérie et les autres régions géographiques restent toujours marqués par de faibles proportions. En effet, le volume global des échanges avec les autres régions géographiques (Amérique, Afrique, Océanie) affiche une régression de 22,23 % par rapport aux résultats enregistrés durant le premier trimestre de l'année 2019, en passant de 3,76 milliards USD à 2,92 milliards USD.

Massivement, il convient de noter ce qui suit:

- Le volume global des échanges avec les pays d'Amérique a enregistré une baisse de plus d'un quart (26,64 %) par rapport au premier trimestre de l'année 2019, en passant de 2,64 milliards USD à 1,93 milliard USD durant le premier trimestre de l'année 2020.
- Le volume des échanges avec les pays de l'Afrique a enregistré une baisse de 13,19 % par rapport au premier trimestre de l'année 2019, en passant de 853,44 millions USD à 740,91 millions USD.
- Les pays de la région de l'Océanie ont enregistré une diminution dans la valeur globale de leurs échanges avec un taux de 7,65% durant le premier trimestre de l'année 2020, en passant de 267,80 millions USD à 247,31 millions USD durant la période considérée.

Figure N°23 : Répartition des importations et des exportations par zone géographique au cours du premier trimestre de l'année 2020.



Source : établi par es auteurs, d'après la base de données de la Banque Mondiale (World Bank, 2023)

En termes de répartition des échanges commerciaux (import et export) de l'Algérie, par zone géographique au cours du premier trimestre de l'année 2020, l'essentiel de ces échanges reste toujours polarisé sur les partenaires traditionnels.

En effet, les pays de l'Europe enregistrent une part de 59,49% de la valeur globale des échanges commerciaux au cours du premier trimestre de l'année 2020, soit un montant de 9,86 milliards USD contre 12,77 milliards USD enregistrés durant la même période de l'année 2019.

Les pays de l'Asie viennent en seconde position des flux commerciaux, avec une part de 23,66 %, en passant de 4,94 milliards USD à près de 3,96 milliards USD pour les périodes considérées.

## Section 2 : Opportunités et défis d'adhésion de l'Algérie aux BRICS

Cette section sera consacrée à l'étude et l'analyse des caractéristiques macroéconomiques des pays BRICS, en faisant une comparaison basée sur l'évolution de certaines variables entre ces pays.

### 1. Comparaison des caractéristiques macroéconomiques

Dans le cadre du renforcement du groupe BRICS, quant à l'adhésion des nouveaux pays, l'Algérie a déposé sa demande officiellement le 07/11/2022. Les conditions d'adhésions seront définies en fin du mois de juin 2023, selon l'envoyée spéciale chargée des grands partenariats internationaux au ministère des affaires étrangères et de la communauté nationale à l'étranger, Leila

### Chapitre III : relations algero-brics : vision, opportunités en interne et défis à l'international.

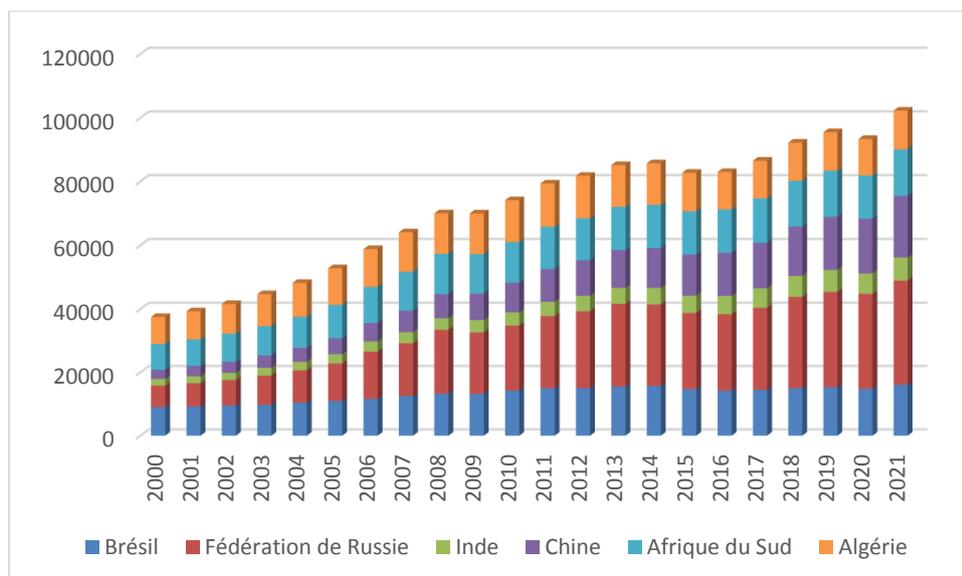
ZERROUGUI : « Nous attendons que les BRICS fixent les critères en juin prochain avec la tenue du sommet en Afrique du Sud ».

C'est pour cela, au-delà de ce qui a été évoqué supra, sur les principaux indices macroéconomiques de l'Algérie, il est aussi nécessaire de les comparer par rapport aux pays des BRICS et ce, afin de pouvoir mettre en évidence son positionnement en fonction de chaque indicateur.

#### 1.1 Le PIB par habitant, (\$ PPA internationaux courants)

Selon la Banque Mondiale, le PIB par habitant basé sur les taux de parité des pouvoirs d'achat (PIB en PPA), est le produit intérieur brut converti en dollars internationaux courants au moyen des taux de parité des pouvoirs d'achat (PPA). Un dollar international a le même pouvoir d'achat sur le PIB du pays déclarant qu'un dollar américain aux États-Unis. Le PIB au prix des acheteurs est la somme de la valeur ajoutée brute de tous les producteurs résidents d'une économie plus toutes taxes sur les produits et moins les subventions non incluses dans la valeur des produits. Elle est calculée sans effectuer de déductions pour la dépréciation des biens fabriqués ou la perte de valeur ou la dégradation des ressources naturelles. Les données sont en dollars internationaux courants.

**Figure N°24 : PIB par habitant, (\$ PPA internationaux courants)**



Source : établie par les auteurs, à partir des données de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International.

### Chapitre III : relations algero-brics : vision, opportunités en interne et défis à l'international.

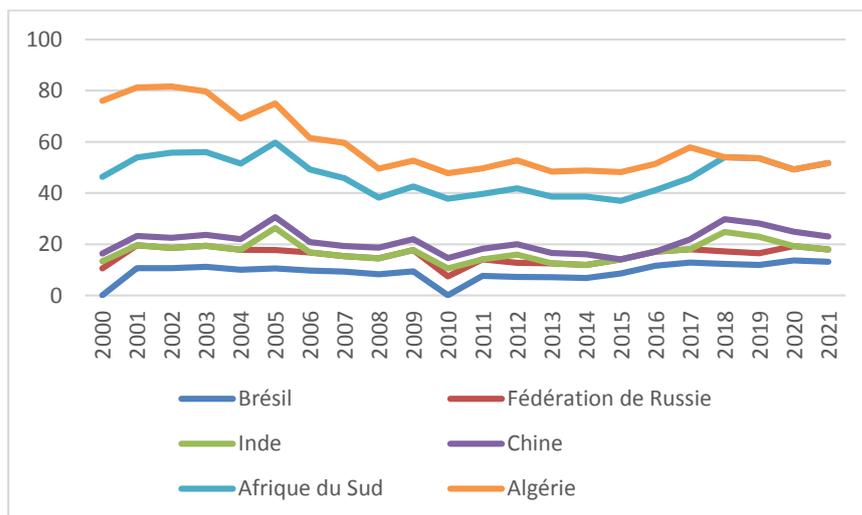
Cette figure montre clairement une nette progression du PIB par habitant entre 2000 et 2021. Cependant, on constate une évolution plus importante de cet indice, avec une cadence plus rapide, pour les pays de la rente tels : le Brésil, la Fédération de la Russie, et l'Algérie exceptionnellement en tant que candidate, par rapport autres pays émergents spécialisés beaucoup plus dans l'industrie. A noter que la structure du PIB caractérisée par la diversification de richesse dans une économie est primordiale pour en pouvoir résister en cas d'une crise sectorielle. C'est à dire bonne répartition de risque contre la chute du pouvoir en citant à titre d'exemple le cas de l'économie algérienne qui est très sensible et vulnérable à tout évènement survenu au secteur de l'énergie.

#### 1.2 Le chômage de la population active des BRICS

Selon l'organisation mondiale de travail, le chômage est défini comme : « Un employment refers to the share of the labor force that is without work, but available for and seeing employment. Definitions of labor force and un employment differ by country ». C'est-à-dire, que le chômage fait référence à la part de la population active sans travail, mais disponible pour un emploi et à la recherche d'un emploi. Les définitions de la population active et du chômage diffèrent d'un pays à l'autre.

La figure suivante illustre le taux de chômage de l'Algérie en comparaison avec les autres pays des BRICS.

Figure N°25 : Le chômage (USD courant en%)



Source : établie par les auteurs, à partir des données de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International.

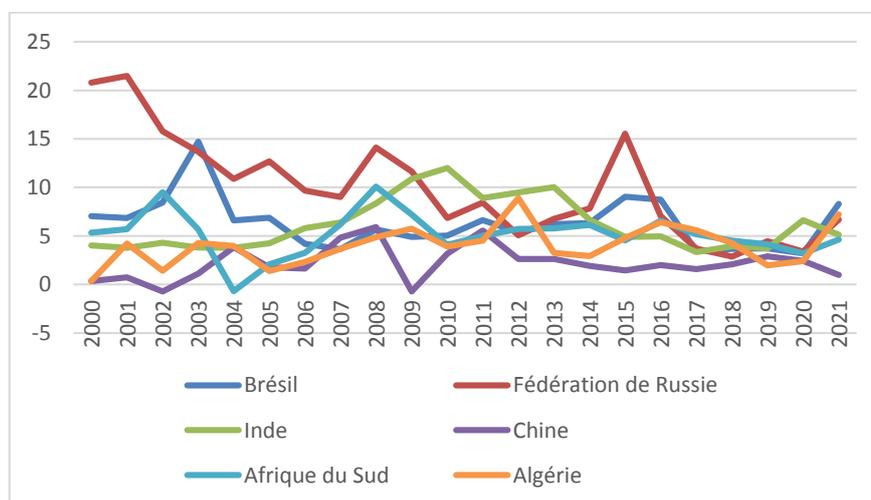
### Chapitre III : relations algero-brics : vision, opportunités en interne et défis à l'international.

Nous constatons que malgré une légère diminution, l'Algérie et l'Afrique du sud affichent des taux de chômage très inquiétants contrairement aux autres pays ayant pris des initiatives inscrites dans le cadre de la diversification des sources de richesse. A titre d'exemple, l'Etat algérien est pratiquement le leader employeur qui offre des opportunités de travail, chose que ne pourra jamais la satisfaire sans l'adhésion des opérateurs économiques du secteur privé. On conclut qu'avoir une structure économique diversifiée permet de maîtriser le chômage à des niveaux bas et de résister aux chocs sectoriels contrairement aux pays mono secteur ou bien de la rente.

#### 1.3 La stabilité des prix (inflation) au sein des BRICS

La banque mondiale la définit comme suit : « L'inflation telle que mesurée par l'indice des prix à la consommation reflète les variations du coût d'un panier de biens et services acheté par le consommateur moyen. Le contenu de ce panier peut être fixe ou être modifié à intervalles réguliers notamment chaque année. L'indice de Laspeyres est en règle générale la formule utilisée. »

Figure N° 26: Inflation, prix à la consommation (% annuel)



Source : établie par les auteurs, à partir des données de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International.

Entre 2000 et 2021, le graphique ci-dessus affiche une droite dégressive pour l'ensemble des Etats. Or que, le Brésil et l'Algérie affichaient une aggravation de l'inflation, contrairement aux autres pays BRICS qui ont manifesté une maîtrise plus au moins acceptable. Aussi, à signaler que la Chine n'a pas dépassé le seuil de 1% en 2021, chose que nous *apprécions* extraordinaire, sachant que -à titre d'exemple- la mission primordiale de la BCE est de maintenir la valeur de

### Chapitre III : relations algo-brics : vision, opportunités en interne et défis à l'international.

l'euro à la limite de moins de 2%. Il y a lieu d'attirer l'attention que dans le cadre de l'encouragement des IDE, et afin de pallier aux risques de dévaluations de la monnaie pour les investisseurs étrangers exerçant leur activité en Algérie, ces derniers sont rassurés via l'article 136 du code des marchés publics de 2015, en leur assurant la stabilité des prix quant aux risques de fluctuation du taux de change *ou bien la dévaluation de la valeur*.

D'après les trois indicateurs cités supra, l'économie algérienne qui se caractérise par la rente issue d'un seul secteur de l'énergie confirme :

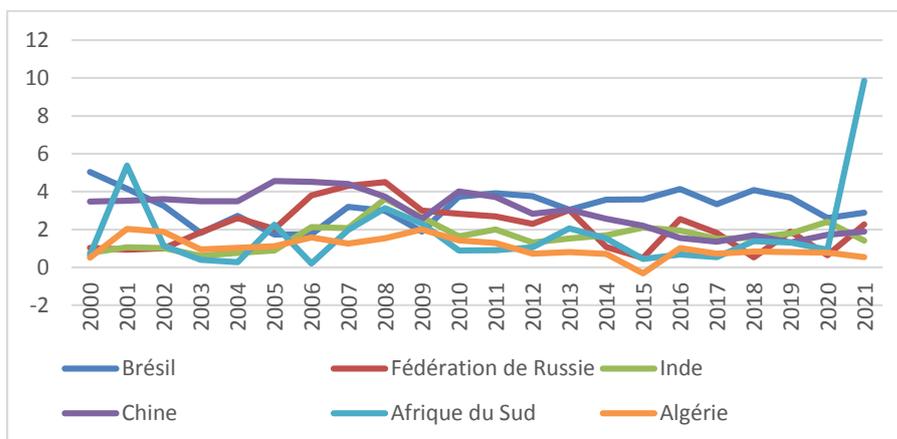
- D'une part, sa fragilité face aux crises et aux influences des marchés à l'international ;
- D'autres part, la faiblesse de l'économie en termes de volume vis-à-vis les pays BRICS.

Dans la continuité de l'étude et recherche sur l'économie algérienne, d'autres paramètres ont été analysés en l'occurrence :

#### 1.4 Les investissements Directs Etrangers (IDE)

Les investissements étrangers directs sont les rentrées nettes d'investissement pour acquérir une participation durable (10 % ou plus des actions avec droit de vote) dans une entreprise opérant au sein d'une économie autre que celle de l'investisseur. C'est la somme des fonds propres, des bénéfices réinvestis, des autres capitaux à long terme et des capitaux à court terme comptabilisés dans la balance des paiements. Cette série montre les flux entrants nets (flux nets d'investissement moins les désinvestissements) des investisseurs étrangers dans l'économie déclarante.

**Figure N° 27: Investissements Directs Etrangers, entrées nettes (% du PIB)**



**Source :** établie par les auteurs, à partir des données de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International.

### 1.5 Les investissements du portefeuille

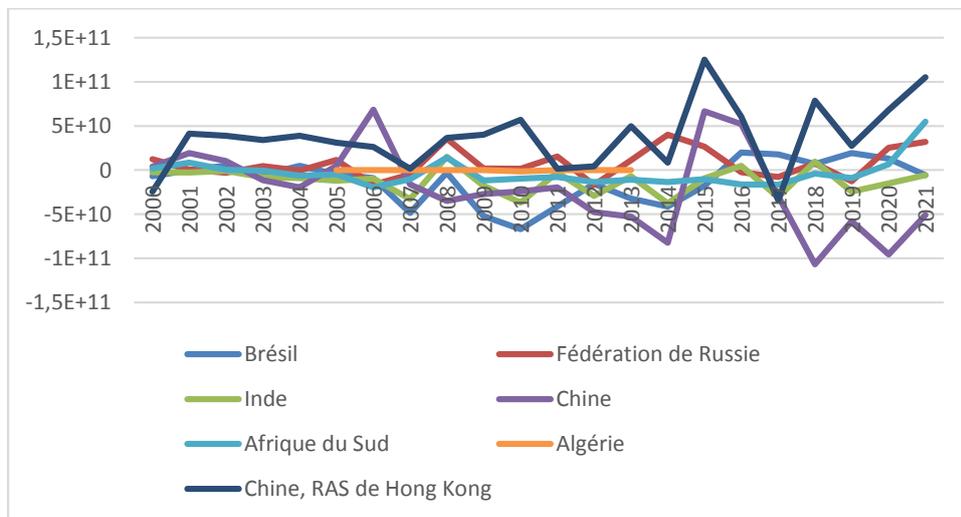
On peut définir les investissements de portefeuilles par l'ensemble des achats de titres de propriété ou de créance, émis par des agents non-résidents (à l'étranger), par des épargnants qui ne désirent pas pour autant prendre le contrôle de l'entreprise, mais simplement placer leur argent dans une optique de rentabilité.

Egalement, les investissements du portefeuille, à l'exclusion du passif constituant les réserves des autorités étrangères, désignent les transactions d'actions et de titres à revenu fixe. Ainsi, les investissements de portefeuille représentent les placements.

Ces investissements se sont beaucoup développés au niveau international avec la libéralisation des marchés financiers dans les années 1980. La suppression des contrôles des changes et l'allègement des réglementations des activités bancaires et financières ont permis aux épargnants de diversifier leurs placements au niveau mondial.

La figure suivante nous illustre une comparaison entre ces investissements en Algérie et au sein des pays des BRICS, comme suit :

Figure N°28 : Investissements du portefeuille nets (BDP, \$ US courants)



Source : établie par les auteurs, à partir des données du Fonds Monétaire International.

Selon la figure ci-dessous, les grands bénéficiaires de cet apport de capitaux sont pour l'essentiel sont la Chine (RAS de Hong Kong), en premier lieu, puis viendront le Brésil et la Russie, en deuxième et troisième position. Ces pays ont investi une grande partie de leur fonds dans les placements internationaux pour financer leurs déficits budgétaires et des transactions courantes. Pour l'Algérie, la donnée la plus disponible faut référence à l'année de 2010, où le montant des investissements du portefeuille représentait -8 253 950 Millions de dollars. Depuis cette date,

### **Chapitre III : relations algero-brics : vision, opportunités en interne et défis à l'international.**

cette valeur est « nulle », ce qui pose plus qu'une interrogation sur la capacité, ou la volonté, de ce pays à investir dans les transactions d'actions et de titres à revenu fixe. Donc, on peut conclure, que depuis 2013, Ainsi, les investissements de portefeuille représentent les placements.

#### **2. Les ambitions algériennes**

Avec une structure économique dominée par le pétrole, l'agriculture et les services à faible valeur ajoutée, une population de 44 millions d'habitants, un PIB de \$166 milliards, un revenu par tête d'habitant de \$3720 en 2021, une faible intégration à l'économie mondiale, les institutions de Bretton Woods qualifient l'Algérie de pays exportateur de pétrole à revenu moyen. Il est loin de faire partie du groupe des pays émergents qui se distinguent, entre autres, par une croissance et une stabilité forte et soutenue qui peuvent produire des biens à plus forte valeur ajoutée et présentent des similarités avec les économies avancées non seulement en termes de revenus, mais aussi de participation au commerce mondial et à l'intégration des marchés financiers.

Seules des transformations structurelles importantes et un arrimage progressif à l'économie mondiale lui permettra d'acquérir un poids et une voie sur la scène internationale. De ce fait, sur la seule base de critères économiques, l'Algérie ne se qualifie donc pas pour être membre des BRICS qui a rassemblé depuis sa naissance des pays émergents.

Par contre, si les BRICS se donnent une stratégie à long terme pour devenir un acteur puissant dans la gouvernance mondiale et peser sur cette dernière, et si les critères d'admission sont élargis aux pays qui aspirent à devenir émergents, l'Algérie devrait alors rejoindre ce groupe.

Deux raisons fondamentales peuvent être avancées :

**1.** Premièrement, l'Algérie a une longue tradition de lutte en faveur d'une gouvernance économique mondiale équitable, d'un transfert de ressources aux pays en développement et d'un renforcement des échanges commerciaux sud-sud. Ces thèmes ont été au centre du discours historique prononcé le 10 avril 1974 à la tribune de l'ONU par le défunt président Boumediène. L'Algérie devrait continuer à porter dans ce nouveau forum des BRICs.

**2.** Deuxièmement, cela offrira une dynamique économique au pays en appui d'une trajectoire en direction du statut de pays émergent. Pour ce faire, le pays doit se doter d'une stratégie de développement à long terme et créer une économie forte et indépendante en entamant d'ores et déjà un plan ambitieux de réformes structurelles pour une insertion productive au sein de l'économie mondiale (le découplage de la Chine étant une vision de l'esprit).

## Chapitre III : relations algero-brics : vision, opportunités en interne et défis à l'international.

Dans le monde actuel, les poids économiques des pays sont les déterminants principaux de la place d'un pays sur l'échiquier mondial et de la voix qu'il peut porter.

### Section 3 : Optimalité monétaire et projet de création d'une nouvelle monnaie

Selon la théorie des Zones Monétaires Optimales (ZMO), plus deux économies sont intégrées (échanges de personnes, biens et capitaux sont élevés), plus le besoin et les bienfaits des changes fixes ou d'une monnaie unique augmentent, et donc les avantages de cette union dépassent les inconvénients. La question qui se pose alors : *A quelles conditions une zone peut-elle se passer des taux de change en cas d'un choc asymétrique ?*

La réponse à cette question est donnée par la théorie des ZMO. Elle constitue l'une des plus importantes contributions scientifiques, et qui va servir dès les années 60 de cadre d'analyse aux nombreux débats sur le bien-fondé de la création d'une monnaie européenne. Elle apporte la réponse à la question: *Quels sont les critères économiques selon lesquels diverses régions du monde pourraient décider d'adopter une monnaie commune?*

D'autres conditions sont apportées par MCKINNON (1963) et KENEN (1969), et autres, nous en citerons les suivants.

#### 1. Les critères relatifs à la mobilité des facteurs de production sont-ils respectés?

Dans ce point, nous traiterons les critères traditionnels. C'est-à-dire, les critères relatifs à la mobilité des facteurs de production : mobilité du travail, des capitaux, des prix et des salaires.

##### 1.1 La mobilité du travail

Selon MUNDELL (1961), le pays qui connaît un important taux de chômage et un déficit au niveau de sa balance courante, pourrait voir sa main d'œuvre migrer vers des pays de la zone qui ont un faible taux de chômage, permettant ainsi un rééquilibrage par le biais de déplacement de la demande.

Les tableaux suivants nous renseignent sur les moyennes des taux de chômage et de la balance commerciale de certains pays de la zone.

**Table N°6. Taux de chômage par pays en % (2011/2021)**

| Taux de chômage       | 11    | 12    | 13    | 14    | 15    | 16    | 17    | 18    | 19    | 20    | 21    |
|-----------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| <b>Russie</b>         | 6,53  | 5,44  | 5,46  | 5,15  | 5,57  | 5,55  | 5,21  | 4,84  | 4,5   | 5,59  | 4,71  |
| <b>Chine</b>          | 4,09  | 4,09  | 4,05  | 4,09  | -     | -     | 3,90  | 4,92  | 5,15  | 5,61  | 5,11  |
| <b>Brésil</b>         | 7,57  | 7,25  | 7,07  | 6,76  | 8,53  | 11,57 | 12,78 | 12,32 | 11,93 | 13,69 | 13,15 |
| <b>Inde</b>           | -     | 3,22  | -     | -     | -     | -     | -     | 7,65  | 6,51  | -     | -     |
| <b>Afrique du Sud</b> | 21,42 | 21,79 | 22,04 | 22,61 | 22,87 | 24,02 | 23,98 | 24,21 | 25,54 | 24,34 | 28,77 |
| <b>Algérie</b>        | 9,96  | 11    | 9,83  | 10,6  | 11,21 | 10,5  | 11,66 | 13,15 | 11,38 | 14,24 | 14,50 |

Source : constitué par les auteurs, à partir de données de la banque mondiale

Ce tableau montre clairement qu'il existe une grande disparité des taux de chômage entre les pays des BRICS. En effet, nous constatons que la Russie et la Chine enregistrent des taux beaucoup moins bas que les autres pays, depuis 2011 à 2021. L'Afrique du Sud est le pays où le taux de chômage est le plus élevé, il fait même le double du taux Algérien.

Depuis la crise financière de 2008, une attention croissante s'est portée sur la création d'emplois plus décents et productifs destinés aux jeunes. Dans le cadre de l'élaboration de l'Agenda des Objectifs du Développement Durable (ODD) post-2015, cette tendance a récemment été formalisée dans la troisième dimension clé : « Développement social inclusif ».

Selon les estimations de la banque mondiale, d'ici 2050, le Brésil, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud devraient constituer à eux seuls la plus grande économie mondiale. C'est dans cette perspective que l'association des BRICS a vu le jour en 2006. Depuis, le programme social de ces pays s'est concentré sur deux thèmes : la création d'emplois et la jeunesse des BRICS, qui représente actuellement autour d'un 5<sup>ème</sup> de la population mondiale en âge de travailler. L'une des priorités absolues de ce groupe, consiste à profiter du niveau exceptionnellement bas de son ratio de dépendance démographique. Or, cette tendance démographique touche bientôt à sa fin pour certains pays des BRICS. En Russie et au Brésil, si aucune mesure n'est prise, la population « dépendante » dépassera théoriquement celle en âge de travailler d'ici 2050.

Dans le cas de la Chine, cette étape pourrait même être franchie quinze ans plus tôt. Une telle perspective implique deux constats : premièrement, les États ne peuvent repousser davantage le moment d'investir dans l'insertion productive de leurs jeunes. Deuxièmement, de tels investissements doivent permettre d'accroître la productivité et de renforcer les réseaux de protection sociale pour que les jeunes d'aujourd'hui ne soient pas livrés à eux-mêmes une fois

### **Chapitre III : relations algero-brics : vision, opportunités en interne et défis à l'international.**

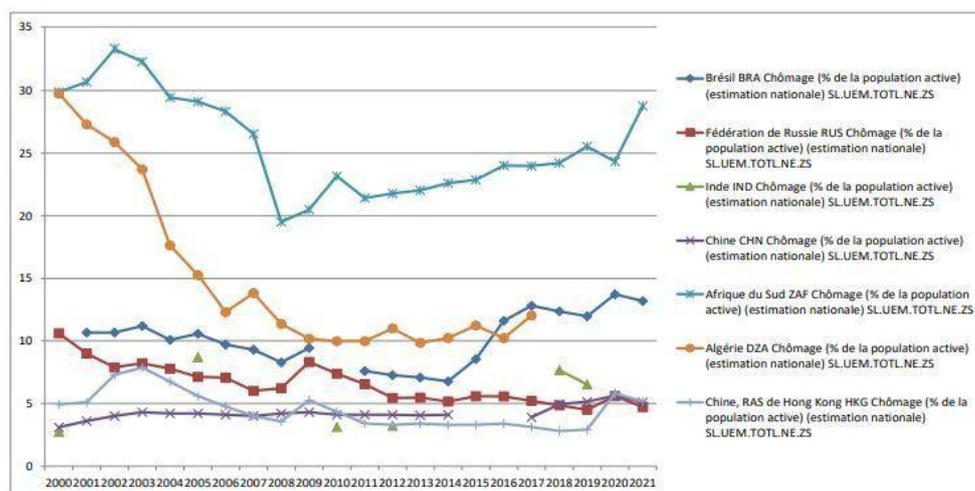
âgés.

Selon notre analyse, ces programmes d'inclusion des jeunes sont capables d'atténuer, voire de contrebalancer, les défauts du marché. Ils sont donc propices à une transition démographique sans heurts vers une croissance inclusive. En Afrique du Sud, où les chiffres du chômage chez les jeunes sont les plus alarmants, ce sont les jeunes et les femmes qui profitent le plus du programme de travaux publics étendus (Expanded Public Works Programme, EPWP).

Pour permettre aux BRICS de profiter de leur atout démographique dans un contexte de crise financière mondiale, notre analyse suggère qu'il serait préférable de faire des choix politico-économiques visant à l'expansion plutôt qu'à la contraction. Il serait bon en effet que les investissements soient faits non seulement par l'intermédiaire du marché, mais aussi par celui de politiques et de programmes sociaux capables de cibler les jeunes les plus vulnérables et marginalisés. Il convient néanmoins de reconnaître que les structures institutionnelles nécessaires ne sont pas encore tout à fait fonctionnelles dans les BRICS : en Russie, de nombreuses initiatives manquent encore de progressivité ; en Inde, les programmes d'assistance ne sont pas adaptés aux conditions de travail précaires ; en Chine, dans le cas des migrants, le système Hukou n'est pas encore parvenu à réconcilier les filets sociaux étatiques et les réseaux traditionnels de soutien familial.

Dans l'ensemble, il est essentiel de mieux coordonner les initiatives existantes, mais également de mettre au point des mécanismes qui ne se contentent pas de combler les lacunes éducatives du passé ni de précipiter les jeunes dans le monde du travail. Il convient d'intégrer les jeunes d'une façon productive qui permette à ces derniers d'exprimer leur créativité, de défendre et de promouvoir activement de nouvelles valeurs, de devenir des facteurs de changement social et de jouir d'une autonomie accrue.

Figure N°29. Le chômage.



Source : établie par les auteurs, à partir des données de la Banque Mondiale.

La différence des taux de chômage entre les pays de la zone permet d'expliquer également, en partie, la différence entre leur pouvoir d'achat et donc leur homogénéité en termes de demande de biens et services et impacter ainsi leurs habitudes de consommation et de comportement.

Tableau N°7. L'évolution de la balance commerciale en % du PIB (2011/2021)

| Trade Balance  | 11    | 12    | 13    | 14    | 15     | 16     | 17     | 18    | 19    | 20     | 21    |
|----------------|-------|-------|-------|-------|--------|--------|--------|-------|-------|--------|-------|
| Russie         | 8,07  | 6,66  | 5,40  | 6,42  | 8,04   | 5,19   | 5,30   | 10,00 | 7,63  | 5,13   | 9,54  |
| Chine          | 2,39  | 2,71  | 2,45  | 2,11  | 3,243  | 2,27   | 1,75   | 0,65  | 0,92  | 2,41   | 2,60  |
| Brésill        | -0,76 | -1,35 | -2,30 | -2,66 | -1,153 | 0,39   | 0,71   | 0,39  | -0,64 | 0,69   | 1,01  |
| Inde           | -6,54 | -6,72 | -2,98 | -2,98 | -2,29  | -1,76  | -3,15  | -3,76 | -2,58 | -0,38  | -2,49 |
| Afrique du Sud | 0,75  | -1,30 | -2,11 | -1,49 | -1,29  | 0,45   | 1,14   | 0,49  | 0,54  | 4,39   | 6,16  |
| Algérie        | 10,10 | 8,37  | 2,80  | -1,43 | -13,35 | -14,18 | -10,05 | -6,34 | -6,38 | -10,67 | 0,19  |

Source : constitué par les auteurs, à partir de données de la banque mondiale et du FMI,

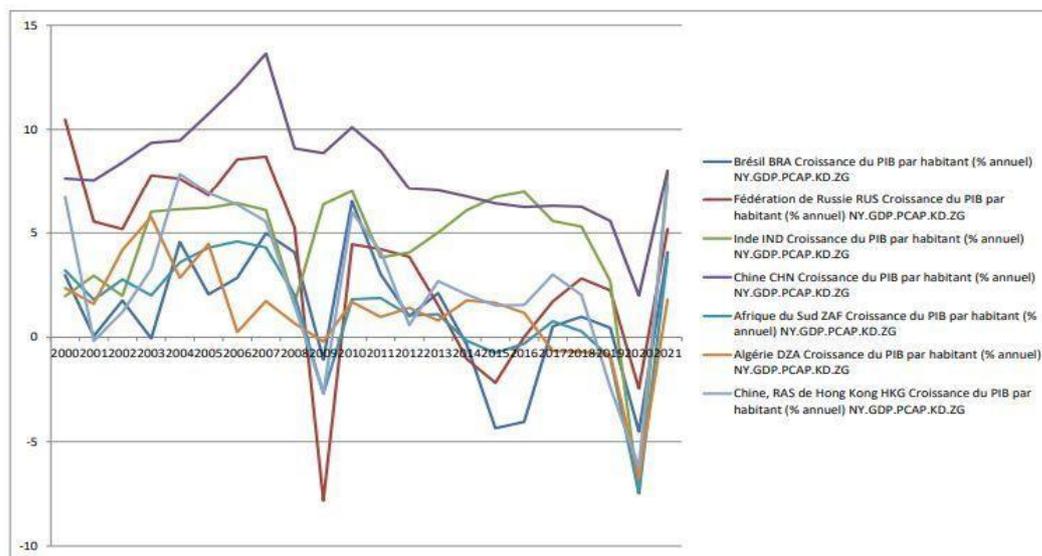
On constate que la Russie et la Chine ont toujours présenté une balance commerciale positive, alors que les autres pays enregistrent des volatilités significatives positives et négatives à la fois. Cependant, l'Inde est le pays qui enregistre une balance commerciale négative structurelle. En somme, on peut donc en déduire que la main d'œuvre des pays comme le Brésil, l'Afrique du Sud, et même l'Inde, peuvent se déplacer vers la Russie ou la Chine à la recherche d'emploi. L'Algérie est un cas exceptionnel, il est difficile d'en tirer des conclusions quant à la volonté des algériens de se déplacer vers ces pays à la recherche d'emploi.

### 1.2 La mobilité des capitaux

En 1969, INGRAM explique qu'une zone monétaire optimale est une zone financière pleinement intégrée, de façon à ce que les déficits seront financés, de manière automatique, sans effectuer de quelconques pressions, ni sur les taux d'intérêt, ni sur les taux de change.

Comme le montre le graphique ci-après, on constate des performances macroéconomiques des pays des BRICS. Tout d'abord, les taux de croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) ont été plus importants que prévu. Ensuite, la croissance du PIB s'est accompagnée de transformations structurelles. Premièrement, ces quatre pays ont intégré les mécanismes de marché dans de nombreux secteurs d'activités, notamment lors de la modernisation de leurs systèmes bancaires et, plus largement, dans les modes de financement de l'investissement. Deuxièmement, ils se sont spécialisés dans des productions de biens ou de services destinés à l'exportation, ce qui a favorisé la croissance, l'emploi et l'accumulation de réserves de change. Troisièmement, ces pays se sont aussi illustrés par une maîtrise de leurs déficits publics et l'adoption de régimes de change plus flexibles. Enfin, les marchés financiers des BRIC sont devenus plus attractifs pour l'épargne des pays développés, soit parce que les taux de rentabilité sur les marchés d'actions étaient élevés, soit parce que les marchés obligataires étaient devenus moins risqués par rapport aux décennies précédentes.

Figure N°30. Indicateurs du développement dans le monde.



Source : établie par les auteurs, à partir des données de la Banque Mondiale.

### 1.3 Flexibilité des prix et des salaires

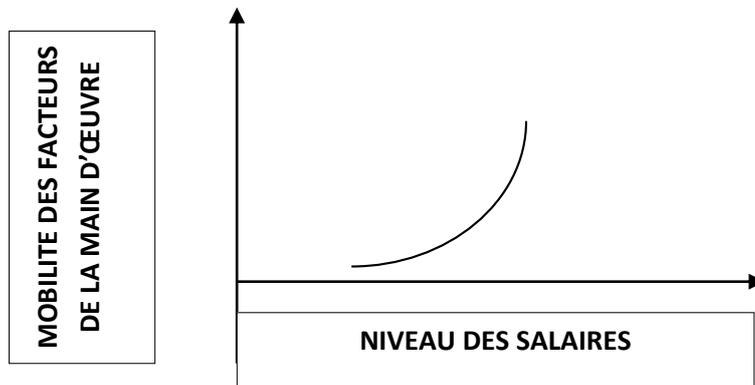
En dehors d'une zone monétaire, le retour à l'équilibre se fait en jouant sur le taux de change.

Dans une zone monétaire présentant alors un taux de change fixe, la mobilité de la main

### Chapitre III : relations algero-brics : vision, opportunités en interne et défis à l'international.

d'œuvre peut jouer un rôle stabilisateur. Si les salaires sont élevés dans un des pays, cela accroîtrait la mobilité de la main d'œuvre de ce dernier. Il s'en suivrait alors une prospérité dans ce pays et une diminution de chômage dans le pays d'émigration.

**Figure N°31 : Relation entre niveau des salaires et mobilité de la main d'œuvre**



**Source :** MOUFFOK Nacer-Eddine, (2013). « La politique monétaire dans la zone euro : règles de conduite, objectifs et canaux de transmission », thèse de doctorat, université Paris-Vincennes, France.

En résumé, une zone présentant une parfaite mobilité de la main d'œuvre se rapproche davantage à une zone monétaire optimale. Dans notre situation, il existe déjà une certaine facilité pour la mobilité de la main d'œuvre. En effet, les brésiliens et les indiens sont de plus en plus volontaires à se déplacer en Chine et en Russie à la recherche d'emploi. Le paradoxe est constaté au niveau des chinois qui sont très mobiles sur le marché de travail, à la recherche d'emploi, alors que le taux de chômage en Chine est relativement bas par rapport aux pays d'accueil comme le Brésil, l'Afrique du Sud, ou même l'Algérie. La seule explication qu'on peut avancer est que le salaire et le pouvoir d'achat sont moins élevés en Chine que dans ces pays d'accueil, ce qui les pousse à quitter leur pays pour une meilleure vie.

## Chapitre III : relations algero-brics : vision, opportunités en interne et défis à l'international.

### 2. Les critères relatifs aux degrés d'ouverture et de diversification sont-ils remplis ?

Ce point nous permettra d'étudier certains critères, qu'on appelle les critères modernes, liés à l'intégration fiscale et budgétaire, ainsi que les critères d'homogénéité des préférences.

#### 2.1 Les critères d'intégration fiscale/fédéralisme budgétaire et d'homogénéité sont-ils remplis ?

Nous allons essayer d'étudier les autres critères modernes : les critères d'intégration fiscale/fédéralisme budgétaire et d'homogénéité, liés aux degrés de diversification économique.

##### 2.1.1 L'intégration fiscale/fédéralisme budgétaire

Un autre critère de zone monétaire optimale a été mis en évidence par l'économiste G Johnson. Il concerne l'« intégration fiscale » qui peut, ou doit, exister entre les pays candidats à une zone monétaire optimale. Ce critère met en avant l'importance de l'existence de mécanismes de stabilisation automatique pour rétablir l'équilibre macroéconomique entre ces pays. Pour Johnson, les transferts constituent une variable potentielle d'ajustement. C'est une mutualisation des risques qui pourrait être assurée par des transferts de ressources dans le cadre d'un budget fédéral. Donc, l'intégration fiscale constitue un mécanisme de stabilisation automatique des déséquilibres entre les régions.

Il sera question d'analyser le solde budgétaire ainsi que les recettes publiques par rapport au PIB des pays intra-zone.

**Tableau N°8 : Solde net du compte financier (en millions USD courants)**

| Solde (% du PIB) | 11                       | 12                       | 13                   | 14                   | 15                       | 16                       | 17                       | 18                        | 19                       | 20                       | 21                   |
|------------------|--------------------------|--------------------------|----------------------|----------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|---------------------------|--------------------------|--------------------------|----------------------|
| <b>Russie</b>    | 8875147<br>0000          | 556932<br>50000          | 24135520<br>000      | 23445630<br>000      | 70327<br>46000<br>0      | 18304<br>80000<br>0      | 34570<br>15000<br>0      | 11668600<br>0000          | 63410<br>54000<br>0      | 39074<br>85000<br>0      | 122318<br>980000     |
| <b>Chine</b>     | 1277773<br>01831,89<br>2 | 132589<br>661109,<br>797 | 88331174<br>649,8887 | 16914115<br>7551,48  | 91522<br>91032<br>3      | -<br>27594<br>34128<br>4 | -<br>18021<br>10521<br>6 | -<br>15379531<br>4236,655 | -<br>26598<br>36500<br>3 | 89997<br>01016<br>2      | 149992<br>236269     |
| <b>Brésil</b>    | -<br>8898877<br>2857     | -<br>939296<br>95160     | -<br>89601938<br>961 | -<br>1,08932E<br>+11 | -<br>65429<br>52474<br>6 | -<br>22191<br>68080<br>3 | -<br>20406<br>38590<br>9 | -<br>55783716<br>230      | -<br>67347<br>20643<br>5 | -<br>16260<br>26327<br>5 | -<br>501678<br>84371 |
| <b>Inde</b>      | -<br>6439052<br>7321     | -<br>902377<br>32678     | -<br>48032186<br>556 | -<br>29990268<br>879 | -<br>22879               | -<br>11826               | -<br>38980               | -<br>64497721<br>340      | -<br>31261               | 32923<br>99451<br>7      | -<br>330887<br>18914 |

### Chapitre III : relations algero-brics : vision, opportunités en interne et défis à l'international.

|                       |                      |                      |                      |                      |                          |                          |                          |                      |                          |                          |                 |
|-----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|----------------------|--------------------------|--------------------------|-----------------|
|                       |                      |                      |                      |                      | 78150<br>6               | 63079<br>8               | 35679<br>6               |                      | 60959<br>5               |                          |                 |
| <b>Afrique du Sud</b> | -<br>1241723<br>5678 | -<br>242653<br>03539 | -<br>18617944<br>939 | -<br>22978010<br>141 | -<br>16333<br>41680<br>5 | -<br>87597<br>29817      | -<br>81977<br>52012      | -<br>11425180<br>676 | -<br>71949<br>50237      | 78700<br>90510           | 166975<br>88820 |
| <b>Algérie</b>        | 1759215<br>2286      | 969368<br>8061       | 38961857<br>1,8      | -<br>96204786<br>35  | -<br>27199<br>12919<br>9 | -<br>25936<br>34851<br>1 | -<br>22088<br>67090<br>8 | -<br>16619967<br>828 | -<br>17032<br>98226<br>8 | -<br>18906<br>41651<br>4 | -               |
| <b>BRICS</b>          |                      |                      |                      |                      |                          |                          |                          |                      |                          |                          |                 |

Source : constitué par les auteurs, à partir de données de la banque mondiale et du FMI,

Ci-après, les recettes publiques, par rapport au PIB des pays intra-zone :

**Tableau N°9 : Revenus fiscaux par rapport au PIB (2011-2021)**

| Rec Pub (% du PIB)    | 2011  | 2012  | 2013  | 2014  | 2015  | 2016  | 2017  | 2018  | 2019  | 2020  | 2021  |
|-----------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| <b>Russie</b>         | 13,95 | 13,75 | 12,93 | 13,25 | 10,64 | 9,18  | 10,28 | 11,46 | 10,93 | 10,82 | 12,02 |
| <b>Chine</b>          | 10,31 | 10,25 | 9,90  | 9,67  | 9,37  | 9,12  | 9,41  | 9,05  | 8,49  | 8,09  | -     |
| <b>Brésil</b>         | 14,85 | 14,33 | 14,12 | 13,49 | 13,62 | 13,71 | 13,60 | 13,94 | 13,73 | 12,96 | 14,67 |
| <b>Inde</b>           | 10,17 | 10,83 | 11,00 | 9,984 | 10,56 | 11,14 | 11,38 | 12,01 | -     | -     | -     |
| <b>Afrique du Sud</b> | 22,87 | 23,34 | 23,83 | 24,43 | 25,04 | 24,82 | 24,76 | 24,96 | 24,91 | 23,30 | -     |

Source : constitué par les auteurs, à partir de données de la banque mondiale et du FMI,

D'après les deux tableaux ci-avant, certains Etats de notre étude ont des déficits structurels de leur solde budgétaire, comme l'Inde et le Brésil, alors que les revenus fiscaux de ce dernier ont toujours été positifs. D'autres Etats enregistrent des volatilités positives et négatives très significatives, comme la Chine, alors que le solde net du compte financier ainsi que les revenus fiscaux de la Russie ont toujours été positifs. D'ailleurs, le solde net du compte financier des BRICS est très instable depuis plusieurs années et n'est positif que depuis les deux dernières années. Il leur sera difficile de combler les déficits des uns et des autres. Néanmoins, ils peuvent mettre en commun un budget fédéral qui sera alimenté par 2% du PIB de chaque pays, par exemple, tel le cas de la zone euro.

#### 2.1.2 L'homogénéité des préférences

Pour l'étudier, il faut analyser plusieurs indices, parmi lesquels nous prendrons : l'indice des prix à la consommation, le taux de croissance du PIB, ainsi que d'autres facteurs

### Chapitre III : relations algero-brics : vision, opportunités en interne et défis à l'international.

d'homogénéité tels, le climat, la religion et la langue. Ces différents indices sont résumés dans les tableaux suivants :

**Tableau N°10 : L'évolution de l'indice des prix à la consommation**

| IPC            | 11   | 12   | 13    | 14   | 15    | 16   | 17   | 18   | 19   | 20    | 21   |
|----------------|------|------|-------|------|-------|------|------|------|------|-------|------|
| Russie         | 8,44 | 5,07 | 6,75  | 7,82 | 15,53 | 7,04 | 3,68 | 2,87 | 4,47 | 3,38  | 6,69 |
| Chine          | 5,55 | 2,61 | 2,62  | 1,92 | 1,43  | 2,00 | 1,59 | 2,07 | 2,89 | 2,415 | 0,98 |
| Brésil         | 6,63 | 5,40 | 6,20  | 6,32 | 9,02  | 8,73 | 3,44 | 3,66 | 3,73 | 3,21  | 8,30 |
| Inde           | 8,91 | 9,47 | 10,01 | 6,66 | 4,90  | 4,94 | 3,32 | 3,93 | 3,72 | 6,62  | 5,13 |
| Afrique du Sud | 4,99 | 5,72 | 5,78  | 6,12 | 4,54  | 6,57 | 5,18 | 4,51 | 4,12 | 3,21  | 4,61 |
| Algérie        | 4,52 | 8,89 | 3,25  | 2,91 | 4,78  | 6,39 | 5,59 | 4,26 | 1,95 | 2,41  | 7,22 |

Source : constitué par les auteurs, à partir de données de la banque mondiale et du FMI,

La différence des taux de croissance du PIB entre les pays de la zone permet d'expliquer, en partie, les besoins de consommation et de comportement des citoyens et donc une capacité d'intégration, facile, de leur population.

**Tableau N°11 : L'évolution du taux de croissance du PIB (2010-2021)**

| TAUX DU PIB Réel % | 11   | 12   | 13   | 14   | 15    | 16    | 17   | 18   | 19   | 20    | 21   |
|--------------------|------|------|------|------|-------|-------|------|------|------|-------|------|
| Russie             | 4,30 | 4,02 | 1,75 | 0,73 | -1,97 | 0,19  | 1,82 | 2,80 | 2,19 | -2,66 | 4,74 |
| Chine              | 9,55 | 7,86 | 7,76 | 7,42 | 7,04  | 6,84  | 6,94 | 6,74 | 5,95 | 2,23  | 8,10 |
| Brésil             | 3,97 | 1,92 | 3,00 | 0,50 | -3,54 | -3,27 | 1,32 | 1,78 | 1,22 | -3,87 | 4,61 |
| Inde               | 5,24 | 5,45 | 6,38 | 7,41 | 7,99  | 8,25  | 6,79 | 6,45 | 3,73 | -6,59 | 8,68 |
| Afrique du Sud     | 3,16 | 2,39 | 2,48 | 1,41 | 1,32  | 0,66  | 1,15 | 1,52 | 0,30 | -6,34 | 4,91 |
| Algérie            | 2,89 | 3,4  | 2,8  | 3,8  | 3,7   | 3,2   | 1,3  | 1,2  | 1    | -5,1  | 3,5  |

Source : constitué par les auteurs, à partir de données de la banque mondiale et du FMI,

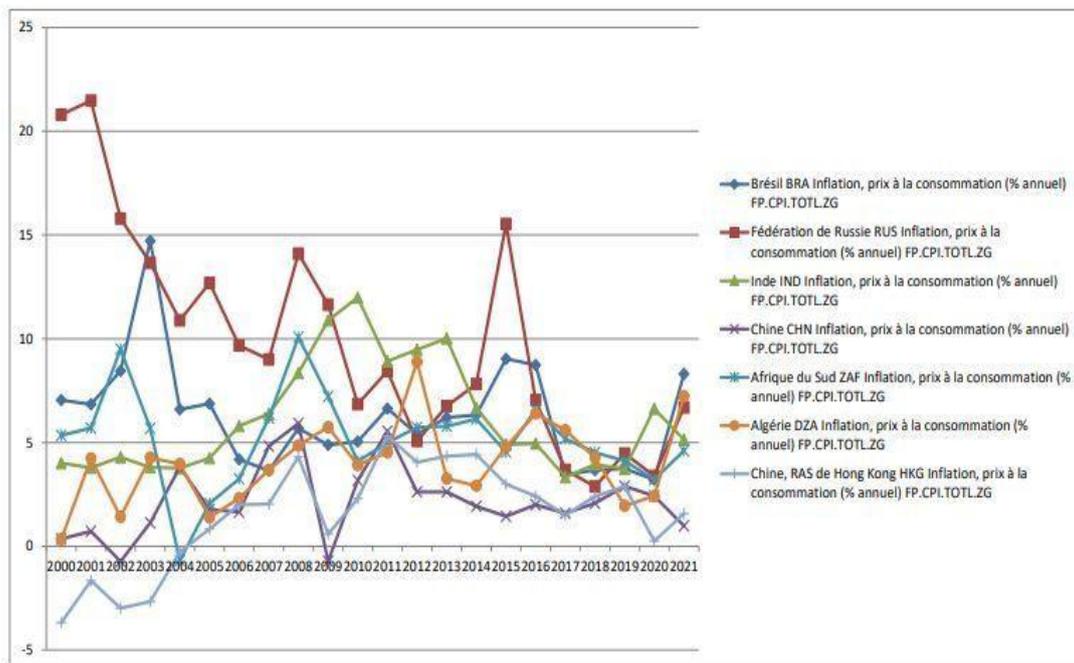
Comme l'indiquent les tableaux et le graphe ci-après, depuis 2000 la Chine a généralement le taux d'inflation le plus stable du bloc BRICS, avec une variation annuelle oscillant entre moins 1 et 6%, un indice des prix à la consommation en dessous de 3% depuis 2012 (0,98% en 2021), et un taux de croissance de PIB très élevé (8,10% en 2021 ; 8,68% pour l'Inde). En revanche, les taux d'inflation en Russie ont atteint les niveaux les plus élevés des deux dernières décennies, en particulier au début des années 2000 lors de la crise financière de 2008 et après 2014 lorsque son économie a été affectée par la chute des prix internationaux de pétrole et les sanctions imposées pour annexion de la Crimée. Même hausse de l'indice des prix à la

**Chapitre III : relations algero-brics : vision, opportunités en interne et défis à l'international.**

consommation est enregistrée au Brésil, notamment en 2021 (8,30%), et un taux de croissance de PIB le moins élevé tout au long de notre période d'étude.

Nous constatons, en général, une convergence à la hausse des taux de croissance du PIB de la Chine et de l'Inde (un peu plus de 8%), alors que ce taux est moins élevé dans les autres pays (un peu plus de 4), ce qui dénote qu'il existe une certaine disparité entre les pays des BRICS. Cette divergence est constatée également en termes de l'indice des prix à la consommation.

**Figure N°32. Inflation, prix à la consommation.**



Source : établie par les auteurs, à partir des données de la Banque Mondiale.

Ci-après, l'homogénéité des préférences de certains pays de la zone.

**Tableau N°12 : Homogénéités**

|               | Type de gouvernement                                    | Langue officielle | Religion              | Climat             |
|---------------|---|-------------------|-----------------------|--------------------|
| <b>Russie</b> | Semi-fédéral Présidentiel<br>Constitutionnel République | Russe             | Chrétienne orthodoxes | Continental        |
| <b>Chine</b>  | Parti unique État socialiste                            | Chinoise          | Sans religion         | Subtropical humide |
| <b>Brésil</b> | Fédéral Présidentiel Constitutionnel<br>République      | Portugais         | Chrétienne            | Tropicale          |

### Chapitre III : relations algero-brics : vision, opportunités en interne et défis à l'international.

|                       |   |                     |                        |  |                      |
|-----------------------|---|---------------------|------------------------|--|----------------------|
| <b>Inde</b>           | Fédéral Parlementaire<br>Constitutionnel République     | Indienne<br>Anglais | Plusieurs<br>religions |  | Tropical             |
| <b>Afrique du Sud</b> | Unitaire<br>Constitutionnel Parlementaire<br>République | Anglais             | Chrétienne             |  | Climat tempéré chaud |
| <b>Algérie</b>        | République Démocrate et Populaire                       | Arabe/<br>Kabyle    | Musulmane              |  | Méditerranéen        |

Source : constitué par les auteurs, à partir de données de la banque mondiale et du FMI,

Nous constatons qu'il existe une divergence en termes d'homogénéité (les quatre facteurs) entre certains pays des BRICS. Cette disparité peut freiner les ambitions quant à une union économique et monétaire aboutissant à la création d'une monnaie unique.

Ce groupe ne constitue pas un ensemble homogène. Dans ces conditions, il ne constituerait une ZMO à moins qu'ils mettent en place des critères de convergence.

### Conclusion

L'Algérie a émis officiellement le vœu d'intégrer le puissant groupe des BRIC. L'analyse de ses variables macroéconomiques ne donne pas une grande satisfaction quant à son apport économique et pourrait même le ralentir, du fait de sa particularité d'économie rentière. Cela poserait également la question sur les autres demandes d'adhésion au BRICS.

En somme, la disparité des économies des BRICS ne présente pas toutes les garanties quant à l'intégration à une zone monétaire commune qui pourrait aider à la diversification des ces économies.

En effet, de par l'observation des degrés d'ouverture, ainsi que les volumes d'échanges, nous constatons que les échanges entre ces Etats sont relativement faibles, dus au manque de diversification des économies domestiques qui restent basées sur l'agriculture et l'exploitation de minerais non transformés localement

Ainsi, il est ainsi essentiel de mieux coordonner les initiatives existantes, mais également de mettre au point des mécanismes qui ne se contentent pas de régler les divergences. Du fait de la présence d'une monnaie commune et un taux de change fixe, les coûts de transactions deviennent quasi-nulles. On obtient alors une certaine fluidité dans les transactions.

# **Conclusion générale**

## Conclusion générale

Les BRICS ont mis en place, depuis leur création, une zone de libre échange, de déplacement de personnes et de leurs biens. C'est une étape préalable à la mise en place d'une zone monétaire. Au sein de celle-ci, nous comptons plusieurs marchés financiers, mais qui ont subi les contrecoups de la crise de la COVID-19 et de la guerre en Ukraine, et peinent donc à se remettre de ces crises successives. En effet, le confinement en Chine et le conflit russo-ukrainien ont pesé lourd dans la balance. Le ralentissement de ces marchés se reflète dans l'indice MSCI BRIC qui, depuis le début de l'année 2020, enregistre une performance négative de -17,76%. Pareillement, le MSCI Emerging Markets, qui est grandement tiré par la performance des BRICS, a chuté de -19 % pendant cette même période.

Conséquence de la crise financière de 2008, le ralentissement de la création d'emplois, dont souffrent plus particulièrement les jeunes, représente un défi de taille dans ces pays. Il survient en effet à un moment où des ressources financières sont nécessaires pour investir activement en faveur de la jeunesse.

Cependant, depuis 2008, ce même contexte de crise n'a toutefois pas empêché d'observer les effets positifs et l'efficacité des programmes sociaux, qui constituent pour les BRICS des instruments de résilience et de croissance inclusive. L'expérience de ces pays dans la mise en œuvre et la gestion de programmes de protection sociale est aujourd'hui internationalement reconnue. Il convient donc de se pencher sur la manière dont ces pays mettent cette expérience au service de la protection et de la promotion active de leur jeunesse. Les programmes d'inclusion productive des BRICS appartiennent à trois catégories : le workfare (des programmes de mise au travail des allocataires) ; la formation et l'éducation technique et professionnelle ; l'accès au crédit aux subventions dont la vocation est de promouvoir le travail autonome et l'entrepreneuriat.

Nonobstant, les indicateurs tels, le taux de chômage et le taux de croissance sont assez divergents. L'intégration à une zone monétaire commune permet donc d'homogénéiser certains paramètres, d'autant plus qu'il existe des facteurs qui les unis telles la langue, la religion et les habitudes alimentaires. Effectivement, l'irrésistible ascension des BRICS se poursuit de manière exponentielle.

Lors du sommet prévu en août prochain (en Afrique du Sud), les pays membres du groupe BRICS se pencheront sur la création d'une monnaie commune, a annoncé récemment le ministre russe des affaires étrangères Sergueï Lavrov. Cette annonce fait écho aux récents rapports du Financial Times selon lesquels le Brésil et l'Argentine voulaient créer une monnaie commune et ont même proposé à d'autres pays d'Amérique latine de les rejoindre. La Russie

## Conclusion générale

cherche, quant à elle, depuis plusieurs années à limiter le recours au dollar et à l'euro dans les échanges commerciaux avec ses partenaires.

En conclusion, l'avenir des BRICS et ses attentes se concrétisent simultanément à deux niveaux, en intra et inter BRICS.

- ❖ **En intra BRICS**, il peut exister un risque de détournement et de dérapage de la volonté politique, vision groupe vers vision pays solitaire, comme facteur déstabilisateur à moyen et long terme.
- ❖ **En inter BRICS**, la vision des BRICS vers l'ouverture se limite aux défis de compétitivité vis-à-vis du G7.
- ❖ **Pour le cas de l'Algérie**, ses caractéristiques macro-économiques, « économie de la rente », présentent une fragilité dans le cadre « GAGNANT – GAGNANT » avec les BRICS.

Nous concluons notre travail de recherche, par les recommandations suivantes:

- Afin de combler la non homogénéité des économies des BRICS, il est indispensable de faire preuve d'une volonté politique visant à maîtriser l'intérêt individuel en faveur des attentes communes du groupe, notamment en ce qui concerne l'intra-BRICS, en encourageant la consommation interne, par exemple. C'est un gisement qui permettra de se rapprocher du volume de richesse des pays du G7, et de se protéger également les uns des autres.
- Renforcer l'élasticité financière et monétaire en matière d'attraction des IDE intra BRICS, ce qui permettra de dépasser le clivage entre les multinationales;
- L'ouverture des BRICS à la vision d'autres pays émergents, permettra de créer de nouveaux marchés internes, stimulant ainsi la consommation interne, donc un potentiel important en matière de croissance économique;
- **En ce qui concerne l'Algérie**, et afin de s'aligner aux attentes des pays BRICS, le pouvoir public doit réagir via de nouvelles réglementations. En effet, les BRICS peuvent être considérés comme étant un facteur déclencheur de diversification de richesse, via les petites et moyennes entreprises sous condition d'une réforme en termes d'attractivité des IDE.

Nous terminons notre travail de recherche par se poser certaines questions à savoir, si d'autres pays candidats, notamment rentiers comme l'Algérie, ont intérêt à intégrer les BRICS ? Ces derniers, peuvent-ils les accueillir sans risque d'aggravation de leur statut et poids dans la scène économique internationale ? A moins que le but de les intégrer cache des intérêts géostratégiques ? Toutes ces interrogations pourront faire objet d'autres travaux de recherche.

# Bibliographie

- 
1. BAKHTIN, R. (2023), BRICS : Une monnaie unique sera discutée lors du sommet d'août prochain, La patrie News, disponible sur : <https://lapatrienews.dz/brics-une-monnaie-unique-sera-discutee-lors-du-sommet-daout-prochain/>, Consulté le 25/03/2023.
  2. BENNAHA, A. (22 mars 2023), Les BRICS et l'Algérie : Quelle stratégie commune pour un éventuel ordre mondial alternatif, Journal El Watan-dz.
  3. Communiqué de presse des organisations de la société civile dans les pays BRICS et leur lettre à la NBD, publiée le 12 avril 2016 (<https://rightsindevelopment.org/notre-travail/la-nouvelle-banque-de-developpement-des-bric/?lang=fr>), consulté le 15/02/2023.
  4. DAZIANO, L. (2014), *Les pays émergents, approche géoéconomique*, ARMAND Colin, Collection U, Paris.
  5. GABAS, J., et BRUNO, L. (2008), *La fabrique en trompe-l'œil de l'émergence*, Presses de Sciences Po- L'Express, Paris.
  6. GUEDDOU, M. (03.05.2023), « Les enjeux de la coopération économique au sein des BRICS : réalité et perspectives », colloque national sur l'adhésion de l'Algérie aux BRICS, Gherdaia.
  7. HERBERT, F. (2019), La nouvelle banque de développement de BRICS : un outil économique et politique, Les yeux du monde, (<https://les-yeux-du-monde.fr/ressources/25975-la-nouvelle-banque-de-developpement-des-brics-un-outil-economique-et-politique/>). (Consulté le 12/°3/2023).
  8. La Banque Mondiale, disponible sur le lien : [lafinancepourtous.com](http://lafinancepourtous.com), consulté le 03/02/2023.
  - LAFARGUE, F. (2011), « Des économies émergentes aux puissances émergentes », Regards sur le monde », *Questions internationales n° 51*, pp. 101-108, Paris
  9. MEBTOUL, A. (2022), Le poids des BRICS sur la nouvelle recomposition du pouvoir mondial, Indépendant, (<https://www.jeune-independant.net/les-impacts-des-tensions-geostrategiques-et-le-poids-des-brics-sur-la-nouvelle-recomposition-du-pouvoir-mondial/>). (Consulté le 13/03/2023).
  10. MOUFFOK, N., et TARIK, M. (03.05.2023), « La place des BRICS dans l'économie mondiale : opportunité ou risque pour les nouveaux adhérents ? », colloque national sur l'adhésion de l'Algérie aux BRICS, Gherdaia.
  11. O'NEILL, J. (2001), Building better global economic BRICs, *Global Economic Paper N°66*, New York.
  12. O'NEILL, J., et STUPNYTSKA, A. (2009), The Long-Term Outlook for the BRICs and N-11 Post Crisis, *Global Economics Paper N°192*, New York, disponibles sur : <https://www.goldmansachs.com/insights/archive/brics-at-8/brics-the-long-term-outlook.pdf>. (Consulté le: 10/03/2023).
  13. PRAVIN, J. (2015), « Les déterminants de l'investissement direct étranger dans les économies

---

BRICS : Analyse du facteur économique, institutionnel et politique », revue des Sciences sociales et comportementales, Vol. 37. pp.05–14.

14. SANNAT, C. (2015), Les BRICS locomotive de l'économie mondiale, ([www.lecontrarien.com/les-brics-locomotive-de-leconomie-mondiale-20-05-2015-conomie](http://www.lecontrarien.com/les-brics-locomotive-de-leconomie-mondiale-20-05-2015-conomie)). (consulté le: 12/02/2023).

15. TOURE, F, S. (2013), La coopération de l'Afrique avec les pays « BRICS », une troisième voie pour le développement de l'Afrique ?, université du Québec, Montréal.

16. UNDESA. (2019)., et INED. (2022), disponible sur : <https://www.ined.fr/fr/publications/editions/population-et-societes/tous-les-pays-du-monde-2022/>; (consulté le: 12/02/2023).

17. WILSON, D., ET PURUSHOTAMAN, R. (2003), Dreaming with th BRICs/ The Path to 2050, *Global Economics Paper N°192*, New York, (<https://www.goldmansachs.com/insights/archive/archive-pdfs/brics-dream.pdf>). (Consulté le 13/03/2023).

---

## **Table des illustrations**

---

## Liste des Tableaux

| <b>N° de tableau</b> | <b>Intitulé</b>  | <b>Pages</b> |
|----------------------|--|--------------|
| <b>Tableau n°1</b>   | Poids des BRICS dans l'économie mondiale (2001-2011)   | 37           |
| <b>Tableau n°2</b>   | Les indicateurs macroéconomiques de l'Algérie  | 54           |
| <b>Tableau n°3</b>   | Principaux pays fournisseurs de l'Algérie. Unité : million USD   | 56           |
| <b>Tableau n°4</b>   | Principaux pays clients de l'Algérie. Unité : million USD/par rapport à l'année 2020.                          | 58           |
| <b>Tableau n°5</b>   | Echanges commerciaux de l'Algérie (import-export)  Période : Premier trimestre 2019-2020. Unité : million USD. | 60           |
| <b>Tableau n°6</b>   | Taux de chômage par pays en % (2011/2021)  | 71           |
| <b>Tableau n°7</b>   | L'évolution de la balance commerciale en % du PIB (2011/2021)  | 73           |
| <b>Tableau n°8</b>   | Solde net du compte financier (en millions USD courants)   | 76           |
| <b>Tableau n°9</b>   | Revenus fiscaux par rapport au PIB (2011-2021)   | 77           |
| <b>Tableau n°10</b>  | L'évolution de l'indice des prix à la consommation   | 78           |
| <b>Tableau n°11</b>  | L'évolution du taux de croissance du PIB (2010-2021)   | 78           |
| <b>Tableau n°12</b>  | Homogénéités   | 79           |

## Liste des graphes

| N°de graphe        | Intitulé   | Pages |
|--------------------|--|-------|
| <b>Graphe n°1</b>  | PIB par habitant des BRIC  | 29    |
| <b>Graphe n°2</b>  | Exportation du carburant (%) et des Marchandises   | 29    |
| <b>Graphe n°3</b>  | Exportation de haute technologie   | 30    |
| <b>Graphe n°4</b>  | Exportation de haute technologie API   | 30    |
| <b>Graphe n°5</b>  | Commerce de services par rapport au PIB  | 32    |
| <b>Graphe n°6</b>  | Services de voyage par rapport aux services commerciaux  | 33    |
| <b>Graphe n°7</b>  | Le carré magique de Kaldor   | 34    |
| <b>Graphe n°8</b>  | Le PIB (USD courant en%)   | 35    |
| <b>Graphe n°9</b>  | Le chômage (USD courant en%)   | 35    |
| <b>Graphe n°10</b> | L'inflation (USD courant en%)  | 36    |
| <b>Graphe n°11</b> | La croissance annuelle du PIB réel des BRICS, 2001 – 2010 (en%)  | 37    |
| <b>Graphe n°12</b> | Dynamique de croissance économique des BRICS et du G6.   | 39    |
| <b>Graphe n°13</b> | IDE entrés aux BRICS   | 39    |
| <b>Graphe n°14</b> | IDE sortis des BRICS   | 40    |
| <b>Graphe n°15</b> | IDE, nets (BDP, \$ US courants)  | 46    |
| <b>Graphe n°16</b> | Croissance comparée entre les pays développés et les BRICS.  | 47    |
| <b>Graphe n°17</b> | Evolution du volume des exportations.  | 49    |
| <b>Graphe n°18</b> | Esperance de vie moyenne par pays.   | 51    |
| <b>Graphe n°19</b> | Part des principaux fournisseurs durant le premier trimestre des années 2019-2020 (en % du total des importations)                 | 57    |
| <b>Graphe n°20</b> | Part des principaux clients durant le premier trimestre des années 2019-2020 (en % du total des exportations)                      | 59    |
| <b>Graphe n°21</b> | Evolution des taux de croissance des importations par zone géographique durant le premier trimestre des années 2018, 2019 et 2020. | 61    |
| <b>Graphe n°22</b> | Evolution des taux de croissance des exportations par zone géographique durant le premier trimestre des années 2018, 2019 et 2020. | 61    |
| <b>Graphe n°23</b> | Répartition des importations et des exportations par zone géographique au cours du premier trimestre de l'année 2020.              | 63    |
| <b>Graphe n°24</b> | PIB par habitant, (\$ PPA internationaux courants)   | 64    |
| <b>Graphe n°25</b> | Le chômage (USD courant en%)   | 65    |
| <b>Graphe n°26</b> | Inflation, prix à la consommation (% annuel)   | 66    |
| <b>Graphe n°27</b> | Investissements Directs Etrangers, entrées nettes (% du PIB)   | 67    |
| <b>Graphe n°28</b> | Investissements du portefeuille nets (BDP, \$ US courants)   | 68    |
| <b>Graphe n°29</b> | Le chômage   | 73    |
| <b>Graphe n°30</b> | Indicateurs du développement dans le monde.  | 74    |
| <b>Graphe n°31</b> | Relation entre niveau des salaires et mobilité de la main d'œuvre  | 75    |
| <b>Graphe n°32</b> | Inflation, prix à la consommation  | 79    |

# **Table des matières**

## Table des matières

---

|   |   |
|---|---|
| <b>Introduction Générale.....</b>   | <b>1</b>                                |
| <b>Chapitre I : Généralités sur les sur les brics.....</b>                | <b>4</b>                                |
| <b>Introduction .....</b>   | <b>4</b>                                |
| <b>Section 1 : L'émergence des BRICS (Origines et création).....</b>      | <b>4</b>                                |
| 1. Contexte global changeant.....   | 4                                       |
| 2. Apparition des BRICS .....   | 7                                       |
| 3. Les sommets des BRICS.. .....  | <b>Erreur ! Signet non défini.7</b>     |
| 3.1 Ekaterinbourg, Russie   |   |
| 2009.....   | <b>8Erreur ! Signet non</b>             |
| <b>défini.Erreur ! Signet non défini.</b>                                 |   |
| 3.2 Brasilia, Brésil 2010.....  | 8                                       |
| 3.3 Sanya, Chine 2011.....  | <b>Erreur ! Signet non défini.....8</b> |
| 3.4 Delhi, Inde 2012 .....  | 10                                      |
| 3.5 Durban, Afrique du Sud 2013.....                                      | 10                                      |
| 3.6 Fortaleza, Brésil 2014.....   | 11                                      |
| 3.7 Oufa, Russie 2015.....  | 11                                      |
| 3.8 Gao, Inde du 15 au 16 octobre 2016.....                               | 12                                      |
| 3.9 Xiamen, Chine 2017.....   | 13                                      |
| 3.10 Johannesburg, Afrique de Sud 2018.....                               | 13                                      |
| 3.11 Brésil 2019.....   | 13                                      |
| 3.12 Le 12 <sup>ème</sup> sommet 2020.....                                | 14                                      |
| 3.13 Le 13 <sup>ème</sup> sommet 2021.....                                | 14                                      |
| 3.14 Le 14 <sup>ème</sup> sommet 2022.....                                | 14                                      |
| 3.15 Le 15 <sup>ème</sup> sommet : Afrique de sud 2023.....               | 15                                      |
| <b>Section 2 : Raisons d'union et objectifs des BRICS. ....</b>           | <b>Erreur ! Signet non défini.6</b>     |
| 1 Caractéristiques des économies émergentes .....                         | <b>Erreur ! Signet non défini.</b>      |
| 2 Raisons et objectifs intra BRICS : complémentarité et autosuffisance    | <b>Erreur ! Signet non défini.20</b>    |
| 3 Inter BRICS, leaders régionaux et parts de marché .....                 | <b>Erreur ! Signet non défini.22</b>    |
| 4 Création d'une Nouvelle Banque de Développement (NBD) au sein des BRICS | <b>Erreur ! Signet non défini.23</b>    |
| 4.1 Les avantages de la nouvelle banque de développement (NBD).....       | 23                                      |
| Conclusion.....   | 25                                      |

## Table des matières

|   |   |
|---|---|
| <b>Chapitre II : Relations algero-brics : vision, opportunités en interne et défis à l'international</b>  | <b>27</b>                                     |
| Introduction.....   | 27  |
| Section 1 : Caractéristiques macroéconomiques des BRICS.....  | Erreur ! Signet non défini.7                  |
| 1. Avant 2009 : BRIC.....   | <b>Erreur ! Signet non défini.28</b>          |
| 1.1 Le PIB par habitant.....  | 28  |
| 1.2 Les exportations.....   | 29  |
| 2.Des BRIC aux BRICS (2009-2011).....   | <b>Erreur ! Signet non défini.</b>            |
| 3 Après BRICS .....   | <b>Erreur ! Signet non défini.</b>            |
| 3.1 La croissance économique des BRICS.....   | 34  |
| 3.2 Le chômage de la population active des BRIC.....  | 35  |
| 3.3. La stabilité des prix (l'inflation) des BRICS.....   | 35  |
| Section 2 : <b>Défis de résistance et</b> avenir des BRICS .....  | Erreur ! Signet non défini.6                  |
| 1. La place des BRICS dans l'économie mondiale.....   | <b>Erreur ! Signet non défini.</b>            |
| 1.1 Avant BRICS .....   | <b>Erreur ! Signet non défini.</b>            |
| 1.2 Défis après BRICS .....   | 38  |
| 2. Le poids économique des BRICS dans le monde.....   | 41  |
| 2.1 Le PIB pèse sur l'économie mondiale.....  | <b>Erreur ! Signet non défini.41</b>          |
| 2.2 .....   | IDE par rapport aux IDE internationaux.....45 |
| <b>Erreur ! Signet non défini.</b>  |   |
| 3. Poids des BRICS sur le plan de gouvernance économique mondiale.....                                    | 47  |
| 4. BRICS : un essor plus économique que social .....  | 50  |
| Conclusion .....  | 52  |
| <b>Chapitre III :Relations algero-brics : vision, opportunités en interne et défis à l'international.</b> | <b>54</b>                                     |
| Introduction.....   | 54  |
| Section 1 : Perspectives d'adhésion de l'Algérie aux BRICS.....   | Erreur ! Signet non défini.                   |
| 1.Caractéristiques macroéconomiques de l'Algérie.....   | 54  |
| 2. Relations économiques Algero-BRICS et autres zones d'échange .....                                     | <b>Erreur ! Signet non défini.</b>            |
| 2.1 Les principaux pays fournisseurs de l'Algérie.....  | <b>Erreur ! Signet non défini.</b>            |
| 2.2Les principaux pays clients de l'Algérie) .....  | <b>Erreur ! Signet non défini.8</b>           |
| 2.3 Echanges commerciaux de l'Algérie par zone géographique .....   | <b>Erreur ! Signet non défini.60</b>          |

## Table des matières

|   |                                      |
|---|--------------------------------------|
| a) Les pays de l'Europe.....  | 62                                   |
| <u>b)</u> Les pays de l'Asie .....  | 62                                   |
| <u>c)</u> Les autres régions .....  | 62                                   |
| Section 2 : Oportunités et defis d'adhésion de l'Algerie aux BRICS .....                            | <b>Erreur ! Signet non défini.63</b> |
| <b>1 Comparaison des caractéristiques macroéconomiques .....</b>                                    | <b>63</b>                            |
| 1.1 Le PIB par habitant, (\$ PPA internationaux courants) .....                                     | 64                                   |
| 1.2 Le chômage de la population active des BRICS .....  | 65                                   |
| 1.3La stabilité des prix (inflation) au sein des BRICS.....   | <b>Erreur ! Signet non défini.</b>   |
| 1.4Les investissements Directs Etrangers (IDE).....   | <b>Erreur ! Signet non défini.7</b>  |
| 1.5Les investissements du portefeuille.....   | <b>Erreur ! Signet non défini.8</b>  |
| 2.Les ambitions algériennes.....  | <b>Erreur ! Signet non défini.</b>   |
| Section 3 : Optimalité monétaire et projet de création d'une nouvelle monnaie.....                  | <b>Erreur ! Signet non défini.</b>   |
| 1Les critères relatifs à la mobilité des facteurs de production sont-ils respectés?.....            | 70                                   |
| 1.1La mobilité du travail.....  | 70                                   |
| 1.2 La mobilité des capitaux .....  | <b>Erreur ! Signet non défini.3</b>  |
| 1.3Flexibilité des prix et des salaires .....   | <b>Erreur ! Signet non défini.4</b>  |
| 2. Les critères relatifs aux degrés d'ouverture et de diversification sont-ils remplis ?            | <b>Erreur ! Signet non défini.4</b>  |
| 2.1Les critères d'intégration fiscale/fédéralisme budgétaire et d'homogénéité sont-ils remplis ?... | <b>Erreur ! Signet non défini.</b>   |
| 2.1.1Résultats de l'estimation avec l'indice synthétique de l'inclusion financière (ISIF).....      | <b>Erreur ! Signet non défini.4</b>  |
| 2.1.2 L'homogénéité des préférences .....   | <b>Erreur ! Signet non défini.7</b>  |
| Conclusion.....   | 80                                   |
| Conclusion générale.....  | 82                                   |
| <b>TABLE DES MATIERES.....</b>  | <b>95</b>                            |
| <b>BIBLIOGRAPHIQUE</b>  |                                      |
| <b>TABLES DES ILLUSTRATIONS</b>   |                                      |
| <b>TABLE DES MATIERES</b>   |                                      |